



**Rn PAT**

Réseau national  
des Projets Alimentaires Territoriaux

Juin 2019



ACTES

# Planification alimentaire



Institut Paris Région  
7 juin 2019



*Le PATLab est un dispositif créé dans le cadre du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux (RnPAT). Il se veut un espace de réflexions et d'échanges sur un thème émergent de la territorialisation de l'alimentation. Son objectif principal est d'esquisser les axes de travail qui permettront d'approfondir le sujet. La prise de recul, le croisement de points de vue d'acteurs d'horizons variés et la prospective occupent une place privilégiée.*

## MATINEE

Animation : Karine HUREL - Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)

### Mot de bienvenue

Christian THIBAUT et Laure de BIASI - Institut Paris Région \_\_\_\_\_ 4

### Contexte, ambitions et programme de la journée

Marc NIELSEN - Terres en villes \_\_\_\_\_ 10

Habiter, cultiver, relier. La ville, le territoire, les hommes et leurs projets. Conjuguer les trois conditions du développement heureux et durable des villes et des territoires.

Thierry LAVERNE - Agence Laverne, Paysagiste Conseil de l'Etat, Enseignant ENSP Versailles  
Marseille \_\_\_\_\_ 13

Echanges avec la salle \_\_\_\_\_ 30

### Réaction du grand témoin

Stéphane CORDOBES - Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET), Ecole urbaine  
de Lyon. \_\_\_\_\_ 37

## APRES-MIDI

Animation : Marc NIELSEN - Terres en villes

Première table ronde : Estimer les quantités de production alimentaire locale en regard de la demande. Quelles sont les méthodes existantes et leurs limites ?  
Quelle réalité sur le terrain ?

Damien ROUMET – Terre de liens, Christophe ALLIOT - bureau BASIC, Bernard DEMONTY - Agence  
d'Urbanisme des agglomérations de Moselle (AGURAM) \_\_\_\_\_ 48

Deuxième table ronde : Impliquer les habitants dans les politiques alimentaires territoriales. Comment caractériser les comportements et pratiques alimentaires ?  
Comment écouter et intégrer la voix des habitants ?

Jennifer BUYCK – Institut d'Urbanisme et Géographie Alpine - IUGA  
Université Grenoble Alpes – UMR PACTE, Coline PERRIN – INRA - UMR Innovation - Montpellier,  
Anne-Laure GARCIN – Chargée de mission participation citoyenne & politiques publiques  
Responsable du Conseil de développement Métropole de Lyon \_\_\_\_\_ 61

Troisième table ronde : Articuler alimentation et outils de gestion du territoire.  
Quels outils à quelles échelles ? Quelle place donner à l'alimentation ?

Julien BLOUIN – Consultant agriculture urbaine, Agence Blouin, Romain SIEGFRIED - Directeur  
de projet, Responsable du pôle Energie - Environnement - Espaces Agence d'urbanisme de la  
région nantaise, Corinne PORTAL – Directrice adjointe à l'urbanisme du PETR Grand Clermont \_\_\_\_\_ 77

# MOT DE BIENVENUE

Christian THIBAUT – Institut Paris Région

Bonjour à toutes et tous. Vous avez dû vous rendre compte dans le hall qu'il y a quelques soucis logistiques parce que l'IAU organise une grande journée le 11 juste après le week-end de la pentecôte. J'espère que notre journée se passera quand même bien. Mais c'est pourquoi nous devons finir impérativement à 16 heures pour finir la mise en place pour mardi prochain.

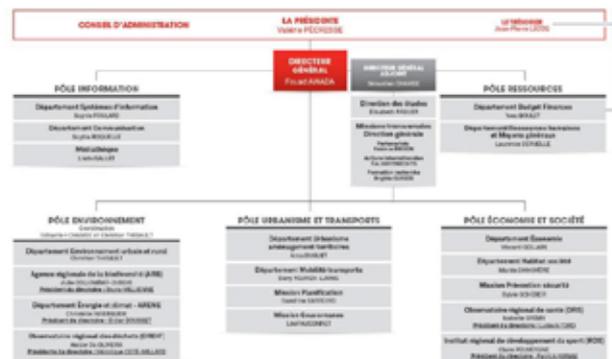
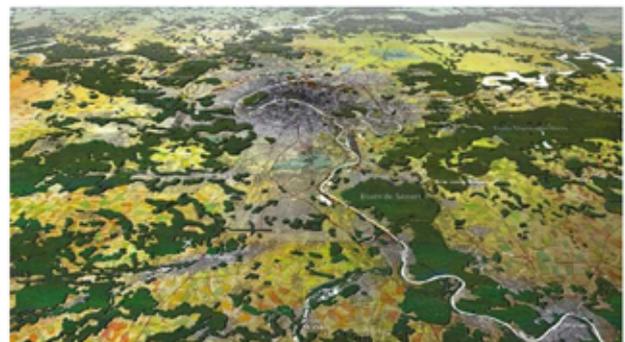
Je voulais vous renouveler ce mot accueil et vous dire que nous sommes ravis de vous accueillir ici parce que vous allez voir que nous avons une longue histoire avec Terres en Villes. Je vous propose un petit mot d'accueil assez rapide, un petit mot d'accueil francilien sur ce que nous faisons et sur ce qui se passe un petit peu en Île-de-France. Je suis Christian Thibault et je vais parler avec Laure qui est notre référente en agriculture et alimentation.

Alors, quelques mots sur l'Institut d'Aménagement et d'urbanisme (IAU). Donc, je pense que l'IAU est

assez connue, en même temps, c'est un organisme qui est parfois difficile à saisir parce que c'est un gros organisme qui a été créé en 1960. Ce qui était assez novateur, c'est que c'était conçu dès le départ comme une agence d'urbanisme régional. D'ailleurs depuis, c'est resté la seule quasiment au niveau français sachant que l'agglomération parisienne s'étale en fait sur huit départements. Donc, il y a une vraie logique à travailler également au niveau de la région. L'IAU avait été formée en tant que fondation et nous sommes en train de changer de statut, ce qui explique d'ailleurs tout le raout qui est en train de se mettre en place dehors. L'IAU est en train de se transformer en association comme les autres agences d'urbanisme, d'ailleurs l'IAU est affiliée à la FNAU. Donc, l'IAU est en train de se former en association, ce qui fait qu'on pourra être membre de l'IAU si on est une personne publique, ce qui n'était pas le cas aujourd'hui, nous avons un conseil figé jusqu'ici. Donc, l'IAU, ce

## L'IAU île-de-France GRANDE AGENCE REGIONALE (ET INTERNATIONALE) D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

- ✓ Créé en 1960, à l'échelle visionnaire d'une grande région métropolitaine
- ✓ Une fondation reconnue d'utilité publique en cours de transformation en association de personnes publiques, plus partenariale
- ✓ 200 personnes, 3 grands pôles techniques :
  - Environnement
  - Urbanisme et transports
  - Economie et société
- ✓ Principales missions :
  - Eclairer les politiques publiques, particulièrement les stratégies régionales
  - Décrypter les grandes mutations digitales, écologiques et sociales
  - Définir des projets urbains et accompagner des projets de territoires
  - Intégrer l'environnement au sens large dans l'aménagement et l'urbanisme



sont 200 personnes organisées en trois grands pôles techniques : le pôle Environnement dont je fais partie. Chaque pôle représente à peu près un tiers des effectifs. Le pôle Environnement s'est renforcé avec l'arrivée de trois anciens organismes associés à la région qui sont : l'Ordif, la Rennes et Natureparif qui sont maintenant parties intégrantes de l'IAU. Il y a aussi un pôle urbanisme transport et un pôle Économie et Société. Donc, il y a eu un très grand spectre de thématiques.

Les principales missions : c'est éclairer les politiques publiques, évidemment. Nous restons une agence qui est tournée vers les politiques publiques avec évidemment, une priorité à l'échelle régionale, mais nous travaillons aussi à des échelles plus locales ou à des échelles plus larges, notamment au niveau du bassin parisien. Décrypter les grandes mutations au sens large. Définir les projets urbains et accompagner les territoires dans leurs projets. Donc, au niveau rural, par exemple, l'IAU accompagne beaucoup les parcs naturels régionaux et a travaillé aussi avec un certain nombre de parc urbains.

Et puis, pour le pôle environnement, ce n'est pas une approche de l'environnement pour l'environnement, j'ai envie de dire, mais c'est avant tout pour intégrer l'environnement dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme. Avec Terres en Villes, je l'ai dit rapidement tout à l'heure, nous avons un partenariat en fait qui remonte à plus de dix ans, maintenant. L'IAU avait accueilli une AG de Terres en Villes en Île-de-France, en 2006. Je crois d'ailleurs que c'est la seule, malheureusement, qui s'est tenue en Île-de-France. J'espère qu'il y en aura d'autres dans le futur. Sinon, nous avons beaucoup travaillé ensemble depuis cette date-là avec des chantiers de travail, avec des publications, avec des visites de terrain, avec des conférences que nous avons accueillies. Donc, nous avons une longue histoire déjà ensemble.

## L'IAU ET TERRES EN VILLES UN PARTENARIAT DE LONGUE DATE

- AG de Terres en Villes en Ile-de-France (2006)
- De nombreux chantiers de travail
- Des publications
- Des visites de terrain
- Des conférences

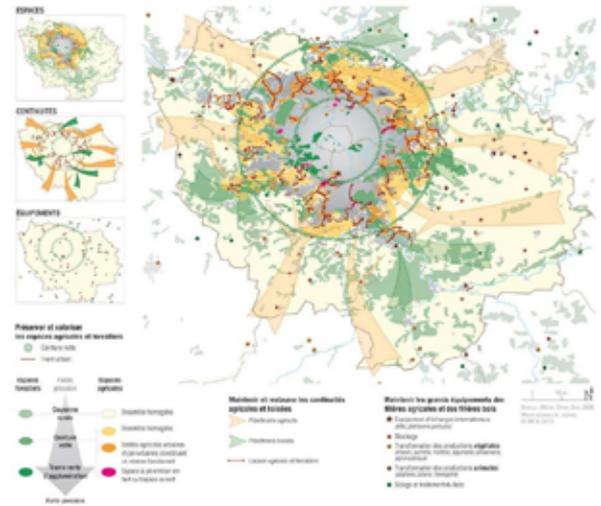


# L'IAU S'IMPLIQUE

## POURQUOI, COMMENT ?

- ✓ Agence de planification d'une région composée de 50% de terres agricoles et de 12 millions de bouches à nourrir
- ✓ Une implication précoce avec des enjeux sans cesse renouvelés :
  - de préservation des terres agricoles par la limitation des extensions urbaines (1960)
  - de sécurisation de l'approvisionnement alimentaire (1970)
  - de composition urbaine et paysagère (1980)
  - de la préservation des espaces à celle des ressources (1990)
  - de la consommation d'espace aux approches fonctionnelles (2000)
  - de la redécouverte de la proximité alimentaire parée de toutes les vertus environnementales, sociales et économiques (2010)
- ✓ Une diversité d'interventions : planification et projets, observation et décryptages, appui à l'élaboration de politiques publiques, diagnostics territoriaux et analyses fonctionnelles, parangonnage, stratégies et prospective

Le fonctionnement régional des espaces agricoles et forestiers



Quelques mots sur l'implication de l'IAU sur ce sujet, puisque c'est le thème de la journée finalement. Comment les agences d'urbanisme s'intéressent à ces sujets ? Comment elles les abordent ? Donc, l'IAU, vous l'avez compris déjà que c'est une agence qui est assez particulière. Le fait que nous travaillons au niveau régional déjà fait que nous avons toujours eu un territoire rural à s'occuper ou à se préoccuper, j'ai envie de dire. Il suffit de dire que nous sommes dans une région où il y a encore quand même 50 % de terres agricoles, il y en avait plus encore en 1960, évidemment, malheureusement, et qu'il y a 12 millions de bouches à nourrir pour nous douter que là, il y a un vrai sujet et qu'il y a beaucoup de choses à faire.

Par contre, j'ai envie de dire, par rapport à l'ancienneté de l'IAU et par rapport à tous les enjeux qui nous traversent ou qui nous occupent, il y a eu de grosses évolutions, évidemment. Mais dès le début, je pense que c'est intéressant, même si cela peut paraître paradoxal, il y avait une vraie volonté de préserver les terres agricoles. Même si à cette époque-là, nous avons coutume de

dire que les terres agricoles, c'était une page blanche sur laquelle nous pouvions faire à peu près n'importe quoi. Mais dès le début, il y avait cette préoccupation d'agglomération qui était trop distendue et d'espace à économiser. Je vous rappelle qu'un des leitmotifs de la création de l'IAU, c'est le général de Gaulle qui a dit au préfet de l'époque, de l'ouvrier dont cette salle porte le nom d'ailleurs : « Il faut me remettre de l'ordre dans ce bordel ». Donc, cela vous donne déjà une idée un peu du travail qu'il y avait à faire. Donc, deuxième étape qui a suivi de près, c'était la sécurisation de l'approvisionnement alimentaire. La France commençait seulement, je dirais, à avoir une certaine autonomie alimentaire, et donc, c'était vraiment la préoccupation du moment. D'autant plus que nous étions déjà dans une région qui était extrêmement peuplée. Après, sont arrivées des préoccupations de composition urbaine et paysagère. Donc, tout cela est un petit peu... est brossé à grand trait, les dates ne sont pas à prendre au pied de la lettre et les thématiques se recouvrent, bien sûr.

Composition urbaine et paysagère, c'est un point très important puisque l'agriculture a longtemps été vue comme un équilibre à avoir entre différentes occupations du sol et aussi un facteur de discontinuité ou de coupures urbaines pour employer les termes de l'époque.

Ensuite, nous sommes passés de la préservation des espaces à celles des ressources et l'agriculture était d'ailleurs vue comme étant une ressource à part entière à partir de ces dates-là. Donc, ressource, cela veut dire : préservation des sols, préservation de l'eau, même si évidemment, il reste encore... tous ces enjeux restent très, très prégnants évidemment.

Ensuite, nous sommes passés de la consommation d'espace aux approches fonctionnelles et je sais ce qui a marqué notamment le dernier schéma directeur régional qui a été approuvé en 2013. Et puis, aujourd'hui, nous sommes en plein dans la redécouverte de la proximité alimentaire tout en sachant que notre région en fait n'a jamais été autonome d'un point de vue alimentaire depuis le moyen âge quasiment, il faut vraiment avoir cela en tête, mais il y a beaucoup de travail à faire pour

relocaliser l'agriculture et pour que l'agriculture locale serve effectivement à l'alimentation locale.

Cette redécouverte, évidemment, elle se fait de toute sorte de façons. Elle est un peu parée de toutes les vertus. Alors, vous vous doutez que cette formule, elle est un petit peu... elle contient quelques bémols parce qu'effectivement, nous ne pouvons pas faire non plus n'importe quoi et nous entendons souvent des discours assez faussés, finalement, sur ces questions-là. Mais cela reste globalement un véritable enjeu extrêmement intéressant, extrêmement transversal et un levier de toutes sortes de politiques environnementales, sociales ou économiques. Et donc, en tant qu'agence, l'IAU a une grande diversité d'interventions, mais je pense que c'est le cas de toutes les agences d'urbanisme : planification et projet, observation et décryptage, appui des personnes politiques publiques. Donc, c'est vraiment le cœur de métier, diagnostics territoriaux, analyse fonctionnelle, parangonnage, benchmark. C'est très demandé par les élus, mais ce n'est pas toujours facile à faire, stratégie et prospective.

## Laure de BIASI – Institut Paris Région

Donc, je vais prendre la suite de cette introduction en vous illustrant en image comment l'IAU s'implique sur ce thème de l'alimentation. Tout d'abord, en tant que passage de savoirs, précurseur de tendances. Là, en effet, pour défricher le sujet, c'est sensibiliser à l'alimentation. Comme vous le disait Christian, les motivations ont varié en fonction des époques. Une des premières grandes études sur l'alimentation remonte aux années 70 et c'était sur la sécurité alimentaire, celle que vous voyez en haut à gauche. Et puis les études se sont poursuivies au cours du temps avec des études sur le MIN de Rungis, des études sur les marchés. Et c'est vraiment cette dernière décennie que nous avons, même ces dernières années, nous allons dire, que nous avons remis le focus sur l'alimentation, notamment l'alimentation de proximité avec une étude qui a fait date à l'IAU puisque nous avons constitué une équipe une équipe alimentation durable et donc nous avons fait une grande étude sur les filières

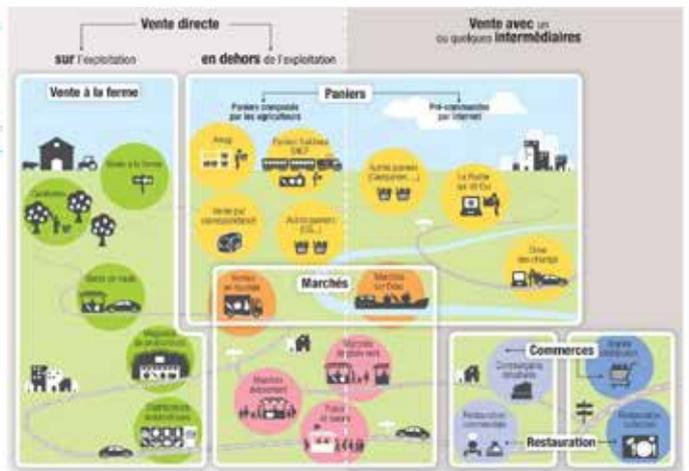
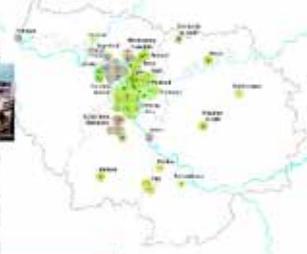
courtes de proximité, dont vous voyez la couverture ici, pour illustrer justement la diversité des filières courtes que nous trouvons en Île-de-France, que vous voyez illustré ici à travers le graphique en bas à droite et qui présente la vingtaine de formes de filières courtes de proximité que nous trouvons en Île-de-France. Et puis la deuxième grande étude qui a marqué ce paysage alimentaire francilien, c'est le cahier dont vous pouvez consulter d'ailleurs un exemplaire à l'entrée qui s'appelle une « Métropole à ma table », et qui a donc réuni plus de 70 auteurs vraiment du champ à l'assiette sur les questions de défis alimentaires de l'Île-de-France, mais aussi d'autres métropoles dans le monde, avec plein d'expériences. Nous étions le matin avec un agriculteur, l'après-midi avec un chef étoilé, le lendemain avec un chercheur, enfin vraiment une grande richesse tant les intervenants que nous avons fait coopérer à cet ouvrage.

# L'IAU S'IMPLIQUE

## PRECURSEUR ET PASSEUR DE SAVOIR



Les ceintures maraîchères



Et puis, c'est aussi de nombreuses études, notamment avec l'ORS qui est l'Observatoire Régional de la Santé, donc, alimentation et santé également, et nous sommes en train d'entreprendre actuellement une étude sur les ceintures maraîchères qui intéressent beaucoup, puisque nous avons une forte demande en légumes, mais que notre nombre de maraîchers ne fait que croître. Donc, comment résoudre ces paradoxes ?

Le deuxième pan de l'action de l'IAU que j'aimerais vous illustrer rapidement, c'est celui d'initiateur et d'accompagnateur de politique publique. Donc, Christian vous l'a dit. Nous nous sommes souciés très tôt d'intégrer tout ce qui est agriculture dans nos schémas directeurs qui accompagnent l'Île-de-France depuis les années 60. Mais la grande nouveauté du dernier schéma directeur, celui de 2013, c'est d'intégrer un défi alimentaire comme quoi les grands documents de planification peuvent se saisir de la question de l'alimentation. Et accompagner la politique régionale, c'est aussi l'accompagner au quotidien avec des choses plus ponctuelles comme des appels à projets. Nous avons aussi créé une carte de

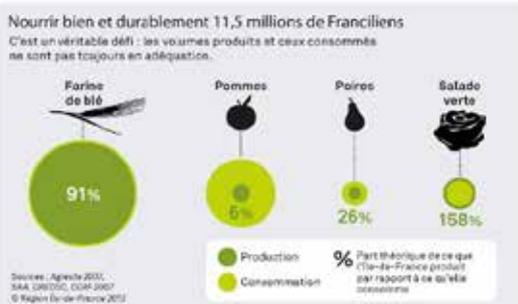
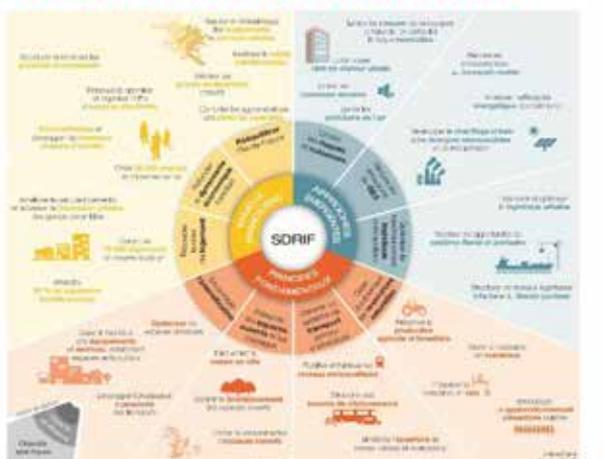
l'innovation alimentaire, qui était très intéressante pour accompagner les entreprises franciliennes. Et le gros dossier du moment, c'est d'accompagner la région dans son plan régional de l'alimentation. Donc, c'est vraiment le gros dossier 2019 à travers cinq grands axes : proposer un diagnostic clair de l'offre alimentaire francilienne, participer à la structuration des filières, rapprocher l'offre et la demande, intégrer tous les acteurs de l'alimentation, et puis parler aux consommateurs. C'est à travers ce double rôle de passeur de connaissance et d'accompagnateur de politique publique que l'IAU accompagne la région. Et nous assistons aujourd'hui à un foisonnement d'initiatives en Île-de-France, mais aussi partout en France comme l'atteste l'organisation de cette journée et le développement des projets alimentaires territoriaux. Et nous voyons bien que cela soulève un certain enthousiasme, mais aussi des questionnements. C'est vrai que dans les grands questionnements que nous nous posons, nous voyons de grandes tendances qui sont parfois contradictoires, par exemple, nous nous demandons comment concilier le désir alimentaire,

cette envie de goût, de plaisir qui est ancestral quand nous parlons de manger, comment est-ce que c'est conciliable avec l'idée de responsabilité face à la planète, face aux questions de santé ? Comment concilier aussi un attrait pour le tout technologique, nous avons de plus en plus, nous parlons de plus en plus de High-Tech et inversement, il y a des mouvements Low-Tech qui se mettent en place, des mouvements plus naturalistes, on va dire. Comment concilier l'immédiateté ? On veut tout, tout de suite manger rapide parce que nous n'avons pas beaucoup de temps entre midi et deux et les questions de durabilité. Comment concilier mondialisation et aussi des courants tels que le locavorisme ou même le développement du bio ? Et évidemment, comment concilier toutes les préoccupations économiques, sociales, environnementales qui semblent parfois inconciliables, justement. Donc parmi les pistes que nous évoquons souvent à l'IAU et je pense que nous en discuterons, c'est très en phase avec les sujets qui vont

être développés aujourd'hui. C'est évidemment soutenir et structurer les filières, écouter et comprendre les attentes des consommateurs, accroître la connaissance et la reconnaissance des produits locaux. Et il y a trois mots qui nous tiennent à cœur et j'espère qu'ils inspireront aussi cette journée, c'est la question de la cohérence qui implique à la fois « concertation et complémentarité » entre les territoires, les territoires urbains et ruraux, entre les acteurs également. Le deuxième mot, c'est celui de « durabilité » avec un besoin d'organisation sur le temps long, c'est très important quand nous parlons d'agriculture. Et le troisième mot, c'est celui « d'équité » pour assurer une rémunération équitable à tous les acteurs économiques et également garantir une alimentation saine et durable pour tous. Un mot d'accueil sur ce que nous faisons à l'IAU qui inspirera, je pense, cette journée. Merci.

## L'IAU S'IMPLIQUE ACCOMPAGNATEUR DE POLITIQUES PUBLIQUES

### Le SDRIF et son DEFI ALIMENTAIRE



IAU PATLab planification alimentaire



### PLAN RÉGIONAL DE L'ALIMENTATION

#### Les grands axes

- Proposer un diagnostic clair de l'offre alimentaire francilienne
- Participer à la structuration des filières et à la création de valeur dans les exploitations franciliennes
- Rapprocher l'offre et de la demande
- Intégrer tous les acteurs de l'alimentation
- Parler aux consommateurs

7/04/2019

6

# CONTEXTE, AMBITIONS ET PROGRAMME DE LA JOURNEE

Marc NIELSEN – Directeur Terres en villes

Merci beaucoup pour ce mot d'introduction et l'ensemble de ces productions, c'est extrêmement riche. Donc, je vais prendre le relais pour vous donner des éléments un peu plus spécifiques sur le contexte de la journée. Nous sommes dans une journée partenariale entre la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) et Terres en Villes et nous sommes dans le cadre du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux (RnPAT) qui est un projet qui s'est étalé sur deux saisons, qui en est dans sa deuxième avec une première saison qui a commencé en 2015-2018, et puis une deuxième saison qui a été officiellement lancée le 04 décembre de l'année passée.

Alors, je dis que c'est en deux saisons parce que la première, nous avons travaillé sur quatre axes des projets alimentaires territoriaux. Il fallait dans un premier temps mettre en lien les territoires qui sont significativement impliqués dans les projets alimentaires territoriaux. Un deuxième axe visait à proposer des types de démarches pour les mettre en œuvre. Et puis un troisième axe, à chercher à approfondir des thèmes stratégiques, dont la question de la planification alimentaire. Et puis, un dernier axe a cherché à capitaliser sur l'ensemble de ce qui avait été produit dans le cadre de cette première saison. Et puis, une deuxième saison du RnPAT qui va au-delà, qui capitalise, qui est déjà plus dans la prospection, dans l'innovation, et là, nous sommes sur cinq axes. Un premier axe qui est de sensibiliser les acteurs aux enjeux de l'alimentation et des territoires. Un deuxième axe qui relève de la caractérisation et de l'observation des projets alimentaires territoriaux (PAT) puisque nous construisons une banque de PAT et aussi un observatoire national des PAT, et enfin nous allons également évaluer le dispositif. Et puis un troisième axe qui est lié à l'accompagnement des acteurs en mettant à disposition une banque de ressources, comme nous l'avons appelé, mais aussi, en les accompagnant avec des modules de formation et des programmes de formation. Et puis, nous avons encore un cinquième axe et un quatrième axe qui est relatif à l'articulation des échelles de façon verticale et assurer une cohérence des échelles, et que finalement, l'alimentation soit traitée à chaque fois à chacune des

échelles, et puis aussi de façon horizontale. Et donc là, nous sommes dans les questions de coopération interterritoriale. Et puis, un dernier axe dans lequel s'inscrit cette journée, qui est relatif à l'innovation et à la prospective et nous avons créé ce que nous avons appelé les « PATLab », c'est le premier aujourd'hui, qui vise à aborder des thèmes émergents des politiques agricoles et alimentaires.

La planification alimentaire dans ces deux saisons du RnPAT, elle a été traitée sous forme d'ateliers qui ont été organisés entre les agences d'urbanisme (une dizaine d'agences), Terres en Villes et l'APCA, puisque le RnPAT est un projet qui est mené en copilotage entre Terres en Villes et l'APCA. L'objectif de ces ateliers, c'était tout simplement de faire un état des lieux de : où en sont les agences en matière de prise en compte de l'alimentation ? Quel a été le contexte qui a fait que le thème a émergé ? Et assez vite, nous nous sommes rendu compte que cela valait la peine de valoriser l'ensemble des travaux qui sont réalisés par les agences parce qu'ils sont assez divers dans des

N°44 DÉCEMBRE 2018  
**LES DOSSIERS FNAU**



**PLANIFICATION ALIMENTAIRE : ENJEUX ET INITIATIVES LOCALES**



contextes territoriaux qui sont toujours très différents. Tout cela a débouché sur une publication que vous avez peut-être reçue. Nous avons fait des envois postaux massifs, ce qui fait que nous n'en avons plus beaucoup d'exemplaires papier, il nous en reste vraiment très peu, mais c'est téléchargeable sur le site du RnPAT, de la FNAU et de Terres en Villes. C'est une publication qui est en deux parties avec une première qui cherche à cerner le terme de planification alimentaire, il amène des éléments de connaissance. Et là, nous faisons appel à des chercheurs, à des praticiens pour le cerner depuis des points de vue différents. Et puis, la deuxième partie de cet ouvrage, c'est tout simplement les retours d'expérience des agences d'urbanisme suivant un schéma qui est systématique : comment est-ce qu'ils se sont saisis de la question, et puis une expérience pilote, dans chacune des agences. N'hésitez pas à le consulter.

Maintenant sur la question de la planification alimentaire, nous pouvons quand même déjà en dire quelques éléments, malgré que ce soit un terme que nous entendons assez peu finalement. Le terme « planification » évidemment, nous l'utilisons, le terme « alimentation », nous l'utilisons, les deux ensembles, assez peu, même si cela commence tout doucement à prendre de l'importance. Nous pouvons dire que finalement la planification alimentaire, nous en faisons déjà peut-être sans le savoir, puisqu'à partir du moment où nous pensons dans l'espace les différentes activités qui sont liées à l'alimentation, les espaces de production, les espaces de commercialisation, où est-ce que nous mettons les commerces, où est-ce que nous mettons les entrepôts de transformation, de stockage ? Et bien finalement, nous nous inscrivons dans une démarche de planification alimentaire. Maintenant, est-ce que cela se fait d'une façon pensée, structurée, réfléchie, stratégique ? Sans doute qu'il y a là des lignes à faire bouger.

C'est un thème qui n'est pas non plus complètement nouveau, et là, je m'appuie sur ce qu'a écrit Caroline Brand dans le dossier FNAU dont je vous parlais, c'est un thème qui émerge finalement au début des années 2000 aux États-Unis, c'est le food planning où des chercheurs, des praticiens se rendent compte que l'alimentation est un impensé de l'aménagement d'un territoire, que c'est une pièce manquante du puzzle alors qu'il s'agit d'une fonction qui est tout simplement

vitale, et étonnamment, cela ne se retrouve pas dans les pratiques d'aménagement du territoire. Et donc, grâce à l'avancement de leurs travaux, cette question-là finit par s'intégrer dans les programmes de formation, plutôt sous l'angle de la sécurité alimentaire et de la justice sociale.

Dans le contexte français, c'est plutôt aussi depuis le début des années 2000 que les questions d'agriculture périurbaine et urbaine ont permis l'émergence de l'alimentation dans les pratiques d'aménagement. Alors, il y a les travaux de Terres en Villes comme le projet AgriScot, le projet FAFU, mais il y en a beaucoup d'autres. Il y a également tous les travaux de l'IAU que nous avons vus à l'instant. Et puis, nous pourrions parler aussi des travaux menés par tout ce qui relève de l'agriculture urbaine, comme les travaux de Christine Aubry, les travaux plus récents de l'AFAUP (l'association française de l'agriculture urbaine professionnelle). Et puis, nous pourrions en citer également tous les travaux de l'AESOP, le réseau européen sur la planification alimentaire. Je ne suis pas du tout exhaustif là-dedans, vous pouvez me reprocher d'en avoir oublié pas mal.

La planification alimentaire, c'est aussi un terme qui peut, dans certains cas, susciter une certaine méfiance. Il laisse perplexe et laisserait penser que finalement, la planification alimentaire serait quelque chose qui serait en deux dimensions, pensé en chambre et serait finalement une norme, une couche supplémentaire de normes auxquelles devraient se soumettre les acteurs, y compris le monde agricole. Et que finalement, cela ne ferait que rajouter une couche dans le millefeuille réglementaire. Et c'est sans doute un écueil qu'il faut contourner dès à présent, nous sommes au-delà du zonage tout simplement, nous sommes dans des questions qui sont plus complexes, qui touchent au savoir-faire, aux patrimoines culturels, aux questions de rapport au goût et des choses qui sont de l'ordre du sensible.

Et puis, peut-être un dernier élément, nous sommes dans une question qui touche toutes les échelles. Je prends l'échelle du grand périmètre, du SCOT, mais aussi du PLUi qui sont des documents qui comportent un PADD, donc un projet. Et finalement, à partir du moment où un territoire s'intéresse à l'alimentation, il est légitime que le terme apparaisse dans le projet. Maintenant,

comment est-ce que nous le retranscrivons dans l'espace et avec quel niveau de précision ? C'est là qu'est toute la question, et là aussi des lignes doivent sans doute bouger. Mais la planification alimentaire se joue également à l'échelle de la parcelle, et là, je m'appuie à nouveau sur des écrits du dossier FNAU puisque Brigitte Nougarede, nous parle du bâti alimentaire et part du principe que la relocalisation de l'alimentation implique une diversification de l'agriculture et que cette diversification va impliquer un changement dans le bâti pour le voir se transformer et accueillir des espaces de commercialisation, d'entreposage ou de transformation. Et ces besoins en transformation du bâti sont assez peu connus aujourd'hui. Donc là, il y a encore des éléments de connaissance à aller chercher. Et puis, il y a également l'article de Julien Blouin, présent aujourd'hui, qui interviendra à la troisième table ronde où il est question de création d'un quartier nourricier en périphérie de Nantes. Alors, je retiens trois choses, mais Julien en parlera mieux que moi. Julien parle d'urbanisme du « faire avec », d'urbanisme du « déjà là », puisqu'en effet, nous sommes dans un ancien quartier maraîcher et nous allons réactiver des anciennes fermes et nous appuyer sur ce qui existe déjà. Mais, nous sommes aussi sur des projets qui impliquent un écosystème d'acteurs, il y a bien sûr l'architecte, il y a la métropole, il y a les coopératives d'installation des agriculteurs, nous avons énormément de structures qui cohabitent ensemble, qui travaillent ensemble pour la réalisation du projet. Et puis dernière chose, c'est un projet qui s'inscrit dans une stratégie foncière, alimentaire, métropolitaine. Nous sommes dans une articulation entre un projet et une stratégie plus large. Vous savez que Nantes a des politiques de lutte contre les friches agricoles qui sont assez poussées et assez anciennes.

## Karine HUREL - Directrice de mission, Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)

Pendant que nous installons Thierry, je fais une petite minute de publicité, cela fait une petite transition parce que l'IAU a très, très bien présenté les agences d'urbanisme, mais ils ont été très, très modestes parce qu'ils ont oublié de vous dire qu'ils organisent la quarantième rencontre des agences d'urbanisme. Il faut quand même le dire. Nous commençons à communiquer dessus. Vous allez voir de

Voilà, c'étaient quelques éléments sur le terme de planification alimentaire que je voulais vous communiquer pour entamer la journée.

Aujourd'hui, nous avons décidé d'approfondir ce thème de la planification alimentaire sous forme d'un PATLab. C'est la première fois que nous faisons un PATLab, donc à nous de le définir, de lui donner du contenu. L'idée, c'est de parler d'un thème qui est encore assez peu utilisé, de le faire en croisant des personnes d'horizons divers. Vous verrez qu'aux tables rondes, il y a des gens qui viennent d'horizons très différents, mais aussi ce matin, et puis, d'essayer de privilégier la prospective et d'essayer de se projeter parce qu'en se projetant, souvent, nous arrivons à mieux explorer un thème. Donc nous nous autorisons à ouvrir des portes pour essayer ensuite d'en refermer certaines pour mieux définir le thème.

Nous allons donner la parole en premier lieu à Thierry Laverne qui a plusieurs casquettes, vous verrez sur le programme, je laisserai Monsieur Laverne se présenter lui-même. Il fera une intervention de cadrage, on va dire, et je le remercie parce qu'il a accepté de prendre presque au pied levé ce rôle, de nous donner un horizon assez ouvert sur la question de territoire, d'alimentation et aussi sur les aspects de gouvernance plus particulièrement. Et puis ensuite, nous aurons Karine Hurel de la FNAU qui fera le rôle de discutante, qui pourra aussi vous donner la parole à vous. Et puis, nous aurons Monsieur Stéphane Cordobès, Conseiller en prospective au CGET qui fera le rôle du grand témoin. Ensuite, l'après-midi, trois tables rondes sur trois facettes différentes de la planification alimentaire. Première facette, l'espace, les disponibilités et les ressources. Deuxième facette, l'individu, les habitants, leurs pratiques et leurs comportements alimentaires. Et puis, troisième table ronde, les outils, les documents en eux-mêmes. Voilà, c'est pour le programme de la journée.

très belles affiches à l'extérieur dont le titre est « Comment relier les territoires « Lost in Transition » et comment relier les territoires » et dans cette question-là, il y a la question d'interterritorialité, comment nous mettons les territoires en coopération ? Et la question alimentaire sera traitée aussi dans un des ateliers et dans toutes les réflexions que nous allons mener. C'est le 6-7-8 novembre et cela

se passera en Île-de-France, notez-le parce qu'il y aura cette question-là qui vous intéresse aujourd'hui qui va être traitée dont toutes les questions que nous allons aborder qui sont très larges, qui vont traiter de l'eau, des déchets, du transport, de la logistique, mais tout ce qui va pouvoir faire en sorte que les territoires coopèrent

ensemble, comment nous les relient, comment nous mettons en œuvre l'interterritorialité entre autres, pour le dire autrement. La page de publicité en attendant que cela se lance et maintenant, c'est à toi, Thierry.

## HABITER, CULTIVER, RELIER. LA VILLE, LE TERRITOIRE, LES HOMMES ET LEURS PROJETS. CONJUGUER LES TROIS CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT HEUREUX DES VILLES ET DES TERRITOIRES

Thierry LAVERNE – Agence Laverne, Paysagiste conseil de l'Etat, Enseignant ENSP  
Versailles-Marseille

Merci, Karine ! Merci, Marc ! Bonjour ! Je n'ai pas 36 casquettes, en fait. Il se trouve que nous avons tous une vie et bien remplie. Je suis paysagiste urbaniste surtout et ayant traité cette question d'aménagement du territoire du point de vue du paysage intégrant à la fois des échelles et des milieux plus larges que ceux de la seule question urbaine, il se trouve qu'à l'époque quand nous faisons cela en étant passés un peu comme des fous et puis maintenant nous nous rendons bien compte qu'à la question urbaine la réponse est souvent maintenant territoriale. Merci de me donner la parole ! J'ai plein de choses à vous dire, en même temps, cela peut être assez simple, mais cela peut être long aussi, je ne sais pas. Il faudra m'arrêter parce que j'en ai mis un sac plein et nous pouvons regarder des choses. D'abord, je pars toujours de ces trois mots-là, d'ailleurs, c'est assez bien parce que cela coïncide avec la thématique de la rencontre des agences « lost in transition ». Pour moi, habiter, cultiver, relier ce sont les trois verbes qui conjuguent le développement durable des villes et des territoires. Nous pouvons habiter, les hommes cultiver la ville, relier les territoires, nous pouvons cultiver la ville, habiter le territoire et relier les hommes. Ces trois verbes sont les trois conditions. C'est toujours de cette manière-là que nous rentrons dans ces questions-là par le biais du projet. Habiter plutôt que d'occuper, cultiver plutôt que d'exploiter et relier plutôt que de confronter ou d'ignorer. Par rapport à cette idée « Lost in transition » qui est quand même une belle

thématique aussi, relier les territoires. Si nous sommes « Lost in transition », c'est que forcément nous n'avons pas fixé la destination parce que la transition ne marche que si nous savons où nous allons et fixer une destination si nous sommes en transit et nous pouvons être en transit une vie entière. Cette idée de la transition nécessite de définir le point de départ et la destination et cela est formidable.

Planification alimentaire et responsabilité territoriale, ce qui m'intéresse, ce sont les mots. Nous nous rendons bien compte entre la responsabilité alimentaire et la responsabilité territoriale, là, on a inversé la donne. Nous sommes sur la responsabilité territoriale et planification alimentaire. Cela fonctionne ensemble. Ce qui est heureux pour nous, c'est que la première thématique que j'aurais envie d'aborder, ce sont les 5 thématiques qui sont sur cette diapo : c'est « la responsabilité alimentaire, enfin ». Enfin, parce que depuis 30 ans que nous travaillons sur cette question, la question alimentaire était si éloignée de la question de l'aménagement du territoire que nous n'avions jamais cet argument-là, en plus pour pouvoir arriver à donner du sens et de la reconnaissance à nos territoires. « La responsabilité alimentaire enfin », pour moi, c'est vraiment aujourd'hui une des thématiques en cours qui, au-delà de la simple fonction alimentaire, est une entrée qui permet véritablement de se reposer la question des valeurs et des ressources des territoires.

- **1 • LA RESPONSABILITÉ ALIMENTAIRE ... Une opportunité pour les territoires**
  - La responsabilité alimentaire ... Enfin !
  - Redonner du sens aux territoires et à leurs projets
  - Développement durable et heureux des territoires et de leurs habitants
- **2 • DU CADRE DE VIE AU MODE DE VIE ... Une nouvelle conscience collective**
  - Nature en ville: variable d'ajustement / condition nécessaire et indispensable
  - Implication et engagement des habitants, responsables et acteurs de l'aménagement
  - Vision, modes de vie, modes de faire, vie quotidienne
- **3 • L'AGRICULTURE ... Pour sauver les terres fertiles**
  - Inverser le paradigme
  - il n'est plus temps de sauver l'agriculture
  - Rôle indispensable - Place indiscutable
- **4 • VILLE TERRITOIRE & ECO-SYSTÉMIQUE ... Un changement d'échelle nécessaire**
  - Changer d'échelle pour changer de nature de projet
  - Projeter les valeurs et ressources des territoires au cœur des enjeux de développement
  - Intégrer l'ensemble des enjeux et des milieux nécessaires à la reproduction de l'espèce urbaine
- **5 • VILLES & CAMPAGNES ... Ensemble et solidaires**
  - Au delà des artifices et aux bonnes échelles d'espaces et de temps
  - Ensemble, mutualiser les énergies et les moyens
  - Pas de ville durable sans campagne et agriculture solidaires
  - Pas de campagne durable sans ville et urbains solidaires

La deuxième idée qui est liée à cela est que cette nouvelle conscience collective que nous avons de nos modes de vie permet de dépasser la notion simple à laquelle nous réduisons souvent les enjeux d'environnement, de paysage, qui est celle du cadre de vie comme si certains s'occupaient de la vie et les autres s'occupaient du cadre et que le cadre n'était pas si grave, parce que ce n'est qu'un cadre. Quand chacun s'engage dans nos métiers, dans nos modes de vie, la question du cadre devient une mode et les enjeux d'environnement ou de paysage deviennent au cœur du projet et au cœur de nos responsabilités chacun ou chacune, de nos engagements professionnels, de nos responsabilités professionnelles ou de nos modes de vie quotidiens.

Ensuite, la troisième idée est celle... j'ai trouvé intéressante la présentation de l'IAU au début et celle de Marcoussy, c'est un peu comme la chanson de Jacques Brel « Non, Jeff, tu n'es pas tout seul » c'est-à-dire que nous avons l'impression que chacun, nous ramons dans notre territoire et nous n'avons pas le sentiment que les choses avancent autant qu'elles semblent faire, que cette réflexion que je pensais que nous étions seuls à faire aussi dans d'autres échelles, au même moment

pratiquement, mais que la question de la rencontre et du lien, relier, « Lost in transition » et tout c'est que cette question de lien est importante. Bref, nous avons longtemps cru qu'il fallait préserver les terres fertiles pour sauver l'agriculture et je suis persuadé que c'est l'inverse ; c'est-à-dire que si l'agriculture ne sauve pas les terres fertiles, qu'est-ce qu'elle fait l'agriculture ? C'est vraiment l'inverse qu'il faut que nous arrivions à faire, c'est que cette agriculture soit à ce point indispensable. Pour qu'elle soit indiscutable dans les territoires et cela veut dire que les terres fertiles doivent être portées par le projet agricole. Il ne s'agit pas de préserver l'un pour sauver les autres, il s'agit que ceux qui veulent sauver prennent en charge le projet pour que véritablement cette question des terres fertiles soit indispensable à ce projet agricole que nous souhaitons mettre en œuvre. Je trouve qu'inverser le paradigme me semblait quelque chose d'intéressant. Bien sûr, le changement d'échelle, le Grand Paris, tout cela nous en parlons, mais cette idée que la ville, les territoires, qu'elle a une responsabilité écosystémique, qu'elle intègre l'ensemble des enjeux et des milieux nécessaires à la reproduction d'espèces urbaines.

Cette acception de la ville au sens large projette les enjeux environnementaux, les valeurs de territoires : la question du topo, la question de la nature, la question d'hydraulique, la question d'exposition au soleil et cela et la question alimentaire au cœur du projet de la ville. Cette grande ville-là intègre l'ensemble de ces responsabilités-là et pas seulement celle d'être construite et de se réduire à la portion congrue d'autres projets qui seraient celle de son territoire. C'est cette dernière idée qui est

vraiment au cœur de l'actualité aujourd'hui, c'est celle de la métropolisation, c'est celle des gilets jaunes, c'est celle du sentiment et du risque d'abandon des territoires. Il n'y aura pas de ville durable sans campagne solidaire et il n'y aura pas de campagne durable sans ville solidaire; c'est-à-dire qu'il faut sans doute arrêter de croire que les réponses à la question de la ville se trouve sur le territoire de la ville, notamment, question d'alimentation même si la manière que les AMAP leur temps était



une sorte d'énoncé, de revendications citoyennes, de nouveaux rapports à l'alimentation où cette question de l'agriculture sur les toits, sur les murs, partout, de la cave au grenier, c'est un bel énoncé, c'est une belle prise de conscience, mais cela ne peut en aucun cas être la réponse pas plus que les AMAP ne sont la réponse à la question d'alimentation. C'est une revendication, il ne faudrait pas que ces trésors de projet, cette énergie-là ne soit pas mise non plus ou soit en concurrence du véritable enjeu : c'est que la ville n'a pas d'avenir sans son rapport avec son territoire, avec sa campagne et que la campagne seule ne pourra pas faire de projets si elle n'est pas portée par le projet de la ville. La vraie question de

l'agriculture urbaine est cette relation de la relation de la ville à sa campagne, donc cela réinterroge la question de la métropolisation où les destinations, où les pôles sont plus importants que les territoires qui les relient, qui les séparent à la fin et l'abandon des territoires a aussi été, dont nous parlons depuis 30 ans, du point de vue facial était une revendication sociale, cette fois-ci, des gilets jaunes qui ont aussi le sentiment que la politique et sociale des territoires sont abandonnés. C'est incroyable puisque nous disons que depuis 30 ans, d'un point de vue spatial d'un seul coup, trouve son avènement à l'occasion de cette manifestation.



Avant de le remplir parce qu'il serait vide, nous pouvons nous poser la question quand même de savoir les valeurs, les ressources qu'ils possèdent et le projet qui peut s'y tenir et surtout se poser la question : « Qu'est-ce qui donne son sens à ce territoire ? Qu'est-ce qui fait que nous sommes attachés à ces territoires-là ? » C'est le sens qui lui a été donné parce que c'est le sens de l'habiter, de le cultiver et de le relier au reste des territoires avec des projets. C'est vraiment cette idée que cette question de la responsabilité alimentaire peut redonner du sens au territoire. Nous avons l'impression qu'aujourd'hui nous pouvons faire n'importe quoi dans la campagne parce que la campagne ne vaudrait rien et que nous pourrions faire n'importe quoi au motif que ce serait mieux que rien et cela produit le pire que tout l'étalement urbain. Cette idée que la campagne ne vaudrait rien parce que cette question que le projet agricole qui s'y tient n'aurait pas de sens par rapport aux habitants, etc., c'est véritablement un défaut qu'il faut que nous arrivions à combattre.

Le Triangle Vert a été le projet que nous avons mené, je passe très vite. C'est au Sud de Paris, c'est un territoire qui est à la fois un tiers urbain, un tiers agricole et un tiers forestier et qui, à partir de ces conditions, a décidé de prendre en charge la suite de son projet. Reconnaître ces territoires, la valeur de ces territoires, c'est aussi reconnaître la constellation de tous les territoires justement autour de la métropole, petit à petit, commence à faire Florès et petit à petit à réinterroger localement et redonner une sorte de crédit local à une réflexion qui doit s'installer aux échelles des 8 départements franciliens. Mais cette question-là du sens des territoires et donc de cette responsabilité alimentaire, un terrain où aussi la question du passage du cadre de vie au mode de vie donc cette nouvelle conscience collective que nous avons tous, nous nous apercevons que chaque jour cela gagne davantage. Cette nouvelle conscience collective à la fois que la nature en ville, ce n'est pas juste une variable d'ajustement, une valeur d'accompagnement des projets, mais véritablement la condition nécessaire et indispensable au développement des villes et des territoires, cette présence de la nature, que cela suppose bien sûr l'implication et l'engagement des habitants, mais aussi des responsables des acteurs de l'aménagement et que cela permet et oblige à avoir une vision. Merci Marc

de nous autoriser, de donner droit à l'erreur, c'est-à-dire qu'on a le droit de se dire aujourd'hui que nous faisons des conneries, comme je ne suis pas à l'abri d'en dire, il ne faudra pas m'en vouloir ! Mais l'idée est quand même de dénoncer des choses quitte à ce qu'elles puissent être fausses, mais qu'en même temps au travers de tout cela, il y en a quelques vrais qui puissent être entendus.

Le Triangle vert, c'est un paysage productif, c'est du maraîchage aux portes de Paris et c'est un moment, l'idée de savoir si ces projets-là ont un sens local ou pas, si quand nous sommes élus du péri-urbain, nous sommes élus des villes et élus les champs et si nous devons reprendre en charge cette question de la responsabilité sur l'espace rural quand nous sommes dans le péri-urbain. Ce sont des questions importantes sur le projet du Triangle vert pour que nous arrêtons de croire que de toute façon cette question de campagne est finie, c'est désuet, que la seule finalité de la campagne serait d'être la chrysalide d'un papillon qui serait la ville et que nous pourrions laisser aux promoteurs qui seraient bien légitimes puisqu'il y a mieux que de produire ici de la ville et que ville serait uniquement la partie construite de son projet. Le travail du Triangle Vert a été... pas d'abord la question de la responsabilité, mais alimentaire, c'était d'abord une reconnaissance du territoire, ce territoire nouveau, nous n'y ferons pas n'importe quoi et nous allons nous en occuper sérieusement. Et, c'est comme cela que nous sommes paysagistes et que nous avons du mauvais caractère et que nous en avons marre qu'on ne nous pose pas les bonnes questions, nous nous disons, nous allons nous poser nous-mêmes les questions. Pour être efficaces à la production des réponses, il faut impliquer la redéfinition des questions et comme les questions sont les questions de sociétés, finalement la politique de paysage est un projet de société. Nous nous réimpliquons de la reconnaissance des territoires et dans toutes les valeurs qui peuvent avoir. Et maintenant, le Triangle vert, par exemple, ce sont des maraîchers qui ont repris espoir et confiance dans l'avenir, c'est une brasserie qui transforme l'orge bio locale pour faire à la fois un produit de consommation, mais un lieu de partage aussi et d'urbanité. La question d'agriculture urbaine, péri-urbaine, infra-urbaine ou ultra-urbaine, ce n'est pas la question, la question est « Est-ce que l'agriculture produit l'urbanité ? Est-ce qu'elle est au service des

hommes qui y vivent ? Est-ce qu'elle a un sens, une raison d'être là ? Est-ce qu'elle est légitime à cet endroit-là ou est-ce que c'est un mauvais moment à passer puisque de toute façon elle se redélocalisera et pourra faire autres choses à la place de l'agriculture dedans ? Nous avons aussi des jardins d'insertion, des jardins de Cocagne qui se sont transformés en GESS (Groupements Économie Sociale et Solidaire) avec la transformation, la commercialisation de produits et cette économie sociale et solidaire qui était vécue par les agriculteurs comme étant une sorte de compétition avec leurs propres projets, ils nous en voulaient beaucoup d'avoir mis en place ce projet-là, finalement, ils ont adopté ce projet parce que la conserverie, la transformation est un service qui leur est rendu et ils deviennent les meilleurs amis de l'entreprise d'insertion.

Sur cette idée, de reprendre conscience et confiance dans la valeur des territoires, de retrouver ce sens des territoires par rapport aux ressources et aux valeurs qui s'y trouvent, nous sommes là sur la métropole européenne lilloise, soit à Lyon, ici, comme Lille, Roubaix, Tourcoing, un grand tout au centre et un grand rien autour ou presque, soit nous arrivons, et la question qui s'était posée est « Quel avenir pour ces territoires agricoles qui sont entre eux la lice et la rive de la zone agglomérée de la ville ? » Nous avons décidé de réinterroger cette question-là non pas dans un rapport de périphéries entre ce territoire-là et le centre, mais dans une situation de centralité entre une rive urbaine qui est dans toutes les communes qui font état de la lice et l'ensemble des quartiers qui sont riverains de l'agglomération, qui eux-mêmes peuvent avoir, entretenir une relation villageoise avec ce territoire, pas au sens de faire village, mais d'être dans une relation à la fois ancrée dans le sol et perméable par rapport au territoire pour que cette dimension villageoise, dans le rapport au sol, l'imperméabilité des espaces permettent de renouer des relations entre cette trop grande ville et ce territoire qui sinon serait juste périphérique et subirait les projets comme étant consécutif des choix de la grande ville au centre. C'est ce travail de décalage du point de vue qui permet de reconsidérer par exemple les ressources de ce que nous appelons le Parc Nord, un peu non-définition parce que nous sommes tous au nord de quelque chose, ce sera le Parc des 3 rivières qui est en Martinique, c'est un rhum ! Bref, c'est quand même

le parc des Trois Rivières, parce qu'il y a trois rivières, et je ne me souviens plus des noms, il y a la liste à 2 et un troisième là-bas. Ce territoire agricole, il faut faire l'inventaire, il faut qu'il soit reconnu pour l'ensemble des qualités qu'il a, les ressources qu'il a. Comme l'eau est affleurante, bien sûr, l'agriculture est diverse parce qu'il y a un endroit où il y a des moutons, un endroit où il y a des pommiers, un endroit où il y a des canaux, il y a des marées et c'est cette agriculture qui rencontre une situation à la fois environnementale qui est tout à fait passionnante et qui produit un paysage, qui, derrière un horizon qui paraît dégagé et plat se cache une multitude de paysages, mais c'est aussi une campagne habitée. On y reviendra un moment sur cette question-là. La campagne habitée, qui, pour nous, est vraiment une des belles situations de nos campagnes françaises. Et entre la richesse d'une campagne et sa situation habitée, il fallait retrouver l'ensemble des qualités de ces territoires-là, faire un inventaire précis de l'ensemble, pièce par pièce ; c'est-à-dire comment cela fonctionne ? Où est la ville ? Où sont les campagnes ? Quelles sont les qualités ? Comment est-ce que nous allons ou nous y venons ? Faire reconnaître cela par les villes, par la métropole pour que chaque pièce puisse avoir sa propre reconnaissance, son propre projet, à la fois urbain sur ces rives et agricole sur son centre et qu'ensemble toutes ces pièces composent ce grand parc agricole et aussi parce que ces pièces-là deviennent bien sûr une destination pour les urbains avec un certain nombre d'activités qui sont dans ces pièces agricoles, mais qui sont du type loisirs pour les urbains, mais qui sont aussi tous les points de vente dans cette campagne parce qu'elle est très diverse, produit une diversité de produits qui intéresse beaucoup les urbains. Après, ce qu'il faut encore faire et c'est ce que nous sommes en train de faire c'est d'aménager ces destinations rurales au profit des habitants de la métropole et reconnecter l'ensemble des chemins et des passages qui permettent de faire en sorte que cet espace-là soit un espace de destination, y compris sur les modes doux pour les métropolitains.

# MEL PARC NORD

LES RESSOURCES D'UN PARC

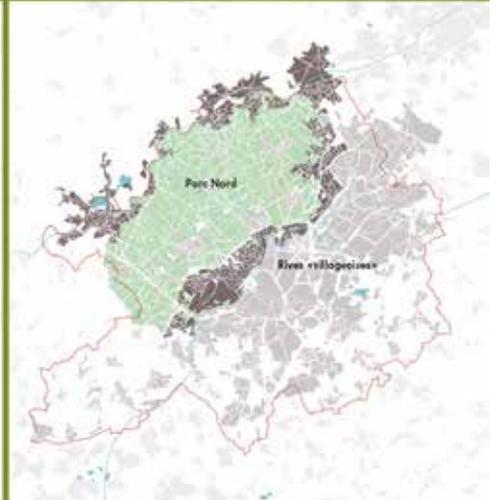
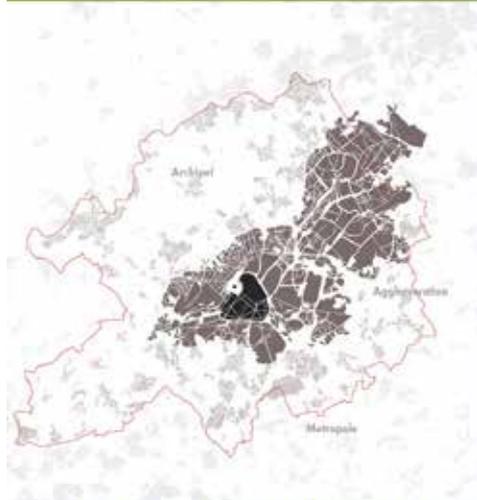


UNITÉ / DIMENSION / INTENSITÉ

© Agence Laverne

## MEL PARC NORD

SITUATION & DIMENSION D'UN PARC



PROXIMITÉ / CONFRONTATION / COOPERATION

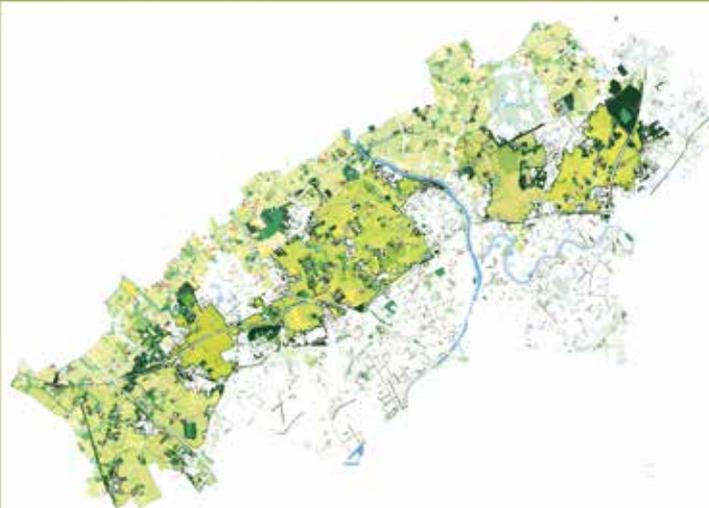
© Agence Laverne

## MEL PARC NORD

LES PIÈCES AGRICOLES DES RIVES DE LA VILLE



Valeur d'ensemble & valeurs locales des pièces



© Agence Laverne

« L'agriculture pour sauver les terres fertiles » inverser le paradigme sans doute que l'agriculture se charge elle-même de la préservation de son espace de travail. Nous pensons qu'il n'est plus le temps de sauver l'agriculture ; c'est-à-dire que l'agriculture doit être, et ce que je disais tout à l'heure, à ce point indispensable pour le territoire et pour les hommes, pour que sa place soit indiscutable dans le territoire et dans le projet et ce n'est qu'à cette condition-là que l'agriculture résistera sinon à toutes les pressions. Si elle n'est pas indispensable, elle sera toujours discutée et c'est bien cette appropriation par les habitants dans ce rapport à l'alimentation qui peut permettre de pérenniser les localisations des activités agricoles là où elles se trouvent ou de les relocaliser quand nous arrivons.

Un exemple assez caricatural, mais qui est la plaine de Versailles : il n'y a pas plus belle composition mondiale,

je ne sais pas si cela se voit comme la muraille de Chine depuis la lune, mais en tous cas, c'est un endroit parmi les plus visités au monde, c'est quand même une des icônes, le Château, le Petit Parc et le Grand Parc. Le Grand Parc c'était toute la plaine de Versailles ici plus le Plateau de Saclay. Le Petit Parc est ce qui est aujourd'hui le Parc. Le Château est cette toute petite chose au bout, c'est minuscule, c'est ridicule. Et la question qui se pose c'est que grâce au Château, grâce à la Chambre du Roi, nous pussions se reposer la question du sens de ce territoire, de sa valeur patrimoniale. Il faut que rien ne gêne la vue du Roi mort depuis son lit jusqu'au Château de Villepreux. C'est un outil incroyable, tout cela est classé à l'UNESCO, il n'y a pas plus grand classement que la plaine de Versailles, mais à la fin cela produit cela. Nous nous rendons bien compte que le projet agricole c'est celui-là.



L'axe du Grand Canal c'est lui, là et c'est lui aussi ici ; c'est-à-dire que nous nous rendons bien compte que la protection ne vaut pas projet et que si nous n'avons pas de projet sur la plaine de Versailles, si nous n'avons pas d'appropriation, nous aurons toujours ces difficultés que nous avons sur toutes les campagnes de France, celle de l'abandon ou celle... d'une agriculture qui n'étant pas au service des hommes riverains n'est pas pris en charge par les hommes comme un jardin et est abandonnée parce

qu'elle n'a plus de valeur d'usage ou est abandonnée là aussi parce que là aussi elle n'a plus de valeur du tout. Une des idées sur la plaine de Versailles, nous sommes ici au bout du Parc du Château, ici c'est le début de la plaine, c'est à l'occasion de la tendanciel ouest qui va repasser par ici, qui est réactivée, c'est travailler avec le STIF pour faire une deuxième station La Plaine.

## L'ALLEE ROYALE & LA PLAINE DE VERSAILLES

DESTINATION METROPOLITAINE : LE TRAMWAY STATION LA PLAINE



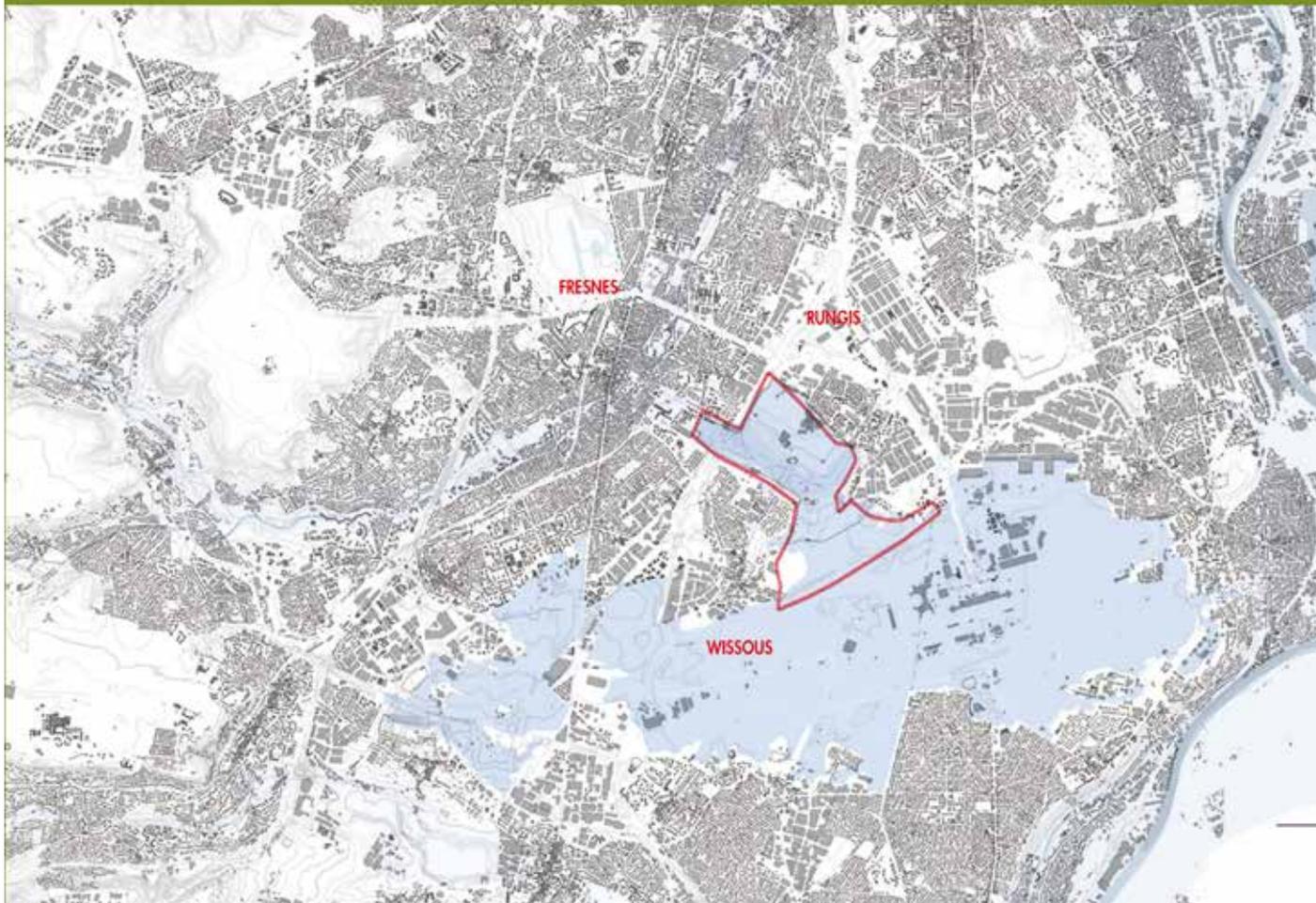
© Agence Laverne

Après La Plaine, à Paris, nous aurions une station La Plaine ici à Versailles où nous pourrions s'arrêter, non pas parce que c'est urbain, mais parce que c'était une destination urbaine pour les urbains, c'est-à-dire qu'ici. Nous pouvons louer un vélo électrique pour aller visiter le Château par le jardin et pas par la cour, on peut louer un cheval pour aller visiter la Plaine de Versailles qui du coup, si on la visite, on va être obligé de se réinventer pour... il y a les plus beaux paysages d'Île-de-France qui sont cachés dans les moulins, dans les faux plis de la Plaine de Versailles, derrière cette pièce d'horizon comme cela où la lagune devient lacune et ceux qui se cachent des Merveilles et nous ne les connaissons pas. C'est vraiment cette réinvention que nous devons pouvoir faire. Le changement d'échelle pour moi est une opportunité incroyable, on en reparle depuis très longtemps, cela devient enfin d'actualité et c'est une bonne chose sauf que le changement d'échelle n'est pas pour finir, de remplir les vides, c'est pour réinventer le plein à partir d'espaces ouverts. Nous avons trop tendance à nous dire que « Tiens ! Une rivière c'est juste un manque à urbaniser » et si nous arrivons à jouer avec la règle, nous allons pouvoir finir de remplir les vallées inondables parce que cela serait un manque à urbaniser. Il se trouve que peut-être les vallées inondables, avec le coteau d'en face et avec tout cela, peut avoir quelque valeur pour une ville écosystémique à une plus grande échelle que celle juste de finir d'être remplie. J'arrête de faire mon mauvais caractère. Projeter les valeurs et ressources.

On a par exemple ici la Plaine de Montjean, territoire sans intérêt, aucun. On est sur l'endroit où l'A6 et la 10 se rejoignent pour entrer dans Paris, cela va être bouché tout à l'heure quand on va repartir. Nous voyons la Tour Eiffel, au fond ici nous avons une sorte de grand territoire qui s'appelle la Plaine de Montjean qui est à l'arrière de la ville de Fresnes, à l'arrière de la ville de Rungis et à l'arrière de la ville de Wissous. Cet espace-là est préservé non pas pour sa valeur d'usage pour ces communes riveraines, mais juste parce que... c'est peut-être un domaine de l'ADP, l'Aéroport de Paris et que c'était là, cela arrangeait tout le monde, cela met tout le monde à distance, en plus une des limites des territoires et des départements. Ce territoire-là était préservé je dirais presque par mégarde puisque nous le voyons ici, la Plaine de Montjean, c'est cette petite chose-là, qui est une petite dépendance du grand plateau d'Orly. Et la plaine de Versailles, la confluence de l'A6 à l'A10, c'est une des plus belles quand même que nous avons, l'autoroute. Nous franchissons le coteau ici et nous arrivons et il y a une maman avec son vélo et le petit gamin dans la poussette et le papa qui est aussi devant, nous avons cette confrontation. L'image donnée par ce territoire est celle-là, celle que nous connaissons et vu de là, nous disons « OK, nous pouvons finir de remplir tout cela » et quand nous habitons ici, notre agence... ce n'est pas moi qui fais du vélo, je prends la photo et mes enfants sont paysagistes.

# MONTJEAN PARC 21 / RUNGIS - WISSOUS - FRESNE

AU COEUR & A L'ARRIERE DE LA VILLE

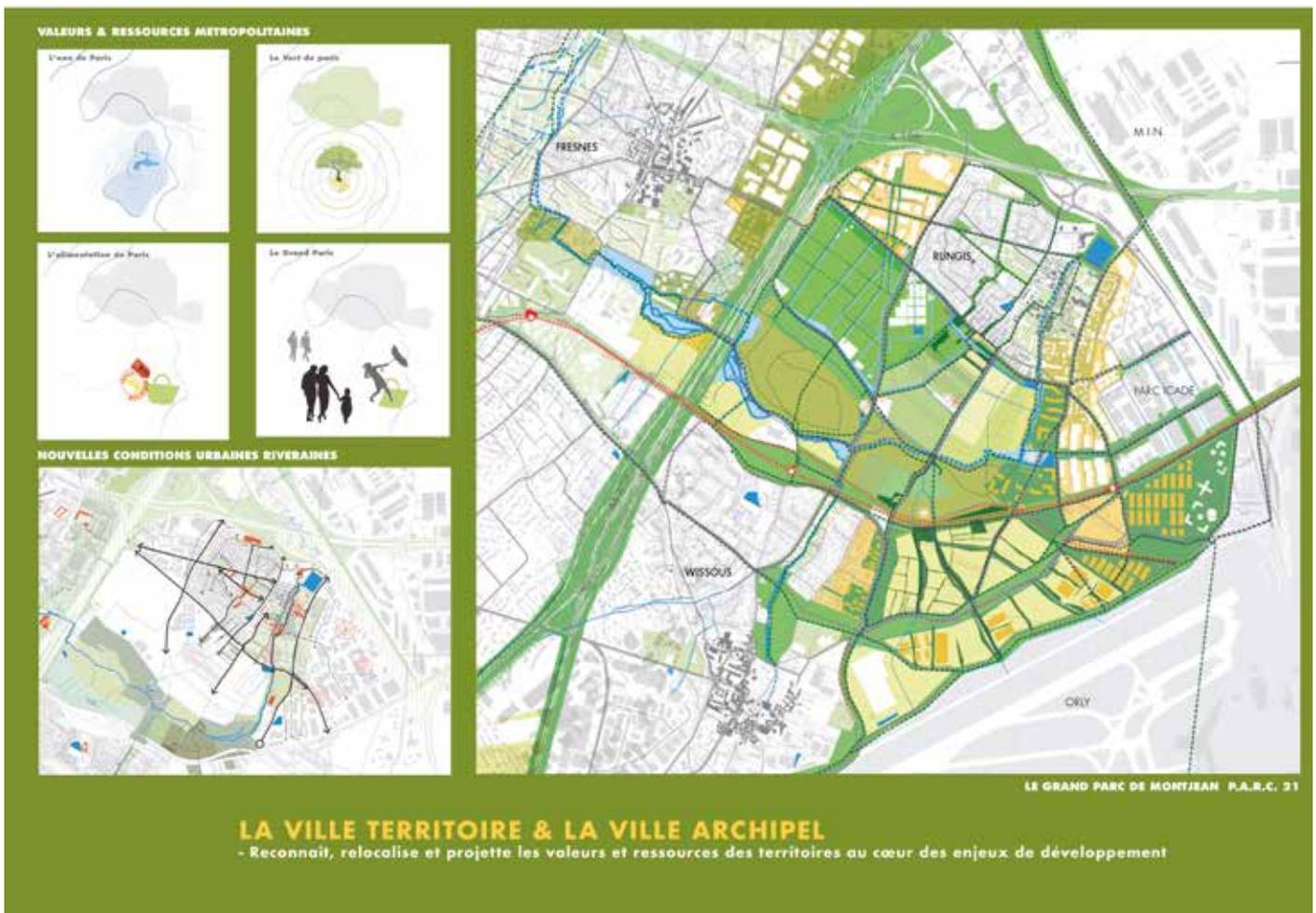


© Agence Laverne



La question qui se pose est : comment est-ce que nous arrivons à reconnaître ces valeurs locales ? Comment est-ce que nous arrivons à les revendiquer et à faire qu'elles soient vraiment prises en compte ? Par quel(s) projet(s) ? Parce qu'à ce moment-là, sur ce territoire que nous avons ici, et je fais très court, nous produisons à la fois l'eau de Paris parce qu'historiquement tout le plateau d'Orly, c'était là où c'est peut-être produite toute l'eau de Paris qui par l'aqueduc de Médecis rejoignait le sud de Paris. On produit le vert de Paris parce que ce sont les pépinières de la ville de Paris qui sont ici, nous produisons l'alimentaire de Paris parce que nous avons le MIN ici et que nous avons encore des coupes agricoles qui sont assez belles et il y a une relation directe entre l'espace de production et l'espace de vente qui pourrait être vraiment une opportunité et puis nous produisons, nous sommes au cœur du Grand Paris parce que nous avons le sentiment que quand nous habitons Rungis dans le village de Rungis ou à Fresnes, d'être Parisien comme tout le monde même si nous sommes au-delà du

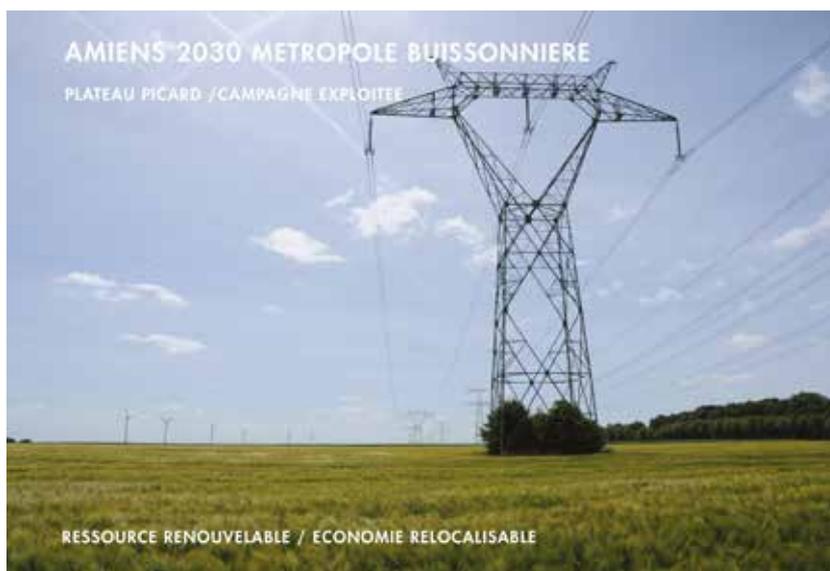
périphérique. Au travers de ces trois ressources qui sont l'eau de Paris ou le vert de Paris, l'alimentation pour Paris et l'urbanité de Paris, il est proposé de refaire ici un Grand Parc, le Parc 21 qui n'a qu'une double échelle d'intérêt, qui est à la fois, nous nous sommes battus pour maintenir la pépinière de la ville de Paris pour qu'elles restent – les pépinières de la ville sont aussi de l'agriculture urbaine – restent un lieu de production, au centre, au cœur de la ville, un lieu de promenade qu'en Allemagne les pépinières sont ouvertes et sont enherbées et nous pouvons nous balader dans la pépinière où cela devient un parc ouvert, que les espaces naturels qui sont dans des remblais au-dessus du Rue de Rungis, parce que Rue de Rungis a été remblayé bien sûr dans les années 70 ou 80, donc le Ru coule dans les tuyaux. L'idée est peut-être qu'ici, effectivement, c'est que le Ru de Rungis redevienne un élément important de l'écosystème grâce à la mise à jour de l'eau et qu'enfin l'agriculture devienne une agriculture de démonstration, d'un renouveau de la filière maraîchère francilienne.



Il y a là un lieu incroyable, de très beaux jardins, vous avez vu les images pour relancer ce projet. Cette question pour nous de retrouver les valeurs et de repartir de cette question de la relation de la ville avec son alimentation ou la production de sa pépinière est pour nous une manière de pérenniser cette situation, mais surtout de la revaloriser pour que la ville de Rungis ici, la ville de Fresnes là, ou la ville de Wissous là ne lui tourne pas le dos, mais partage à nouveau cette plaine comme un jardin et si elle est partagée comme un jardin, nous n'aurons plus de nouveau la question qui avait été posée par l'établissement public en amont, c'était de mettre 2 500 logements sur la plaine alors que nous pouvions les trouver dans le recyclage des territoires urbains riverains. Ce sont des questions intéressantes de remettre les valeurs des territoires au cœur de ces questions.

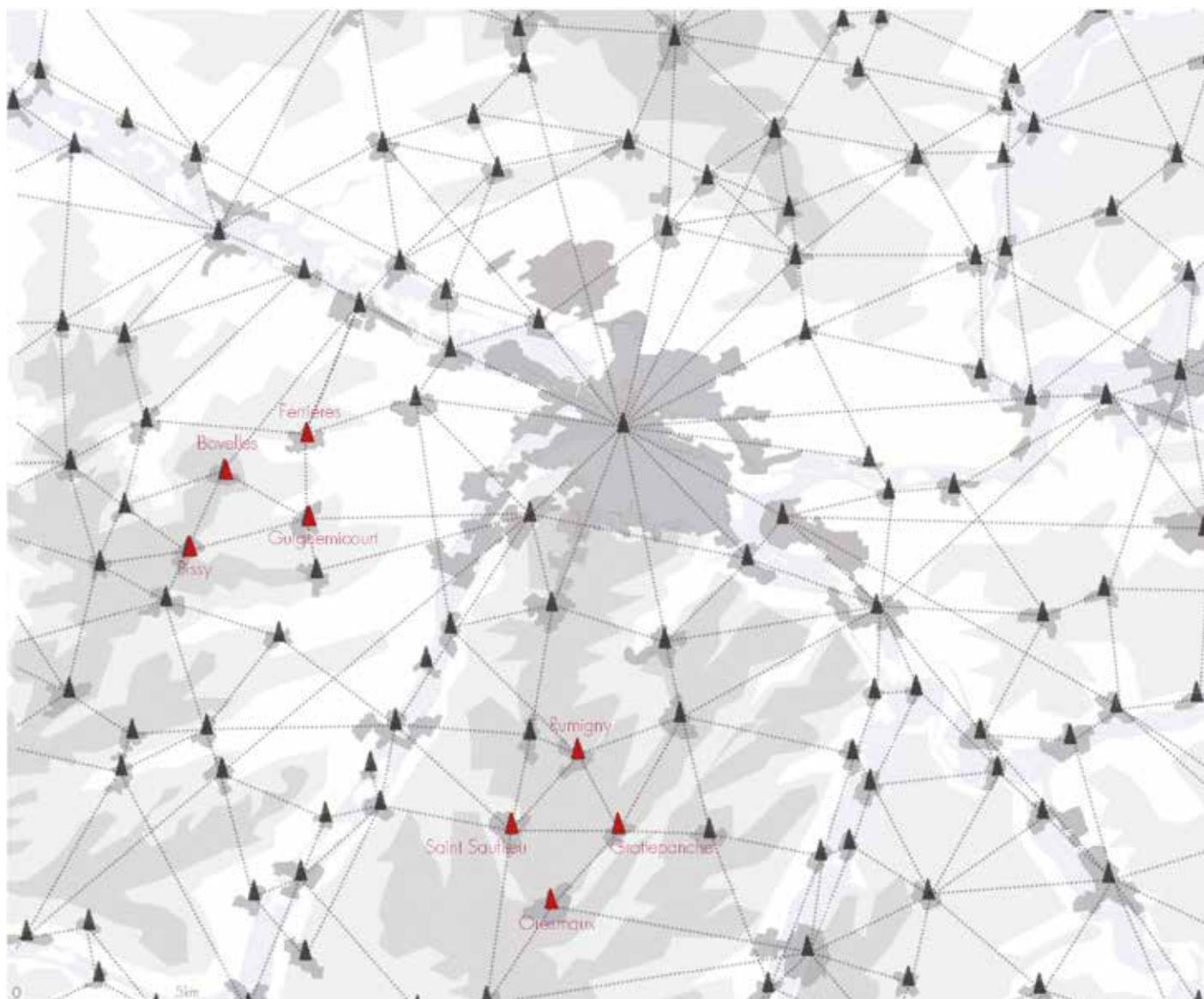
Troisième et dernière thématique, « Villes et campagnes ensemble et solidaires ». Au-delà des artifices et aux

bonnes échelles d'espaces et de temps, c'est ce que je disais sur cette idée qu'il ne faut pas imaginer que les revendications des projets sur la question urbaine que nous avons aujourd'hui qui sont des sortes de manifestations d'intérêt et qui sont intéressantes sur la réponse, en tout cas, cela n'exonère pas la ville d'être solidaire sur le territoire et nous avons travaillé sur ces questions-là, par exemple sur la métropole buissonnière d'Amiens, nous avons appelé le projet Métropole buissonnière, c'est une quantification qui avait lancé la ville d'Amiens en 2012 ou 13 sur l'avenir de sa métropole. La Métropole buissonnière est d'abord le plateau Picard, c'est ce que nous voyons quand nous sommes en TGV, quand nous sommes sur l'autoroute, outre les grandes routes, quand nous sommes sur des lignes à haute tension.



Nous voyons un paysage où il n'y a rien à voir, éventuellement, nous pouvons tenter le ciel et l'horizon des blés ou de l'orge. Or, l'arrêté de ce territoire, c'est une campagne habitée, mais dont la campagne a disparu au profit d'une espèce de territoire exploitée. Mais il n'y a pas plus belle constellation urbaine que la constellation Picarde autour d'Amiens où tous les villages sont reliés, émaillés à moins de 3 à 4,5 km les uns des autres et produisent cette très belle constellation, mais que plus personne ne considère. Or, effectivement, là aussi, derrière l'horizon du plateau se cache dans les replis du terrain des situations urbaines heureuses mais à l'abandon. La question qui se pose pour l'avenir de la métropole amiénoise, c'est de savoir si de cette situation-là qui existe nous pouvons continuer à vivre avec ou si finalement nous allons être réduits à celle-

là ; c'est-à-dire de transformer la campagne habitée en désert français, et que la ville, au nom des mobilités qui ne seraient pas vertueuses, obligerait tous les gens à se rassembler ici pour qu'effectivement, la ville se rassemble sur une espèce de zone d'agglomération. C'est là qu'on avait inventé ces trois idées qui sont de : il faut continuer à habiter les villages, à cultiver les villages et à relier les villages entre eux pour que nous ayons le sentiment que quand nous habitons le village nous habitons la métropole. Comment les métropolitains de la ville agglomérée sont capables d'accepter l'idée que les habitants des villages sont les habitants de la métropole ? Comment est-ce que nous relient tout cela et comment est-ce que nous donnons une valeur commune à l'ensemble, d'habiter le village, mais aussi de petits villages pour qui ? Pour quoi ? Comment ?



Aux services de la métropole, pour recréer un cadre de vie pour les villages, pour recréer aussi un mode de vie pour les métropolitains et comment tout cela est relié ensemble parce que, finalement, les élus amiénois après qu'ils aient eu la conscience qu'ils avaient été abandonnés par tous. Toutes les entreprises qui pourraient être localisées ont été délocalisées d'Amiens, vous savez, donc, il n'y a pas une ville plus abandonnée qu'Amiens, même les grandes régions, la région Nord ne voulait pas de la Picardie, tellement c'était encore pire. C'est incroyable comme situation. Personne ne voulait de la Picardie, Amiens, c'était le pire, c'est une très belle région. Comment est-ce que nous regarderons une économie ? Les seules choses qui puissent être renouvelables et non délocalisables ce sont l'agriculture et la forêt, nous n'avons pas de forêt ; l'agriculture, nous n'en avons plus, nous avons juste une agriculture qui part jusqu'au port de Rouen pour aller nourrir le cours mondialisé du blé et nous n'avons plus de forêt. L'idée était aussi de retrouver une filière bois et de faire en sorte qu'entre chaque village, nous retrouvons un maillage de chemins avec des fossés et avec des plantations pour que la filière bois se remette en place en même temps qu'elle refaisait le paysage. Je parle au passé vous avez compris, parce qu'effectivement, après, on a changé de gouvernement à Amiens. L'idée, c'est de retrouver, à l'échelle de cette constellation de nouveaux assemblages où 5 villages ensemble ont une échelle suffisante pour redévelopper des projets urbains : avoir une médiathèque, avoir un équipement, avoir des services et que, du coup, travailler ensemble et construisant un projet ensemble, ce qui les sépare, qui se mettent au désert les réunisse parce que cela redevient le jardin, et que, finalement, entre deux villages, nous puissions le faire à pied ou à vélo parce que ce n'est que 1,5 km ou 3 km, ce que l'on fait très bien en Hollande parce que le paysage est intense et nous ne le faisons pas en Picardie parce qu'il n'y a plus

de paysage, cela oblige à réinventer des agricultures de proximité autour de chaque village, des liens au travers des chemins et de maillage de haie qui vont recréer cette filière bois, mais aussi trouver sa place aussi pour l'agriculture plus grande qui, elle, doit, effectivement, non plus être exportée à Rouen, mais être transformée pour produire des économies induites sur le territoire.

Cet exemple-là de 3 villages où en reconstituant la ceinture des jardins, en réinventant des agricultures qui sont liées au bassin versant et qui ne sont plus juste, qui lient des bassins versants en faisant une espèce d'agriculture unique. En réinventant des agricultures à partir des situations diverses et des sols divers, les bassins versants divers, et remailler ensemble, nous ne pouvons réinventer non plus des aires rurales, mais une campagne habitée. Et selon ce projet-là aussi, ce produit interne de la ville d'Amiens puisque nous produisons un premier quartier qui est un quartier qui mêle à la fois l'économie des jardins à l'habitat et donc, habiter. Nous cultivons autant ce quartier-là que nous ne l'habitons et les jardins deviennent non seulement le cadre de vie de ce nouveau quartier, mais le mode de vie des habitants qui le réunit. Ensuite, bien sûr, cela produit du vert, cela produit du bleu, avec la gestion des eaux, cela produit des promenades entretenues par les jardiniers volontaires et à la fin cet accueil de la ville et l'ordre a bien été celui-là parce que nous avons mis en place ces jardins, nous avons mis en place ce système de ville jardin et enfin la ville arrive parce qu'Amiens n'a pas beaucoup de croissance, et finalement, petit à petit, c'est à partir de la transformation des jardins que les quartiers s'installent et qu'à partir de la ville existante, à partir de la nature existante, à partir de l'activité des jardins existante nous réinstallons aussi des compléments de quartiers pour accueillir les nouveaux habitants.

# AMIENS 2030 METROPOLE BUISSONNIERE

NOUVEAUX MODES DE VIE / NOUVEAUX MODES DE VILLE

Habiter



Cultiver



relier



PROJET  
METROPOLITAIN  
Amiens 2030  
Région Hauts-de-France

© Région Hauts-de-France  
16 Juin 2017

© Agence Laverne



Je crois que c'est à peu près cela, c'est la dernière image, cette idée que si les villes deviennent de plus en plus grandes et de plus en plus intenses, il ne faut que ces destinations et ces centralités se fassent aux dépens de

l'ombre noire qui pèserait sur le territoire, mais que nous ayons une solidarité qui soit plus juste, ces liens entre les points, les opus entre les différents points de la planète.



Peut-être que cela suppose aussi comme vous disiez, que nous puissions reconnaître ces expériences de projet alimentaire dans les territoires et qu'ils bénéficient ensemble de la même audience, de la même reconnaissance qu'un parc naturel qui est célébré pour sa valeur d'exception. On le protège comme une valeur exception et si peut-être que finalement la nouvelle idée, ce serait de promouvoir ces grands ensembles,

chaque expérience, de mettre en réseau pour qu'elles soient célébrées ensemble non pas pour leur valeur d'exception, mais pour leur valeur d'exemple et leur présence diffuse dans le territoire, ce qui pourrait être le parc agricole régional collecté d'un terrain, ils essaient de reprendre la région l'Île-de-France, mais refusent d'entendre.

## Karine HUREL

Il y a peut-être des oreilles, le message est passé.

# ECHANGES AVEC LA SALLE

## Thierry LAVERNE

Je suis un peu prosélytiste sur la fin pour essayer de faire en sorte que ces petites expériences bénéficient des mêmes aides que les parcs naturels régionaux. Nous

## Karine HUREL

D'habitants humains. (Applaudissements). Merci beaucoup ! Cela nous a fait voyager en Région Ile-de-France. Avant de poser des questions, j'invite Stéphane Cordobes à nous rejoindre et qui lui pourra aussi réagir et puis je vais passer la parole à la salle qui, j'imagine, a plein de questions. J'en ai déjà une pour commencer, tu penses que tu as une salle d'urbanistes devant toi, paysagiste tu es, urbaniste un peu aussi. On a discuté tout à l'heure en essayant de se dire que cela faisait bien 30

## Thierry LAVERNE

Je suis un Parisien, j'ai fait un lycée agricole, j'ai fait un bac agricole, un BTS et puis j'ai fait l'école de paysage de Versailles... lost in transition, non, c'était avec une destination qui était bien fixée. Tout cela pour dire que nous avons toujours vanté le système d'éducation agricole français, très performant qui a été mis en place dans les années 70-80, au moment où il fallait promouvoir les campagnes et les seules écoles qui dépendent non pas du Ministère de l'Éducation Nationale mais du Ministère de l'Agriculture, ce sont les écoles de l'agriculture. Comment est-ce que nous pouvons imaginer que les petits urbains soient éduqués sans éducation agricole, comment est-ce que nous pouvons imaginer que les petits agriculteurs soient éduqués sans éducation urbaine, entre guillemets ? C'est-à-dire que ce stoïcisme-là, je pense qu'il n'est pas étranger à cela, peut-être qu'il n'y a pas qu'en France que cette déconnexion a existé, mais en tout cas chez nous, cela m'a toujours frappé, d'ailleurs comme quand je suis parti en lycée agricole, j'ai eu le sentiment d'être un exporté, banni et nous avons 2 cultures : le travail du Triangle vert, par exemple, que nous avons fait, c'est parce que j'habitais un territoire et que soit nous fermons nos gueules, soit

pouvons développer les mêmes soutiens à ces projets-là, nous le devons même parce qu'ils concernent plus d'habitants que les parcs naturels régionaux.

ans que tu travailles ces sujets-là, comment tu expliques que les urbanistes s'en empare assez récemment de cette question de l'alimentation alors qu'ils ont travaillé sur l'habitat, le logement, sur les fonctions assez classiques de l'humain, mais pas sur l'alimentation ou assez récemment. Comment tu expliques que cela a mis du temps et que maintenant cela rentre dans les préoccupations ?

nous déménageons, en gros, c'était comme le ministre : nous fermons nos gueules ou nous démissionnons et quand nous décidons de ne pas déménager et de s'en occuper parce que nous avons choisi d'élire domicile à cet endroit-là parce que la situation est belle, nous nous remettons à réinterroger cette relation, mais les agriculteurs, eux, quand il y a une espèce d'accord tacite entre la grande ville et la grande agriculture sur le fait qu'elles n'ont rien à voir ensemble, que si l'une prend à l'autre, elle le paiera cher et que l'autre il court à son compte et se localisera ailleurs, jamais il n'y a eu de vision, alors ce ne sont pas les urbanistes, je pense que c'est tout le monde : les politiques, les citoyens. Personne n'imaginait que nous devions habiter partout un village et partout en rapport avec une campagne et même que nous sommes en centre-ville de Paris, nous pouvons être dans un rapport villageois avec une campagne parce que nous avons ce rapport de solidarité, de proximité donc je n'ai pas beaucoup de réponses puisque celle-là, je pense que les urbanistes et les architectes sont dans les villes, ne sont pas dans le périurbain aussi que cette question du périurbain sort depuis, plus récemment et encore moins dans les campagnes.

## Karine HUREL

Oui, ils voient moins le revirement, ils se posent moins la question. Et pourquoi maintenant cela commence à prendre ?

## Thierry LAVERNE

Je pense que c'est malheureusement la conscience gouvernementale...

## Karine HUREL

La transition.

## Thierry LAVERNE

... et la conscience citoyenne qui fait que nous commençons chacun à se poser de plus en plus pour le plastique cela fout la trouille. On est baigné avec cela depuis 3 jours, mais nous n'allons plus nous baigner dans la mer, c'est fini. Cette urgence, apparaît, la conscience aussi en même temps et petit à petit, nous nous rendons bien compte que le réchauffement climatique, le changement, que ces questions qui nous préoccupent sont plus de l'ordre du cadre, mais sont de l'ordre du mode et que c'est par la demande sociale que les choses pourront changer. Je suis persuadé que quand nous avons créé le Triangle Vert d'abord, il a fallu convaincre les concitoyens ensuite, il a fallu convaincre les 5 communes de droite et de gauche, que c'était un sujet commun, qu'il ne fallait pas que nous soyons plus de droite ou plus de gauche parce que sinon nous ne travaillerions jamais ensemble, donc la question agricole pourrait effectivement être transpartisane et que si nous

attendions d'être d'accord sur tout pour commencer à entreprendre, nous ne ferions jamais rien ensemble, d'ailleurs c'est ce qui arrange toujours tout le monde. Ce passage par l'agriculture a permis petit à petit de remettre les gens en discussion, de remettre les agriculteurs, nous savions que cela a été fini en confiance, et de remettre en mouvement un projet de territoire dont nous pensions qu'il était mort. Je ne sais même pas pourquoi est-ce que nous pensions que l'agriculture était morte, que l'étalement urbain allait advenir, c'était la seule solution. Il a fallu qu'à un moment, un citoyen, en l'occurrence moi, un maire qui était un peu puissant et qui avait envie d'en découdre et que nous fassions ensemble et petit à petit que cela prenne, mais c'est parti, à mon avis, cette conscience.

## Karine HUREL

D'accord. Est-ce qu'il y a des invités ont envie de réagir dans la salle, des questions ?

## Mélanie BRIAND – Le Havre Seine Métropole

Bonjour ! Je suis Mélanie Briand, je travaille pour la Communauté Urbaine du Havre et j'ai trouvé votre exposé très intéressant d'autant plus que nous, nous sommes dans un contexte où nous venons de se regrouper donc un territoire plutôt urbain, Le Havre avec 2 Communautés de Commune adjacentes dans un format de Communauté Urbaine qui est plus rurale qu'urbaine puisqu'il y a 66 % du territoire qui est occupé par l'agriculture, je dis cela parce que nous sommes sur le même type d'agriculture que vous avez pu constater à

Amiens, qui n'est pas du tout connectée à son territoire avec des enjeux très forts par rapport à l'impact que cette agriculture a sur notre ressource en eau, en dépit des mesures qui sont toutes en train de disparaître, il faut bien le dire, mais qui sont des éléments de paysage très importants sur le territoire, et cette question de la place de l'agriculture sur le territoire et comment nous faisons dans une Communauté Urbaine pour donner de la place aux espaces ruraux et justement faire vivre ces territoires ruraux qui sont à l'heure actuelle juste de petits villages

qui ne sont pas reliés entre eux, sur lesquels l'agriculture est complètement déconnectée de ce lien avec les habitants et la ville puisqu'en plus, au niveau du Havre, il y a une complète dissociation entre la ville urbaine et le territoire adjacent puisqu'il n'y a quasiment plus d'espace agricole sur la ville du Havre.

Ces réflexions sont vraiment intéressantes par rapport à ce qui se passe dans notre territoire. La question que je voudrais vous poser c'est : quand vous parlez de ces projets-là, de cette vision, de projets de territoire avec les acteurs agricoles, quel retour vous avez parce qu'il y a un certain nombre de termes que vous avez utilisés comme « l'agriculture de démonstration » ou le fait de dire aux agriculteurs « C'est à vous de vous ressaisir et de protéger les espaces fertiles et les terres fertiles ». J'ai l'impression qu'en arrivant dans une situation où les agriculteurs sont dans une situation économique qui est tellement compliquée, qu'ils sont en train de se recentrer, ils se sentent un peu de plus en plus agressés par rapport à : en face une population qui est de plus en plus urbaine, de plus en plus déconnectée de la réalité de l'activité agricole et qui réclame des choses qui ne sont pas entendables par les agriculteurs, tous les mouvements qu'il y a autour du véganisme, toutes ces

## Thierry LAVERNE

Ce qui est sûr, je vais partir du Triangle Vert parce que c'est une expérience concrète que nous avons menée sur 15 ans, mais qui continue.

Je pense que, parce que quand nous avons fait le Triangle Vert, c'est que nous avons réussi à convaincre que l'activité agricole avait besoin d'une zone d'activité, mais c'était il y a 20 ans donc maintenant cela paraît évident pour tout le monde et quand je discutais de cela avec Jean Vincent Placé, je n'ai pas entendu parler de ce gars à l'époque, il était élu vert à Orsay, commune voisine du Triangle Vert mais il était aussi élu Vert pour ces projets. Je suis allé présenter le projet aux Verts, à l'époque. Ils se sont tous offusqués du fait qu'il n'y avait pas de conditions premières pour faire ce projet et que l'agriculture soit bio. Nous leur avons fait comprendre que si nous ne sauvions que l'agriculture bio en France, nous n'aurions rien sauvé du tout et qu'aujourd'hui, la première bataille, c'est peut-être tenir les terres et nous, le premier Triangle Vert en 3 mandats. Premier mandat,

dynamiques autour d'eux, il y a la bonne agriculture qui est la permaculture, etc. et puis la mauvaise agriculture. Tout cela ne va pas dans le sens de refaire du lien, retravailler ensemble, avoir une bonne écoute. Cela fait 10 ans que je travaille sur ces sujets-là et je suis en train de constater que les dialogues sont en train de se crispier parce qu'en face, nous avons des choses très extrêmes qui sont dites aussi parce qu'il y a de la méconnaissance, parce que nous ne rentrons pas dans le fond des choses parce que nous sommes avec les réseaux sociaux, etc. toujours sur des images, sur des choses très marquantes et que nous n'allons pas aller nous intéresser dans la réalité de ce qui se passe en face.

Nous essayons un peu de faire un travail, tout simplement avec des outils vidéo ou des choses comme celles-là pour faire connaître la réalité de l'activité agricole et dans le dialogue, nous nous rendons compte que chacun est prêt à s'évoluer sur ses positions. Mais si nous ne créons pas ce dialogue sur le temps long, nous sommes face à des situations qui sont quand même très crispées, je trouve de plus en plus que c'est très inquiétant dans cette dynamique territoriale que nous pouvons essayer de l'animer.

nous avons convaincu les urbains qu'ils devaient avoir de leur solidarité nécessaire avec le projet agricole au moins avec le territoire et les PLU se sont revus et nous trouvons leur développement de logements sociaux à l'intérieur des tâches urbaines. Bref, nous avons préservé les terres. Les agriculteurs nous regardaient de loin parce que c'était un projet de gauche et c'était quand même douteux comme projet, et petit à petit, ils ont compris et je dirais qu'en 15 ans nous avons été rattrapés par les crises environnementales, etc., des terres fertiles et alimentaires et ils ont changé d'eux-mêmes, finalement, donc il faut le temps. Il faut d'abord se rassurer, il faut faire reprendre conscience aux urbains, il faut redonner confiance aux agriculteurs et il faut déjà 5 ans. Ensuite, les 5 ans suivants, nous recommençons à nous parler et nous définissons le projet et puis les 5 ans suivants cela a été : nous mettons en place des projets que nous avons vus, qui, parce que nous avons une association et c'est aussi la question c'est : quelle est la gouvernance de ces

projets. Puisque nous avons une association, chacun de ces petits projets, celui qui voulait monter une brasserie, celui qui voulait faire sa conserverie et le troisième qui voulait reconstruire son hangar, le quatrième qui voulait reconstruire, c'est le Triangle Vert qui donnait une visibilité à tous ces petits projets et donc leur donnait aussi une audience et nous avons aussi permis avec ces projets-là de mettre en place des outils au niveau de la Région Département qui n'existaient pas encore parce que l'agriculture urbaine personne ne savait ce que c'était, c'est à partir du local que nous avons aussi conscience des besoins et que nous avons mis en place des outils qui, au niveau de la Région Département, ont permis de mettre ces projets. Le temps est long.

La question de la gouvernance, juste un mot là-dessus, pour moi, c'était marrant parce que c'est un journaliste qui m'a dit, mais ce qui est incroyable, c'est que votre projet a pu se faire parce que vous étiez une association

## Karine HUREL

C'est marrant parce que cela interroge quand même sur les outils d'interterritorialité que nous essayons de mettre en place alors qu'il y a des choses très simples qui peuvent être faites.

## Thierry LAVERNE

Là, aucune échelle n'empêche l'autre.

## Karine HUREL

Oui, cela ne peut pas être fait que par les individus, il faut aussi que cela se fasse de toute façon sur des échelles supra et par le politique, cela c'est clair, d'ailleurs après c'est venu d'un élu, tu es aussi le politique quand même, qui a construit ça.

## Thierry LAVERNE

Non, c'est assez marrant, c'est juste une anecdote, mais nous, comme voisins, nous avons aussi Nathalie Kosciusko-Morizet et qui était sur le grenelle de l'environnement à ce moment-là et il y a quand même une personne intéressante et qui a fait venir tous les Ministres de l'Agriculture des gouvernements voisins qui sont tous venus s'acoquiner à cette question d'agriculture. C'est vrai que ce qui était intéressant pour nous aussi c'était à la fois que cela avait une valeur d'exemple parce qu'ils venaient de comprendre et que localement, le fait que si des fées aussi belles se sont penchées sur le berceau, c'est que le bébé devait être beau et localement les élus

loi de 1901, autrement dit s'il avait fallu que toutes ces communes-là se mettent d'accord sur tout le projet pour commencer à le mettre en œuvre, nous ne l'aurions jamais fait droite et gauche et que de toute façon chaque maire souhaite conserver ses prérogatives, et quand nous avons mis en œuvre ce projet uniquement, la loi de 1901 sur la question agricole, ce projet attirait plus qu'il ne faisait peur. Il y en a qui étaient juste interrogés et qui venaient voir cela par intérêt, mais c'est aussi cette gouvernance qui est importante et que le travail Triangle Vert en 15 ans c'était juste de remettre en dialogue, de redire le roi est nu et ensuite de remettre en dialogue l'ensemble des acteurs, on avait appelé cela le Triangle Vertueux, qui était juste de remettre en mouvement un truc qui s'était arrêté un moment.

ne pouvaient pas ne pas faire quelques choses parce que les Ministres venaient voir ce truc-là. Il y a quand même aussi les transitions, les circonstances qui sont favorables à l'émergence des projets, mais pour cela il faut tisser des relations.

## Karine HUREL

Est-ce qu'il y a d'autres réactions dans la salle, d'autres questions ? Non ? Je suis sûre que Stéphane Cordobes a plein de questions.

## Stéphane CORDOBES -Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) – Ecole Urbaine de Lyon

Bonjour à tous. Peut-être rebondir sur la dernière question, à savoir le constat que vous faites d'une crispation des différents acteurs dans les espaces de cohabitation qui sont les leurs. J'apporterais une autre réponse, mais qui est, je pense que tu seras d'accord avec moi, la crispation vient aussi d'une autre dimension, c'est que de fait nous sommes rentrés en transition, et qui dit entrer en transition dit que les hiérarchies, les positions, les valeurs qui ont été partagées par un certain nombre d'acteurs bon gré mal gré pendant on va dire 50-60 ans sont aujourd'hui remis en question. Quand tu parlais du modèle agricole et de ton hypothèse de dire que nous sommes en enseignement agricole qui est autonome par rapport à l'Éducation Nationale et c'est le seul secteur d'activités qui dispose de son outil de formation initiale, en propre. Je pense qu'il faut aussi recontextualiser cela sur le temps long ; c'est-à-dire

que ce n'est qu'un aspect du problème ou de l'accueil qui est le nôtre aujourd'hui. La modernisation de l'agriculture et j'insiste sur modernisation, cela s'appelait ainsi et c'est important de souligner « modernisation de l'agriculture » qui se fait dans l'après-guerre, ce n'est pas un processus de réflexion et de construction territoriale, et nous pourrions revenir sur le terme territorial qui pose problème aussi. C'est, pour employer le terme d'un véritable processus de déterritorialisation. Autrement, le but n'est pas de faire des agriculteurs, des paysans, comme nous les appelions encore, des acteurs du territoire ou de la campagne, c'est de faire des paysans des acteurs économiques qui, certes, assurent l'autonomie alimentaire de la France, mais très rapidement deviennent aussi un outil au service de la balance commerciale.

## Thierry LAVERNE

Des exploitants.

## Stéphane CORDOBES

Des exploitants, aujourd'hui nous disons des entrepreneurs. Ce n'est pas si simple que cela parce que dans les discours, évidemment, le paysan ou l'agriculteur, gardien du temple, campagne, etc., a continué à véhiculer, mais les chasseurs le disent aussi. Mais en même temps, la réalité de l'agriculture française encore aujourd'hui est essentiellement une activité économique industrielle, ni plus ni moins. Les questions que tu as abordées ne sont absolument pas centrales et ce n'est toujours pas central même si par ailleurs dans la communication du Ministère ou ailleurs nous sentons évidemment des retournements ou des positionnements assez différents. Mais en même temps je ne vais pas, puisque là, je ne sais pas, je suis très bavard aussi donc je peux tenir très longtemps, mais nous sentons que ce modèle-là est aujourd'hui très clairement questionné par plein de choses et si cela se tend y compris

localement, c'est que les premiers qui sont concernés par la transition de ce point de vue là sont les agriculteurs eux-mêmes qui comprennent bien que nous sommes en train de basculer dans d'autres choses même si nous savons pas encore dans quoi nous basculons et dans quoi ils vont basculer. De ce fait, c'est toujours compliqué de demander à des gens d'être de bonne volonté et de dire que nous allons préserver leur activité tout en leur disant, mais ce ne sera plus la même. C'est un vrai sujet et puis il faut aussi bien dire, par rapport à ce rôle des agriculteurs, quand nous disons ce sont les jardiniers de nos campagnes, en même temps, leur rémunération n'est pas liée au fait qu'ils soient jardiniers des campagnes, ils ne sont pas là pour être les gardiens de campagnes, ils sont là pour produire. Quand bien même ils rempliraient ces fonctions-là, ce sont des fonctions qui ne sont pas reconnues.

## Thierry LAVERNE

Juste une petite réaction sur cette question des jardiniers de la campagne, je reviens à cette question du cadre, du mode de vie. Nous nous sommes rendus compte que l'exploitation agricole n'avait plus rien à voir avec la Constitution de la campagne française, c'est ce que tu dis, c'est absolument juste. Quand nous avons vu que le paysage disparaissait, nous leur avons demandé d'être les jardiniers de la campagne comme si jardiner était un acte en plus, parce qu'effectivement, il y aurait, effectivement, une production pour la ville à côté et ensuite le cadre, il faudrait aménager les cadres et ce serait le paysage de la campagne qui mériterait d'être plus aimable. Ce qui est

intéressant c'est que nous passons à un autre moment qui est celui du mode de vie où la question du changement de l'agriculture n'est pas juste pour faire beau, c'est qu'à partir du moment où nous produisons des agricultures qui sont diverses pour répondre à l'ensemble des besoins d'une population, nous produisons du jardin et nous réinventons la campagne, non pas comme un décor, comme un cadre, mais véritablement comme un mode de vie, un mode de consommation, une destination, etc. Je trouve que c'est ce moment-là où nous avons, effectivement, la notion de cadre de vie a fait beaucoup de tort à la République.

## Anne-Kristen LUCBERT – Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Si je peux ajouter une réaction aussi en tant qu'agent du Ministère de l'Agriculture sur ces constats, c'est que nous sommes peut-être plus dans une réflexion axée sur le terme d'agro écologie et dans les projets que vous avez cités qui sont très intéressants, nous sentons que la place de l'agriculture vient pas à pas adhérer avec la population, à s'ouvrir un peu, à trouver une place peut-être un peu nouvelle et je trouve que l'approche de l'agro écologie, je ne sais pas si vous utilisez ce terme, vous dans vos projets, j'aurais peut-être tendance à le promouvoir parce que justement il est porteur de cette fonction, peut-être paysagère, mais surtout de biodiversité finalement et d'interaction entre l'activité productive agricole et son environnement, qui crée forcément un besoin d'un

environnement qui lui-même est préservé : des bordures de champs avec des haies, de l'agroforesterie même, pourquoi pas. Et du coup, nous changeons effectivement l'approche sans avoir un discours encore trop clivant vis-à-vis des agriculteurs en disant : il faut passer au bio et il n'y a qu'à, faut qu'on, nous savons, nous voyons que c'est mouvement, après, on s'en fait relais d'ailleurs, mais cela reste une gageure, cela reste une reconception complète des systèmes. Donc, l'agro-écologie cela paraît peut-être moins ambitieux et en même temps, c'est extrêmement porteur de sens, justement dans la fonction agricole, paysagère et de l'interaction, de l'ouverture vis-à-vis de la population qui habite autour, voir des chemins, des parcelles qui ne font pas plusieurs ha en monoculture.

## Thierry LAVERNE

Oui, là-dessus je suis d'accord, mais j'ai le sentiment que, excusez-moi madame, il ne faut pas aller trop vite, il ne faut pas faire peur. Nous, on a le sentiment que l'évolution de l'agriculture que sur un territoire, chacun son métier, que petit à petit les agriculteurs, avec effectivement l'encouragement des demandes sociales des urbains, petit à petit, ils feraient évoluer leur pratique et ils y trouveront leur compte sur le plan financier parce qu'ils sont tendus aujourd'hui, parce qu'ils sont en monoculture, qui les épuise. Et il n'y a que ceux qui font cette transformation-là, et sur le triangulaire, il y a un mec, il est passé au bio,

non pas parce qu'il y croyait, mais il a fait ses calculs, il s'est rendu compte que c'était plus rentable pour lui de passer au bio. Mais un autre, il est passé au bio parce qu'il avait eu un cancer des agriculteurs, et qu'il a été sauvé, du coup il a changé radicalement son mode de production. Donc, les choses se font progressivement à leur rythme. Il y a un mec qui, il faisait de la bière dans son salon, sa femme, n'en pouvait plus, et donc du coup il s'est dit, ok, bon je m'y mets et il a monté l'entreprise avec son fils, et maintenant ils ont libéré la mère, c'est bien. Donc, chacun à son rythme.

## Anne-Kristen LUCBERT

Effectivement parce qu'individuellement, nous avons dit cette transition-là, nous voyons bien que certains se disent nous avons exactement les mêmes exemples chez nous. Ils évoluent. Après, si je peux me permettre, par rapport aux politiques publiques et la mise en avant de l'agro-écologie vs le bio, enfin peu importe, mais bien évidemment c'est un intéressant et il faut promouvoir ces approches-là, progressives, nous passons d'un système conventionnel vers le bio, forcément il y a des étapes de transitions. Par contre, là où il faut être quand même très conscient de ce qui se passe sur le territoire, c'est qu'il y a tout un tas de mesures d'accompagnement financière pour aller vers cela, sauf qu'il y a des retards de paiement énorme sur les aides et du coup, il y a aussi des effets contreproductifs, c'est-à-dire que les agriculteurs qui veulent y aller, qui s'engagent dans des mesures environnementales et climatiques, ils y vont, sauf qu'ils n'ont pas de retour,

et nous disions tout à l'heure, et c'est évident, à partir du moment où cette fonction-là, de préservation des paysages, de préservation d'environnement, etc., elle n'est pas reconnue ou elle n'est pas valorisée alors qu'on dit, oui, ne vous inquiétez pas, cela va être valorisé et ils sont payés 3 ans après, cela ne tient pas, en fait. Cela ne tient pas parce que c'est comme des entreprises, il ne faut pas l'oublier et du coup cela ne marche pas. Donc, ceux qui essayent d'y aller, ils sombrent et les voisins ils regardent les bras croisés en disant, ok, moi je n'y vais pas. En tout cas, c'est exactement ainsi que c'est en train de se passer chez nous. Donc, il faut quand même être conscient de la réalité de terrain, c'est-à-dire que derrière, il y a vraiment un enjeu d'action de politique publique, de retard de paiement sur les aides à la bio, etc., cela a des effets contreproductifs sur le terrain. Malheureusement, il faut le déplorer, il faut en être conscient.

## Karine HUREL

Merci. Cela suscite des envies, pour la dernière et après on laisse.

## Mathilde FISS – Communauté de communes de Montesquieu

Bonjour, Mathilde Fiss, je suis chargée de mission de projet interterritorial dans la communauté de commune de Montesquieu, et nous, nous avons une particularité qui est que nous sommes situés au sud de Bordeaux, nous avons une très grosse appellation viticole, qui est présente sur une large partie du territoire, ce qui limite le développement de l'agriculture, si je puis dire, alimentaire, puisque la viticulture c'est de l'agriculture, mais pour la production de vin, et la puissance de l'interprofession limite considérablement nos possibilités pour développer un projet alimentaire territorial de reterritorialisation des systèmes alimentaires en fait, parce qu'il y a une interprofession très forte qui défend des valeurs très fortes, qui sont des valeurs très traditionnelles, et pour un peu rebondir sur ce que disait madame du Havre,

nous avons des débats qui sont aussi très crispés, entre la société civile, les habitants et les agriculteurs et les autres parties prenantes, les viticulteurs qui eux, n'ont pas forcément envie de bouger leurs lignes et d'aller vers des pratiques plus agro-écologiques puisque leur appellation leur permet de vendre très allègrement leur production, sans pour autant se soucier plus que cela d'autre chose. Donc, nous c'est vraiment une problématique cette force d'une part de l'agriculture sur notre territoire. Je pense que c'est à prendre en considération dans le développement aussi quand il y a la présence de certaines productions qui ont...une valeur importante

## Thierry LAVERNE

C'est ces monocultures qui ont de la valeur, parce que sinon, le conseil de l'État en Gironde, je connais assez bien, et à l'époque où, comme je lançais le Triangle Vert, en

Essonne, notre problème nous, en Essonne, c'est que nos châteaux produisent des salades, presque à Bordeaux, et que donc du coup, le château et le vin ont protégé le

système, en tout cas le territoire agricole.

Il faut passer à la transformation, mais c'est peut-être un avantage plus qu'un inconvénient. Nous, les salades, elles n'ont jamais protégé les territoires. La vigne protège le

territoire. Il faut savoir passer à autre chose, sans doute, effectivement, mais au moins, c'est cet avantage-là, pour l'instant.

## Karine HUREL

Merci. Du coup, nous continuons notre matinée et je laisse plus longuement la parole à Stéphane Cordobes qui est conseiller prospective au CGET - commissariat général à l'égalité des territoires, que peut-être certains vous connaissent mieux sous le nom de DATAR, qui était l'ancienne DATAR et qui va devenir l'agence nationale de la cohésion des territoires et qui est aussi chercheur à l'école urbaine de Lyon.

# REACTION DU GRAND TEMOIN

## Stéphane CORDOBES - Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) – Ecole Urbaine de Lyon

Je vais commencer par une confidence, c'est beaucoup dire, par une toute petite confidence, c'est que quand Karine et Marc m'ont proposé d'intervenir, et vous avez vu d'ailleurs dans le programme, je devais intervenir, on m'avait proposé d'intervenir, d'intervertir les rôles, j'ai d'abord spontanément dit oui, et en réfléchissant à ce que j'allais pouvoir vous raconter, un grand moment de solitude et je me suis dit, mais qu'est-ce que je vais dire d'intelligent au vu du programme de la journée tel qu'il a été conçu, tel qu'il va se dérouler. Donc, quelques négociations, quelques changements de programme pour me donner un peu de confort et me permettre d'intervenir en réaction, ce que je trouve d'ailleurs bien mieux. J'espère que vous aussi, vous en serez convaincu. Je me suis dit : pourquoi as-tu accepté aussi spontanément de venir échanger sur un sujet que tu connais mal et avec des acteurs qui eux, le connaissent très bien ? C'est quand même la meilleure manière de dire des choses pas très intelligentes en général, quand on ne connaît pas le sujet et qu'on est face à un public qui le connaît très bien. Et en fait, je pense le terme qui m'est venu c'est celui de sympathie. Sympathie non pas pour les personnes, l'inverse n'est pas vrai, mais sympathie pour un sujet, ou sympathie pour un type d'action auquel vous prenez part dans les territoires, et ce n'est pas du tout de la flatterie, mais c'est vraiment de la sympathie au sens, une sympathie avec vous et l'ensemble des acteurs, qui tente,

par l'objet qui est le leur, que ce soit professionnellement ou à travers des formes de militantisme, finalement, de transformer le rapport que nous avons au territoire, et là, on rentre un peu plus dans le sujet qui est le mien. Sans le savoir, vous faites déjà de la prospective. Peut-être que vous le savez d'ailleurs, mais sans le savoir, vous faites déjà de la prospective, et je vais essayer dans mon intervention de vous expliquer, de vous dire pourquoi je pense que vous faites déjà de la prospective.

Peut-être, commencer par rappeler d'où vient le terme et de quoi il s'agit. En fait, la prospective s'invente un peu en même temps que la planification d'ailleurs, ce n'est pas un hasard, dans les années 50, sur la base d'un constat et à partir du travail d'un homme qui s'appelle Gaston Berger, qui est philosophe, chef d'entreprise, etc. ne vous inquiétez pas, je ne suis pas parti pour 2 heures à vous faire l'histoire de la prospective, mais c'est juste pour tenter de situer pourquoi la prospective s'invente à ce moment-là, évidemment pour faire le lien avec aujourd'hui. Et, Gaston Berger invente la prospective, à ce moment où il l'invente, il enseigne la philosophie et il est grand commis de l'État, et il fait le constat suivant, qui n'est pas très original, vous allez voir :

1- Au sortir de la guerre alors que nous sommes en pleine reconstruction, il est frappé par le niveau

d'incertitude auquel l'élaboration de politique publique est confrontée, et j'écarte donc tout de suite la définition qui pourrait être donnée de la prospective. La prospective n'est pas la prévision, la prospective n'a de raison d'être qu'à partir du moment où la prévision ne peut plus s'appliquer, c'est-à-dire que faire de la prospective c'est apprendre à gérer et à jouer avec l'incertitude. Donc, constat d'une énorme incertitude sur ce que va devenir le monde au sortir de la guerre, au moment où il faut tout reconstruire, avec une seule évidence, plus jamais cela.

2- Le 2ème élément, c'est qu'il constate qu'il y a un cloisonnement extraordinairement important entre les acteurs économiques, les acteurs politiques, entre les différents secteurs d'activité. Vous allez me dire, ce n'est pas très original, 60 ans après nous sommes à peu près au même niveau, mais il se dit, la prospective est fondamentalement un exercice qui doit permettre d'appréhender l'incertitude et pour appréhender l'incertitude qui nous oblige à travailler transversalement, alors après, il y a d'autres mots : interdisciplinarité, transdisciplinarité, etc., mais il part de, c'est le 2ème point qu'il met en avant.

3- Et puis, 3ème élément qui est fondamental, c'est : Gaston Berger dit la prospective, cela doit aussi nous permettre de traiter spécifiquement les questions d'avenir, alors non pas au sens de faire de la prévision ou savoir faire de la divination, mais au sens : prendre en compte, et le temps long et les enjeux qui engagent notre avenir.

C'est la définition la plus simple, et la première que nous pouvons donner de la prospective : une activité interdisciplinaire, transversale, qui doit nous permettre, en considérant les dynamiques de temps long, de réfléchir et de trouver des actions qui permettent de répondre aux enjeux qui engagent notre avenir. Par rapport à aujourd'hui, ce que je vous ai dit là pourrait toujours s'appliquer, enfin dit autrement, si je devais justifier mon activité de prospectiviste, j'aurais juste à dire, grande incertitude, grand cloisonnement, nécessité de penser à

l'avenir, je pense que vous seriez à peu près d'accord avec ces objectifs.

Il me semble néanmoins qu'il faut mettre en avant 2 éléments très différents pour caractériser la situation des années 50, 60 et celles d'aujourd'hui :

Dans les années 50, 60, on croit encore de manière extraordinairement forte, et au progrès, et aux bienfaits des techniques, ou de la technique en général. Il me semble qu'aujourd'hui, au vu du pessimisme ambiant, la croyance au progrès quand même, pose question, et, c'est peut-être moins partagé, est considéré que le progrès technique en particulier nous permettra de répondre aux enjeux qui engagent notre futur, est une croyance qui peut être un peu moins partagée. En tout cas, l'espoir porté sur la technique comme solution ultime à ces enjeux me paraît beaucoup plus discutable.

Donc, une différence notable, et puis il y a un autre élément qui me paraît fondamental, c'est que dans les années 50, 60, quand nous faisons de la prospective, que nous produisons des scénarios, nous croyons encore que nous vivons dans un monde infini et linéaire, c'est-à-dire que le basculement de la renaissance à l'époque moderne, c'est pour employer le terme d'un historien de la philosophie qui s'appelle Alexandre Koyré, c'est que nous passons d'un monde clos, à l'univers infini. Dans les années 50, 60, nous sommes dans cet univers infini. Nous sommes dans cette idée que la nature, l'invention de la modernité est riche de ressources infinies que nous pourrions exploiter, vous connaissez cela par cœur, j'ai l'impression déjà de radoter quand nous mettons cela en avant, mais je pense que ce qui est vraiment important à souligner c'est qu'aujourd'hui cette croyance-là n'existe plus, à nouveau sauf pour quelques personnes, mais je pense que là, dans la salle, il y a un consensus autour de ce constat que nous ne sommes plus dans un univers infini, nous sommes dans un monde fini, et deuxièmement, nous ne sommes plus dans une logique de linéarité ou de continuité. Je pense que nous sommes tous persuadés, tout à l'heure nous parlions de transition que nous avons face à nous, des ruptures, qui sont porteuses d'énormes incertitudes, mais nous avons face à nous des ruptures majeures, ce qui veut dire quoi ? Ce qui veut dire que les conditions même qui

ont conduit à l'approche prospective dans les années 50, 60, et j'insiste, en même temps de la planification spatiale, aujourd'hui sont radicalement différentes. Ce qui veut dire quoi ? En toute logique, si on est très pessimiste, on peut formuler la question comme cela : est-ce qu'aujourd'hui, une ingénierie ou des ingénieries comme la prospective ou la planification qui ont été inventées dans ce que Bruno Latour appelle le monde moderne ou le projet moderne peuvent encore s'appliquer, dans un monde qui est en train de découvrir qu'il n'est pas si moderne que cela, voire qu'il ne l'a jamais été. J'insiste là-dessus, ce n'est pas que théorique. Ce n'est fondamentalement pas théorique parce que quand je disais tout à l'heure sympathie par rapport à un type d'action c'est que je pense que cette réflexion autour, alors même si le terme me gêne, vous allez deviner pourquoi, mais autour de la planification alimentaire il me semble que ce sont déjà des pratiques ou des soucis ou de la considération qui nous plongent dans l'après monde moderne, en tout cas si je regarde comment la question est traitée.

Quand je t'entends décrire tes missions sur le terrain et que la question d'alimentation n'est plus simplement « comment nous allons produire ? » « Comment les agriculteurs vont produire pour vendre ? » etc. mais renvoie à la question du lien social, à la question de l'équipe, des écosystèmes, etc. Nous avons déjà basculé, nous ne sommes plus dans le projet moderne, si tant est que le projet moderne c'était justement d'avoir une agriculture industrielle qui permet de produire n'importe où, sans tenir compte des biotopes ou des écosystèmes puisque l'apport des intrants permet à peu près de faire, j'exagère, mais tout, n'importe où, mais n'importe quoi, n'importe où. On voit bien que là, nous avons déjà basculé dans une forme de militantisme, ou d'action qui est après le monde moderne.

Alors, le lien avec le laboratoire de l'école urbaine de Lyon, qui est spécialisée sur, enfin qui se spécialise sur, puisque c'est créé depuis moins d'un an sur les questions anthropocènes, dit autrement c'est que c'est une action qui nous prépare déjà à relever les enjeux du monde anthropocène. Pour moi, nous avons déjà basculé, d'où ma sympathie par rapport à ce sujet alors évidemment

je suis un peu plus dubitatif sur le terme de planification. Pourquoi ? Parce que c'est une approche qui me semble, enfin ce n'est pas il me semble qu'il y a une approche très technique et qui est très moderne pour le coup aussi. Nous avons inventé la planification en même temps que la prospective et je ne suis pas sûr que si nous restons une approche par la planification, en tout cas comprise au sens classique du terme, nous répondons, nous nous donnons les capacités de répondre aux questions. Il me semble que votre activité même obligera à dépasser la question de la planification alimentaire parce que le terme est déjà un peu derrière nous et nos amis l'IAU sont encore là, mais en réfléchissant, en écoutant, en réfléchissant à ce que j'allais vous raconter j'étais évidemment attentif, j'écoutais et puis j'ai été frappé par le PowerPoint qui était présenté. Dans les explications c'était un peu plus souple que cela, mais dans le PowerPoint qui présentait le plan régional de l'alimentation, dans les objectifs il y avait : faire un diagnostic, structurer la filière, intégrer les acteurs, parler aux consommateurs. Vous voyez, pour moi c'est encore le monde moderne et je le dis très gentiment, on le fait tous. Je travaille pour l'État quand même, c'est le monde moderne et nous savons très bien et c'est le schéma de la planification, c'est pour cela que je dis que planification me gêne un peu, c'est que nous savons d'ores et déjà que nous ne pourrions pas refaire territoire et transformer notre manière de cohabiter dans les territoires en respectant cette logique-là, ce chaînage-là, ça y est je suis perdu.

Alors qu'est-ce que ce serait aujourd'hui ? Je peux être tenté d'y répondre comme cela. Qu'est-ce que ce serait aujourd'hui ? Peut-être, mais cela nous en avons tous je crois aussi conscience, et finalement, est-ce que la question alimentaire est une question prospective à supposer que cela l'était peut-être quand même.

Nous pouvons, il me semble que quelques chiffres suffisent à se dire que c'est une question éminemment prospective. C'est une question qui intéresse la prospective aussi. Ce sera mon deuxième élément de réponse, quelques chiffres : 2050, entre 2 et 2,5 milliards de personnes en plus, une artificialisation des sols et une diminution de la surface, des surfaces cultivables qui continuent à croître. Dites le contraire si vous avez des chiffres ou nos amis du

ministère de l'Agriculture, enfin aux dernières nouvelles qui continuent à croître donc je vous passe tous les chiffres pessimistes sur l'évolution de la biodiversité, sur l'état des écosystèmes, sur l'état des sols. Je pensais à cela en écoutant l'intervention sur la Gironde, et sur ce qui reste des sols après quelques années de viticulture intensive à forte utilisation d'intrants, etc. Je me disais, mais je ne suis pas sûr que j'aie envie de manger des salades qui viennent de la Gironde, mais cela n'engage que moi.

Donc tout cela nous le savons. C'est évidemment une question éminemment prospective, comment on nourrit tout le monde à 2050 ? C'est un enjeu fondamental, et si on ajoute : comment on nourrit tout le monde dont nous, bien, cela devient, et en étant respectueux de nos environnements, en faisant en sorte que nos environnements puissent se restaurer, c'est évidemment un enjeu fondamental.

Si vous me demandiez, je fais les questions et les réponses c'est beaucoup plus facile pour trouver les réponses. Si vous me demandiez : si je veux faire de la prospective qu'est-ce que je dois lire aujourd'hui ? C'est quoi l'ouvrage de prospective et en plus l'avantage, je suis à peu près sûr que beaucoup d'entre vous l'ont lu. Je vous dirais si vous voulez vraiment savoir pourquoi faire de la prospective et qu'est-ce que c'est que la prospective aujourd'hui, commencez par lire Bruno Latour, son petit essai qui s'appelle « Atterrir ». C'est un tout petit bouquin au seuil cela fait 120 pages. Cela a été fortement décrié par les milieux scientifiques parce que ce n'est pas un ouvrage scientifique, c'est un essai de prospective. Et dans cet ouvrage, Bruno La Tour, vous connaissez au moins de nom j'imagine, un Bruno Latour qui est un grand philosophe et sociologue français, sans doute un des plus connus à l'international et Bruno Latour, pour la première fois, je pense que c'est pour cela que cela fait enrager les géographes d'ailleurs, enfin certains d'entre eux, je tairais les noms, mais je pourrais en donner. C'est que Bruno Latour fait un ouvrage de prospective et de géographie alors qu'il est philosophe et sociologue. Alors, Bruno Latour nous dit : maintenant il va falloir atterrir. Bruno Latour est le même, il nous dit, on a vécu on a échoué dans le projet moderne on est en train de basculer dans celui anthropocène. Il nous dit qu'il faut atterrir cela veut

dire quoi ? Il a une réponse extrêmement savante. Pour lui, atterrir c'est à la fois une transformation culturelle au sens anthropologique du terme, autrement dit atterrir c'est changer nos systèmes de valeurs, nos représentations du monde, la manière dont nous nous projetons dans le monde, etc. et je ne vais pas y rentrer parce que ce serait, cela demandera un exposé beaucoup trop long, mais qui est très intéressant, mais il nous dit aussi que pour opérer cette transformation il va falloir refaire territoire.

Quand je disais tout à l'heure finalement l'agriculture moderne ce n'était pas de faire du territoire c'est au contraire déterritorialiser, que la modernité c'est une vaste entreprise de déterritorialisation, même si par ailleurs le terme territoire est au cœur de nos préoccupations politiques depuis 40 50 ans, la mondialisation, l'urbanisation, l'extraordinaire accroissement des mobilités, etc., c'est de la détérioration, il y a beaucoup d'espaces où nous ne faisons pas territoire. Tu parlais des espaces périurbains. Je pense que la description que tu en faisais c'est des espaces où nous habitons, voire où nous cohabitons, mais où nous ne faisons pas territoire. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il n'y a pas une conscience d'appartenir à un même espace, d'être responsable par rapport à cet espace, de partager une culture, de partager des projets, etc. Le pyromane ne s'est pas construit sur cette logique-là et Bruno Latour nous dit : ce passage par le territoire est indispensable parce que c'est à ce niveau-là qu'on va commencer à pouvoir opérer la transition. Attention, il ne dit pas, il n'oppose pas le local au global, au sens où vous savez il y a des débats d'experts assez stériles, en ce moment, sur : est-ce qu'il faut changer le mode de fonctionnement du monde parce que finalement si nous, en tant qu'individu on change quelque chose cela ne change rien ou au contraire il faut changer nous parce qu'en changeant nous cela va changer le reste du monde ? Au vu des enjeux qui sont les nôtres c'est une fausse question, il faut changer partout en même temps si ce n'est que Bruno Latour dit : pour donner envie de changer le passage par le territoire, le fait d'atterrir est fondamental parce que c'est là où nous allons pouvoir, si nous voulons changer les modes de vie si nous voulons changer beaucoup de choses, c'est à partir de là que cela va commencer.

Et à l'intérieur il y avait un très bon entretien dans Le Monde il y a trois jours. Si vous pouvez, si cela vous intéresse, je vous conseille d'aller lire puisque c'était particulièrement éclairant. Donc 1 – atterrir, donc refaire territoire ; 2 – et là, je m'abrite derrière un autre quotient intellectuel d'un géographe qui s'appelle Michel Lussault qui dirige l'École Urbaine de Lyon... et Michel Lussault toujours par rapport à la question de l'anthropocène en étant sur la même ligne que Bruno Latour, atterrir cela veut dire quoi ? Atterrir cela veut dire repenser les conditions de notre cohabitation, des espaces que nous partageons. Et cohabiter ce n'est pas habiter au sens... voir ce n'est pas résider, ce n'est pas loger. Cohabiter, cela passe par d'abord... et c'est ce que dit aussi Bruno Latour, commencer par recenser les choses : ceux avec qui et dont on dépend pour cohabiter. Alors dans le monde moderne, évidemment a minima : les humains que nous sommes. Cohabiter, c'est, évidemment, la question de la cohabitation humaine. Mais dans le monde anthropocène, cela ne s'arrête pas là. La cohabitation renvoie aux vivants non humains, aux non vivants avec lesquels on cohabite. Pourquoi ? Parce que construire un territoire ou faire territoire, si nous voulons respecter les écosystèmes, écosystèmes dont nous faisons partie, encore faut-il encore aussi considérer l'ensemble des éléments qui constituent cet écosystème.

## Karine HUREL

C'est la notion de bien commun, non ?

## Stéphane CORDOBES

C'est la notion de bien commun qui ressurgit non par hasard d'ailleurs aujourd'hui et puis, je vais m'abriter derrière un troisième nom, quelqu'un qui s'appelle John Dewey, peut-être celui-là, il est moins connu parce qu'il est plus ancien. En fait, c'est un auteur américain de la première moitié du XXe siècle. Et John Dewey, c'est un des inventeurs du pragmatisme pour ceux qui s'intéressent aux courants d'idées. Et John Dewey, au début du 20e siècle, a conçu une méthode de travail qui me paraît excessivement intéressante par rapport à la situation qui est la nôtre aujourd'hui, qui s'appelle la théorie de l'enquête. Et la théorie de l'enquête pour John Dewey

Et plus simplement comme dans le monde moderne, faire une opposition entre culture et nature, entre homme et ressources apportées par l'espace, mais bien dans une logique écosystémique, donc de coresponsabilité de l'ensemble de ses habitants dans la trajectoire qui va être la leur. Alors évidemment, cela devient tout de suite un petit peu plus compliqué, il y a déjà des expériences prospectives qui sont menées, je pense à une que je connais mieux puisque j'y participe directement, par exemple, nous travaillons avec des acteurs autour de la Loire sur la mise en place d'un parlement des choses de la loi. Dit autrement, nous essayons d'inventer un espace politique de transaction entre humain et non humain pour repenser la manière de faire territoire autour de la Loire. Vous voyez, nous commençons à nous échapper un petit peu, mais, ce sont des problématiques, ce sont des choses que vous pensez sans doute, mais qui sont... qui se posent déjà donc la question, c'est aussi avec qui pour faire territoire, nous allons choisir de cohabiter ? De qui nous dépendons pour cohabiter ? Et quelque part, nous pouvons imaginer que pour cohabiter nous allons dépendre des sols, de la manière dont nous allons traiter ces sols, la manière dont nous allons cultiver ces sols, des animaux qui vont, etc.

consiste à dire : nous ne pouvons pas réfléchir d'un côté, produire de la connaissance, éduquer de l'autre et enfin agir ensuite. John Dewey dit la chose suivante : « Quand nous sommes confrontés à un problème (c'est le terme qu'il emploie) complexe, la seule manière de le traiter c'est avec beaucoup d'incertitudes, la seule manière pertinente de le traiter » et il invente une méthode scientifique autour de ce concept-là. Il dit : « Il faut en même temps et il n'y a aucune référence politique actuelle, en même temps, cela consiste à rechercher, à éduquer et à agir en même temps. Et puis, il ajoute deux éléments qui me paraissent tout à fait fondamentaux, il faut non pas traiter le problème

puis ensuite communiquer auprès du public concerné, la prise en charge du problème doit se faire en même temps que la définition du public concerné et pas séparément, donc dit autrement, cela ne peut se faire qu'avec le public concerné par le problème et par rapport au problème qui nous intéresse à savoir atterrir, si je prends le terme de Bruno Latour, il est évident qu'atterrir, cela ne peut pas être les experts, les techniciens, les élus d'un côté et la population de l'autre. Pourquoi ? Parce qu'on sait très bien que c'est une transformation aussi des modes de vie qui est en jeu et que pour transformer les modes de vie, il ne s'agit pas simplement de dénoncer, de faire des normes, etc. Tout à l'heure, nous parlions du périurbain juste quand même montrer la limite de nos dispositifs techniques. La périurbanisation en France commence dans les années 60, exactement à la même période, il y a de premiers rapports d'expert qui dénoncent les dangers de la périurbanisation de l'artificialisation, etc. dans les années 60 en même temps. Depuis, nous avons multiplié les dispositifs de planification ou de régulation ou de mise en cohérence, l'artificialisation se poursuit depuis 60 ans. Si nous voulions montrer sur un sujet la limite de nos outils techniques, nos outils de planification par rapport à l'artificialisation, c'est un excellent exemple et ce n'est pas pour accabler les gens qui ont travaillé sur ces sujets-là, c'est juste que cela ne suffit pas ou cela ne marche pas suffisamment en tout cas.

Donc Dewey dit par rapport à la problématique qui est la nôtre aujourd'hui, monde fini, grande incertitude, urgence, je trouve que la méthode proposée par Dewey à savoir, nous sommes obligés en même temps de réfléchir, d'éduquer et d'agir est extrêmement intéressante. D'ailleurs, je pense que dans vos activités qui, quelque part, sont aussi du défrichage, vous réfléchissez, vous agissez, et vous vous éduquez en même temps. Vous faites les trois en même temps puisque vous êtes déjà dans la transition. Mais Dewey ajoute deux éléments qui paraissent aussi très intéressants par rapport à la problématique actuelle, il dit que cette activité-là est consubstantielle de la démocratie, cela ne peut se faire qu'en démocratie et c'est essentiel pour construire la démocratie. Et je pense que c'est et nous n'avons pas encore employé ce terme-là, mais c'est vraiment fondamental, c'est-à-dire que ce travail

sur cet atterrissage c'est fondamentalement un travail démocratique. La seule question, c'est fondamentalement politique, la question c'est jusqu'où va le politique. Et je l'ai déjà un peu dit, mais la politique n'est pas qu'une histoire humaine, en tout cas dans la modernité oui, dans l'anthropocène, non. Et Bruno Latour nous dit très clairement, faire de la politique aujourd'hui c'est faire de la politique, non pas une politique de préservation de la nature, mais c'est faire une politique de la nature. Quand nous allons commencer à négocier avec les non humains, nous allons bien faire sur la manière dont nous pourrions cohabiter ensemble, nous allons bien faire de la politique, mais qui ne se contentera pas aux intérêts humains. Je l'illustre cela, alors, il y a plusieurs manières de l'illustrer, mais par un autre fait assez intéressant c'est quand l'Inde ou la Nouvelle-Zélande donnent la personnalité juridique à un de leurs fleuves. Alors, c'est loin, cela paraît anecdotique, mais en même temps si nous y réfléchissons bien, c'est fondamental. Pourquoi ? Parce que donner la personnalité juridique à un élément naturel, c'est le sortir de son état nature, c'est lui reconnaître un poids, une dimension politique, il va falloir négocier avec lui, il va falloir le considérer, il va falloir le reconnaître comme agent politique et non pas simplement agent naturel. Vous voyez le pas qui reste, alors aujourd'hui en matière de planification, là nous sommes encore un petit peu loin, mais si nous raisonnons de manière prospective, il est probable que c'est à cela, c'est avec cela qu'on a rendez-vous. Comment nous produisons des politiques, non pas entre humains et pour les humains, mais entre cohabitants d'un même espace.

J'ai une conclusion. Je reviens à la question de ma sympathie. Pourquoi la sympathie, moi le sujet qui m'intéresse particulièrement en ce moment, par rapport à tout ce que je vous ai brossé là. C'est en quoi ce basculement du mode de la modernité à l'anthropocène va transformer notre relation, notre rapport à l'espace et aux autres, notre apport au territoire, nous obliger à faire autrement au territoire. Pourquoi, parce que dans la modernité notre apport au territoire, il est juste dans une logique consumériste. C'est le cadre de vie, j'allais dire : ta critique de cadre de vie, je vais choisir un endroit agréable si possible avec mon marché bio... où j'y vais car c'est

calme, mais je ne suis pas trop loin des transports, etc. Nous sommes dans une relation purement utilitaire alors, je suis mal placé pour le dire ici avec des gens qui sont engagés avec des... bon, mais d'une manière générale, nous avons été installés dans une relation utilitariste et consumériste à l'espace. Ce n'est pas un problème de responsabilité individuelle. Il n'y a pas à développer une culpabilité, c'est le monde moderne qui a permis ça et qui repose là-dessus. Donc la question, c'est comment cela va se transformer et ce n'est même pas la question, cela va se transformer, c'est très clairement la question : quels sont les leviers de transformation qui sont en notre possession pour changer cette relation que l'on a à l'espace dans lequel nous cohabitons? C'est fondamental. Si je dis d'un côté nos dispositifs de planification, de normation, etc. sont inefficaces, cela veut donc dire qu'il faut inventer d'autres leviers, en plus, et donc c'est un levier fondamental. Et il me venait à l'idée la chose suivante, et là je fais porter la responsabilité sur vous, c'est génial, quel meilleur levier,

## Karine HUREL

Merci. (Applaudissement)

Avant peut-être de lancer les questions s'il y en a, moi j'en ai une quand même, qui m'interroge, comment nous faisons pour rentrer en dialogue avec le monde vivant pour pouvoir inventer une nouvelle politique, alors que cela va être lancé par nous, donc nous allons quand même encore être au centre, c'est compliqué. Je ne sais pas si cela peut vraiment s'inventer ou si vraiment nous arriverons

## Stéphane CORDOBES

Oui

## Thierry LAVERNE

Par rapport à ces questions à cet après-midi, il n'y a pas un endroit, où il n'y a pas un crapaud qui accoucheurs, qui ennuient les aménageurs, et tant mieux, c'est arriver à... alors tous ces contrats technologiques insupportables sauf qu'elle permet effectivement de considérer qu'il n'y a pas un seul endroit où il n'y a rien à considérer. Et donc c'est comment est-ce qu'on va dialoguer ? Tout existe

surtout dans un pays comme la France, que l'alimentaire pour changer le rapport qu'on les acteurs à leur territoire, et là, quand je dis l'alimentaire, je parle bien non pas de la production agricole, je parle du rapport culturel qui est le nôtre, du rapport que l'on entretient à l'alimentation culturelle, émotionnelle, sensible, etc. Et je conclus là-dessus, Karine, parce que je sais conclure. Je pense que, comme j'adore aussi manger, et que j'adore aussi les circuits courts bio, etc. enfin comme tout le monde ici, j' imagine, je me dis, mais c'est un levier formidable à activer et finalement la question c'est plus tellement de savoir, c'est plus tellement de savoir comment la planification alimentaire trouve sa place dans la planification spatiale en général, la question c'est : comment la planification, en général, se repense et se réorganise pour tenir compte entre autres et pour utiliser comme levier entre autres la planification alimentaire ou notre rapport à l'alimentation est au territoire. Bon courage !

à entrer dans un véritable dialogue comme peut-être les aborigènes pourraient le faire avec la nature, mais ce n'est pas notre mode de faire, c'est quand même très complexe à part l'intention qui en fait, ne va pas atterrir véritablement sur une construction politique concertée avec autre chose que nous-mêmes.

déjà et comment effectivement nous pouvons cohabiter, comment nous considérons le bien commun, comment est-ce que nous nous glissons en douceur, dans ce qui existe et c'est quand même une question formidable. En fait, je voudrais juste réagir, autre chose, c'était sur cette question-là, la responsabilité alimentaire, pour moi et c'est expérience triangulaire, c'est consommer différemment,

c'est changer notre rapport au monde et changer notre rapport à l'espace, effectivement, et quand nous avons ce TriangleVert, inventé les jardins de cocagne ou associations d'insertion donc les jardiniers sont remis en mouvement par le travail du jardinage et les adhérents de l'association, en échange, leur soutien et l'adhésion, ce n'est pas comme les AMAP où on paie le légume, c'est pour avoir une sorte de traçabilité du produit, c'est vraiment une solidarité, une récompense, panier de légumes. C'est le point de départ, et c'est un intégrateur social formidable, mais c'est aussi un intégrateur formidable parce que tous les adhérents de

## Stéphane CORDOBES

Je vais tenter de répondre. Le basculement du monde moderne au monde anthropocène, cela change, enfin c'est un changement de paradigme radical qui change beaucoup de choses. Pour répondre à ta question, je vais rentrer simplement, par exemple, par le champ scientifique. Dans le champ scientifique et le champ des sciences sociales, ce basculement de paradigme change

## Karine HUREL

Avec les économistes quand même.

## Stéphane CORDOBES

...oui, mais bon les économistes, ils ne se considèrent pas comme étant dans les sciences sociales, c'est encore un autre sujet dit autrement, c'était la question sociale qui était au cœur de tout donc c'était les sociologues qui étaient en tête aujourd'hui. Les travaux les plus intéressants ce n'est plus les sociologues qui les mènent, ce sont les écologues et les anthropologues. Et je le dis avec, je n'en suis pas, je le dis avec d'autant plus de facilités et si nous voulons comprendre cette transformation, si nous voulons entrer en prospective et changer notre regard donc commencer à tenter de changer notre système de représentation du monde, c'est vers ces écrits-là, vers ces travaux-là qu'il faut se tourner.

Que nous disent les écologues et les anthropologues : 1. Que contrairement à ce qu'on a voulu nous faire penser pendant très longtemps, l'approche moderne du monde

l'association du Triangle des Potagers Marcoussis en sont devenus, par le fait d'aller chercher leur panier de légumes, acteurs du territoire, et donc nous considérons la vallée de Marcoussis, non plus comme étant, effectivement, une sorte de paysage distant qui ne les concernait pas, mais comme un jardin qui doit commencer à dépendre d'eux-mêmes. Et donc le deuxième effet de ces jardins, des gens qui ont complètement changé leur rapport à l'espace, ils sont devenus co-acteurs, du projet de la vallée. Donc c'est une démonstration absolue de ce que tu disais.

la hiérarchie des sciences sociales et humaines entre elles. Dit autrement, aujourd'hui, les travaux les plus intéressants et les plus novateurs, ce n'est plus celui des sociologues, voire des géographes, ou comme les sociologues ayant été les papes des sciences sociales pendant enfin qu'on a... les questions c'étaient...

est située culturellement et même si elle est très largement dominante, ce n'est pas la seule. Reconsidérer la manière dont les peuples animistes, en Amazonie, par exemple, considèrent leur situation dans leur environnement, c'est déjà apprendre beaucoup de choses sur ce qui pourrait être notre rapport à l'environnement dans l'anthropocène, parce que nous ne sommes pas dans un rapport de domination de la nature, d'exploitation de la nature, etc. Alors, attention, je ne le rends pas, je ne mets pas de côté tous les apports de la science moderne, c'est juste une question de représentation et de projection dans notre environnement. Et entre autres, la question que tu poses de savoir comment nous dialoguons avec les entités non humaines. Nous, cela nous pose un sacré problème puisque notre système culturel repose sur une opposition radicale entre la nature et nous, d'ailleurs

nous inventons la nature pour l'opposer à la culture. Ce n'est pas le cas partout. En Amazonie, enfin les indiens qui restent, en vue de ce qui se passe au Brésil, il n'est pas sûr qu'il existe encore... la question de dialoguer avec la nature ne pose aucun problème. Ils dialoguent avec les éléments naturels, ce qui veut dire quoi ? Ce qui veut dire que certes, ils ne partagent pas la même langue, mais il y

## Thierry LAVERNE

Merci, parce que c'était passionnant. Il faut que cela permette non pas de terroriser, mais, en tout cas, d'un coup d'autres mentions... J'ai bien aimé d'abord les deux sens du comment, c'est-à-dire comment répondre aux défis alimentaires, c'est-à-dire, effectivement, comment, mais comment vraiment ? C'est-à-dire c'est ce comment de la qualité et je pense que le comment-là d'un seul coup, moi, il a pris une dimension énorme. Merci pour cela.

Ensuite, ce que j'ai bien aimé, tu m'as un peu libéré sur cette question de la planification, je ne sais pas trop comment poser la question, merci parce que je pense qu'effectivement quand tu dis le projet moderne c'est la planification, or la planification, ce n'est pas un projet, c'est justement l'anti-projet. Cela montre bien l'impasse dans laquelle de mon point de vue et quand effectivement refaire territoire, c'est évidemment partager le projet de territoire, enfin nous sommes vraiment dans tout ce que tu dis dans la question du projet. Moi, je suis persuadé qu'il n'y a pas de territoire sans projet, il n'y a pas de projet sans territoire, ce qui fait un territoire c'est un projet et il n'y a pas de projet, ce n'est pas la peine de le créer s'il n'est pas réellement ancré et mis en œuvre sur le territoire. Et donc de ce point de vue là, je trouve cela

## Stéphane CORDOBES

Sinon, je finis juste. Non, non, je finis juste sur une petite histoire parce que j'ai trouvé cela honnêtement c'est peu réfléchi parce que je l'ai lu hier soir tard, c'est la question de l'ampleur de la tâche qui est devant nous, du défi appelons cela comme on veut et jusqu'où cela va dans notre obligation de reconsidérer la place que nous occupons. Et en plus, je trouve c'est très intéressant cela

à un système de traduction qui leur permet d'échanger de manière totalement différente que nous le faisons. Donc, et c'est un pas énorme à franchir, mais ce n'est pas... c'est dans nos représentations que cela paraît impossible. Voilà, c'était ma réponse.

extrêmement intéressant, ensuite quand tu dis repenser à la commutation, c'est effectivement, considérer l'ensemble de l'écosystème, donc c'est une question de bien commun qui nous préoccupe beaucoup, c'est-à-dire effectivement ce qui n'a pas de valeur le fleuve, la forêt, l'air et qui finalement est-ce dont, tous, on dépend, mais que personne n'arrive véritablement à mesurer, parce qu'on ne peut pas le marchandiser, cela va être un peu compliqué. Et l'important du pragmatisme, cela c'est génial quand même, la théorie de l'enquête, porter, éduquer, agir et communiquer, et cela s'appelle encore une fois le projet. Donc nous réfléchissons, nous éduquons à travers le projet. Nous réagissons, c'est le projet et puis nous communiquons, et c'est ce qui fait que les gens adhèrent au produit. Cette idée que ce qui peut être va faire passer à l'après, après les temps modernes, c'est cette idée qu'il faut passer par le projet, tu as très bien dit, c'est-à-dire en reterritorialisation l'action, ce qui est effectivement ce qu'essaie de faire chacun des projets ou de ce qu'ont pris la parole aujourd'hui, c'est-à-dire comment sur la métropole européenne lilloise, ce morceau de campagne redevient un endroit où la Métropole ré-invente son projet à partir de son territoire. Moi, je trouve cela formidable. Merci.

touche, alors-là, au cœur de l'intime et au cœur de ce qui fait l'humanité.

Dans nos pratiques funéraires, incinération, inhumation, etc. tout est fait pour que la dimension culturelle s'impose et qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le corps que nous sommes n'est pas rendu à la nature, parce que nous, si nous vivions dans la nature au moment où nous

décédons, nous constituerions pour le haut de la chaîne alimentaire et les autres animaux une denrée intéressante. Vous voyez le choc culturel, avant de manger ce n'est pas mal d'aller là-dessus ! Et je disais donc un travail d'un philosophe qui fait un œuvre d'anthropologie, qui travaille sur la trace et qui dit, mais dans certaines civilisations, c'est un non-sens, en particulier, civilisation amazonienne, au Japon, enfin l'ancien Japon, je ne sais pas si vous connaissez un ouvrage vraiment très beau, mais je l'ai vraiment lu sous cet angle-là qui s'appelle « La balade de Narayama » qui est l'histoire d'une vieille femme qui se sent mourir et qui va mourir dans la forêt. Aujourd'hui, c'est la crémation au Japon donc nous n'allons plus mourir dans la forêt. Et c'est une très belle histoire parce que quand nous le lisons avec l'œil moderne, elle paraît tragique, nous ne voyons pas le côté... nous voyons le côté tragique et cela raisonne avec nous parce que c'est tragique parce que pas de sépulture, aller mourir seule, etc. si ce n'est que si vous changez le

## Bernard DEMONTY - AGURAM

J'avais juste une petite question pour essayer de comprendre, vous parlez des Indiens d'Amazonie qui ont des méthodes de translation avec les éléments de la forêt. Est-ce que pour nous une piste c'est de conserver nos sciences, est-ce que nos sciences sont une manière de dialoguer avec les éléments non humains ? Est-ce que notre manière d'écouter la nature, tous ces instruments qui nous permettent de l'étudier, simplement en changeant

## Stéphane CORDOBES

Je trouve que c'est une très bonne question parce que cela me permet de réaffirmer que je ne suis pas du tout contre la science moderne, ce n'est pas l'objet de mon propos. Donc évidemment, les travaux scientifiques doivent nous permettre aussi de résoudre cette impasse, cet écueil qui est devant nous. Et de la même manière, aborder la question de l'anthropocène, ce n'est pas simplement avoir le rivet, le regard en arrière et se dire comment nous faisons avant le monde moderne ? Il n'y a pas de réversibilité. C'est physique, il n'y a pas de réversibilité

regard, ce n'est pas aller mourir seule, c'est retrouver Gaya, la mère nature, c'est restituer à la nature, la dimension corporelle qui va enrichir la nature. Alors que quand nous brûlons, nous le détruisons, cela coûte de l'énergie puis vous pouvez ... nous pouvons dériver comme cela. Le tombeau, c'est quoi dans un cimetière, le tombeau c'est ce qui permet d'empêcher les animaux d'aller déterrer les cadavres pour se nourrir, donc vous voyez l'idée ? Nous n'y sommes pas encore, mais c'est ce niveau-là, enfin, le questionnement de notre représentation et notre place c'est quasiment ce niveau-là qu'il faut atteindre, non pas que je préconise d'aller tous mourir seul dans la forêt, je dis juste que tout notre acte, nous pouvons relire et interroger, déconstruire notre présence au monde complètement pour la reconstruire dans ce nouveau paradigme. Il n'y a pas un domaine qu'on ne peut pas aller interroger. Bonne réflexion et bon appétit.

le regard, mais en gardant les mêmes peut-être méthodes : est-ce que cela peut nous permettre de comprendre cette nature ? Est-ce que compter les oiseaux et dire, il y en a moins aujourd'hui qu'avant, ce qui est parfaitement scientifique, est-ce que c'est une manière ou non pas du tout, il faut complètement changer les manières de dialoguer avec la nature ?

donc nous n'allons pas éliminer la science, donc il va bien falloir et nous allons faire avec et d'ailleurs nous avons tout intérêt à faire avec. La question c'est : comment nous réorientons ou transformons la science, pour nous permettre de répondre à cet enjeu-là ? Je ne sais pas si j'ai répondu, mais évidemment que nous ferons faire avec. Ce n'est pas du tout incompatible.

## Jennifer BUYCK – Université Grenoble Alpes

Un peu d'eau ou moulin à la question qui a été posée sur la place de la science dans les solutions à trouver. Un philosophe qui n'a pas été cité ce matin ou un anthropologue en fait, Tim Ingold dans l'un de ses travaux a utilisé cette phrase qui est simple et qui m'est restée en tête c'est : « qui de l'ornithologue ou du poète, en sait le plus sur l'oiseau ? » Et pour moi dans cette petite question-là qui amène à la réponse suivante, les deux en savent tout autant, mais c'est des savoirs différents et qui ont en tout temps fait leur place. Pour moi, c'est un élément de réponse à votre question, c'est que pour nous dans la société contemporaine, pour moi en Europe aujourd'hui, la science a sa place, mais par contre les sciences scientifiques, les sciences dites dures, mais par contre le domaine du sensible a tout autant sa place et là, il est vaste et c'est à reconsidérer, voilà. C'est une invitation à changer de représentation, quelle qu'elle soit.

## Stéphane CORDOBES

Tim Ingold est un anthropologue anglais, il a quelques ouvrages traduits. Je vous conseille l'anthropologie comme Education ou Pensez avec les dragons. C'est tout à fait remarquable d'un point de vue méthodologique pour changer nos manières de faire.

## Karine HUREL

Pensez avec les dragons est le mot de la fin.

## APRES-MIDI

Première table ronde : Estimer les quantités de production alimentaire locale en regard de la demande. Quelles sont les méthodes existantes et leurs limites ? Quelle réalité sur le terrain ?

Damien ROUMET – Terre de liens, Christophe ALLIOT - bureau BASIC, Bernard DEMONTY - Agence d'Urbanisme des agglomérations de Moselle (AGURAM)

## Marc NIELSEN

Cet après-midi, nous avons 3 tables rondes : la première concerne les aspects spatiaux : estimer les quantités de production alimentaire locale en regard de la demande, quelles sont les méthodes existantes, leurs limites et leur transposition sur le terrain. J'ai, autour de moi, 3 intervenants. Christophe ALLIOT, cofondateur du bureau BASIC. J'ai Damien ROUMET, de TERRE DE LIENS, et puis Bernard DEMONTY, de l'AGURAM, l'Agence d'Urbanisme des Agglomérations de Moselle. Je vais vous laisser 5-10 minutes de temps de parole, chacun, pour présenter vos travaux et aussi vous présenter. Ensuite, nous ferons un échange avec la salle, tout simplement. N'hésitez pas aussi

## Damien ROUMET – Terre de liens

Très bien. Merci beaucoup. Je reviendrai peut-être, après. Mais, je ne pense pas que nous soyons réellement commanditaires, mais bien partenaires. Une des manières d'entamer les transitions, aussi : c'est de bien identifier les coopérations, les partenariats et éviter d'être nécessairement, même si, parfois, il faut passer par là, dans une logique de commanditaires. Je suis Damien ROUMET. Merci de nous avoir invités, aujourd'hui. Nous venons, en effet, avec LE BASIC, vous présenter ce super outil, en tout cas, à notre sens, qui s'appelle le CONVERTISSEUR PARCEL. PARCEL, c'est un petit acronyme. Nous ne pouvons pas nous en passer. J'en suis désolé, mais cela s'appelle : Pour une Alimentation Résiliente, Citoyenne et Local.

Avant de rentrer dans la mécanique et puis dans ce que cela peut permettre et vous présenter un petit peu cet outil qui sortira en octobre, je vais vous faire une petite introduction, sur très rapidement, TERRE DE LIENS, et puis, surtout, l'historique de cet outil. TERRE DE LIENS, nous sommes un mouvement citoyen qui a un peu plus de 15 ans, maintenant. Je suppose que vous avez au moins entendu parler de TERRE DE LIENS, au moins succinctement. Mouvement citoyen, qui a la particularité d'avoir constitué des outils, qui permettent l'acquisition de terres agricoles. Nous sommes également opérateurs fonciers, notamment, la FONCIÈRE TERRE DE LIENS. Également, il y a la FONDATION TERRE DE LIENS, qui est reconnue d'utilité publique. Et puis, comme cela n'a pas

à réagir sur ce qui a été dit par vos voisins. Je commence par vous, Damien ROUMET, de TERRE DE LIENS, pour nous parler du convertisseur, que vous avez mis en place et vous êtes commanditaire de ce convertisseur, mais c'est à nuancer je pense. Peut-être nous dire quelle est cette commande, ce qu'il y a derrière, et ensuite, je passerai la parole à vous, Christophe, pour nous expliquer le modèle en lui-même, et puis Bernard nous parlera plutôt des aspects de terrain, de mise en œuvre concrètes. Je vous laisse la parole.

été suffisamment simple, nous avons ajouté, également, un réseau associatif, qui est fédéré, au national, par la Fédération des Associations TERRE DE LIENS, qui a pour but d'accompagner les porteurs de projets, d'aider les candidats à l'installation, de suivre les fermes de TERRE DE LIENS. C'est quasiment 200 fermes, maintenant, sur le territoire français et puis, d'accompagner les Territoires, également.

C'est par rapport à ces différentes missions, qu'est née, à un moment, en Normandie, dans la tête de notre collègue qui s'appelle Gaël LOUESDON, Coordinateur TERRE DE LIENS Normandie, l'idée de ce convertisseur alimentaire, qui a une première version, qui est déjà en ligne, depuis 4 ans, maintenant, qui est né de 2 problématiques. La première, nous allons commencer par là, c'est la difficulté que nous avons de dérouler le fil de l'alimentation jusqu'aux terres agricoles et d'inciter et surtout de légitimer les élus des Collectivités Territoriales, par rapport à leur pouvoir d'aménagement et à l'intérêt, l'importance, d'agir sur le foncier agricole. Donc, dérouler le fil de l'alimentation jusqu'aux terres agricoles, jusqu'au foncier, c'était une des premières logiques.

La deuxième, c'était dans l'autre sens, le chemin inverse, notamment, Gaël, qui s'est retrouvé sur une ferme TERRE DE LIENS, et dans la discussion, à un moment, est arrivé le « est-ce que tu sais, par rapport à ta ferme, combien de personnes tu pourrais nourrir. » Question à laquelle aucun

agriculteur n'est capable de répondre, mis à part quelques fermes qui sont exclusivement en AMAP, dont nous allons en parler, un petit peu, ce matin. C'était aussi cette question d'essayer de permettre au paysan-agriculteur de se projeter, par rapport au résultat, à la finalité de leur production, de leur métier, par rapport à une perte de sens, d'une certaine manière et puis avec une territorialisation totale de cet acte de production, que nous avons un petit peu mentionné, ce matin.

Avec ces 2 problématiques, a été constitué un petit outil, très rapidement, avec une règle de 3, avec un mécanisme assez simple, qui permet, en rentrant un nombre de repas, un nombre d'habitants, d'un territoire donné et en associant ces données au régime alimentaire et ensuite au rendement, de se dire combien de surfaces j'aurais besoin, pour relocaliser l'alimentation de l'ensemble de mon territoire, de toute ou partie du territoire ou de telle cantine scolaire. Il avait déjà bien un intérêt. Par contre, il avait de grandes limites. C'est, notamment, qu'il reposait, cet outil, sur des rendements économiques et agricoles de, seulement, quelques petites fermes normandes, ce qui est très limité, forcément, pour avoir un outil national. C'est une des principales limites. Je ne vais pas dérouler les autres, pour pouvoir laisser, surtout, le temps de la présentation de cet outil.

Nous avons continué, un petit peu, d'une part, à présenter cet outil, dans les différents territoires, à l'utiliser pour être un support de débat public, un support de sensibilisation également et un support d'accompagnement, par la suite. Nous avons rencontré, à un moment, LE BASIC, sur le quai d'une gare, pour plein d'autres choses. Ce sont

des rencontres qui peuvent changer pas mal de choses. Nous nous sommes constitués en comité de pilotage, pour nous dire qu'il y avait vraiment matière à réaliser un outil puissant, robuste, en s'appuyant sur cette première version et qui permet d'avoir des données bien plus fines et qui permettent de projeter, sur le territoire, ces différents éléments.

Nous avons constitué tout cela. Nous avons cherché des partenaires financiers, des partenaires techniques qui sont au sein d'un comité technique, des spécialistes de la statistique agricole, notamment. Il y a aussi tout un gros travail à réaliser par LE BASIC, en lien avec l'ensemble des Instituts Techniques Agricoles, notamment, pour de la contre-vérification : vérifier que tout ce que nous sortions des données publiques et de leur agencement, dans cette base de données, avaient du sens et étaient cohérent. Un comité de pilotage avec LE BASIC, Bureau d'Analyse Sociétal pour l'Information Citoyenne, TERRE DE LIENS, la Fédération, TERRE DE LIENS Normandie également. Et puis, un troisième partenaire, dans ce comité de pilotage, qui est la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, qui a été aussi associée au cours du projet. Je vais en rester là, pour cette présentation très succincte de l'historique de l'outil, de la préhistoire de cet outil PARCEL. Je vais laisser la main à Christophe, pour nous présenter, un petit peu plus, qu'est-ce que cela donnera. Un dernier élément : là, c'est vraiment une avant-première. Vous ne vous rendez pas compte de la chance incroyable que vous avez d'identifier, de voir qu'est-ce que ce sera. Il sera en ligne en octobre prochain.

## Christophe ALLIOT – Bureau BASIC

Merci beaucoup Damien. Bonsoir tout le monde. Pour me présenter en deux mots : Christophe ALLIOT, comme disait Damien, du BASIC. Je suis presque sûr que vous ne me connaissez pas ou peut-être de manière détournée. BASIC, pour Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne. Nous sommes un bureau d'études à statut coopératif. Nous sommes une société coopérative d'intérêt collectif, qui est une plate-forme qui rassemble l'acteur de la société civile, le chercheur, une personne

dans le monde académique, le journaliste indépendant. Nous sommes 7 salariés. Nous essayons de mutualiser une expertise sur la question des filières des chaînes de valeur et leurs impacts sociaux, environnementaux, sanitaires.

Quand nous prenons un sujet, nous allons décrypter du producteur au consommateur, dans l'alimentaire, mais pas que, aussi bien dans le textile, dans les ressources fossiles : qu'est-ce qui se joue, comment se répartit la valeur, comment elle se crée, qui la capte et quelles en

sont les conséquences et dans quelle mesure les citoyens, le système de sécurité sociale, les pouvoirs publics subissent les conséquences de la façon dont tout cela s'organise. C'est notre métier de base. Nous faisons, à la fois, de l'analyse quantitative et qualitative, pour la société civile et pour les pouvoirs publics, à l'échelle française et internationale, pour la moitié de nos travaux, à peu près.

Donc, je vais vous montrer cet outil, en avant-première, qui est quelque chose en plus, que nous commençons à développer au-delà des études que nous faisons. C'est des outils qui restent dans le temps, qui sont permanents et qui permettent d'outiller de l'action de terrain et de pouvoir faire un effet de levier et accompagner la transition écologique et sociale, parce que nous faisons des études et travaux avec pour finalité des changements qui puissent être mis à l'œuvre. L'outil que je vais vous montrer, il assemble 3 dimensions. Cela va être un outil complètement libre d'accès, ouvert à tout le monde, à partir d'octobre. Et cela va permettre de voir quel est l'impact de 3 choix : une relocalisation de l'alimentation, sur un territoire qui est redéfini, au départ... On peut en parler à l'échelle du Département. Un changement de mode de production. Nous avons limité, au début, à cause de la limite des données que nous avons disponibles à l'agriculture biologique, que nous espérons pouvoir étendre à d'autres modèles de production agricole. Et puis, un dernier choix, le changement de régime alimentaire, qui est une variation possible.

Nous allons rentrer dedans. Comme le disait Damien, nous sommes en bêta-test, qui vient de démarrer hier soir. Du coup, il y a peut-être quelques petits bugs, etc. Normalement, cela devrait à peu près fonctionner. En plus, ce n'est pas sur mon ordinateur donc nous prenons tous les risques ! Quand vous rentrez dans PARCEL, vous avez 2 parcours : un premier où nous allons nous poser la question, en tant que consommateurs, par rapport à son alimentation et quelles vont être les conséquences, mais nous avons un deuxième parcours. Je n'aurais peut-être pas le temps de vous le montrer, mais qui va être à disposition : nous allons prendre une surface, cela peut être 80 ha, par exemple, et de se poser la question « qu'est-

ce qu'on peut faire avec ».

Nous allons entrer plutôt dans le premier parcours, rapidement, pour que vous voyez ce que cela donne. Quand vous rentrez, toutes les données sont régionalisées. Je vais vous prendre un exemple. C'est parce que c'est ma ville natale... Nous allons rentrer sur Nantes. Et puis, pour vous montrer que l'outil est assez modulaire, je vais prendre une des communes, pour ceux qui connaissent la région, Rezé qui est une des communes de l'agglomération, juste au Sud de Nantes. Vous pouvez rassembler, ainsi, autant de collectivités que vous voulez. Vous voyez : il y en avait deux. Nous pouvons prendre un EPCI, qui vont être pré-rentés dans l'outil ou des parcs naturels régionaux, par exemple.

Une fois que nous avons fait cela, dans PARCEL, nous choisissons la population. Je vais vous montrer la partie la plus simple, avec la population du territoire, mais, sachez que nous pouvons rentrer un nombre de couverts, pour des établissements. Pourquoi vous avez un détail pareil ? Vous voyez des établissements, des maternelles jusqu'aux hôpitaux ou aux EPAD, potentiellement. C'est parce que les données sont calées sur les données INSEE de la population et la consommation alimentaire est calée sur le profil homme-femme et sur le profil de l'âge, ce qui change énormément, en fonction de ces données. Pour l'instant, ce que je vous propose, c'est que nous allons rester sur toute la population, même que nous allons faire un test. Nous pouvons aussi carrément spécifier le nombre de personnes que nous voulons.

Nous allons rester sur toute la population du territoire. Puis, nous allons faire 2 choix. Je vais en faire un, au hasard : c'est quelle est la part que nous avons envie de manger en bio. Nous allons nous mettre, par-là, à 17 %, par exemple. Et après, nous faisons un choix : soit nous restons sur le régime alimentaire actuel, où nous avons 2 modes de réduction (un où nous allons réduire de 20 % la consommation de produits animaux et l'autre où nous allons réduire plus drastiquement). Un taux de 60 %, cela correspond à des scénarios de prospective qui existent. Chacun de ces régimes alimentaires est calé sur des scénarios de prospective, qui font... je ne vais pas dire qui

font consensus, mais, en tout cas, qui sont assez répandus, aujourd'hui. Nous allons revenir là-dessus.

Voilà ce que vous donne PARCEL, en direct. Les impacts vont être en termes de nombre d'hectares à mobiliser, pour pouvoir satisfaire les demandes alimentaires, le nombre d'emplois agricoles – là, nous sommes aussi bien sur les agriculteurs que sur les travailleurs agricoles – et d'impact écologique. Il y en a plusieurs. Vous allez voir le détail. Mais, grosso modo, ce qu'il faut avoir en tête, c'est que nous avons les 3 données qui sont régionalisées en fonction de l'endroit que j'ai choisi et en fonction de la population qui a été mise en place. Vous allez voir, tout de suite. L'intérêt et l'enjeu, pour nous, c'était que nous ne verrouillions pas les scénarios de prospective, mais que nous laissons les gens faire leur choix. Nous proposons une base objectivée, avec des données qui viennent de la statistique agricole, qui viennent des données de l'INSEE, etc. Ce sont des statistiques qui font foi. Mais, nous laissons, véritablement, les gens faire leur propre choix.

Par exemple, vous pouvez dire : « Non, moi, les légumes et les fruits... » Vous voyez, cela va, tout de suite, changer directement le nombre d'hectares, le nombre d'emplois. Désolée, nous avons encore un petit bug. Il faut que je clique sur « Commencer » pour que vous voyez que cela va changer aussi la question des impacts qui vont avec – vous voyez - qui se sont améliorés. Nous sommes passés de 28 à 37 % de réduction des gaz à effet de serre associés. Si je vous fais un autre changement, pour que vous voyez, je peux aussi de choisir de réduire beaucoup plus drastiquement ma consommation de produits animaux. Là, vous voyez que cela va venir changer pas mal d'éléments. Vous voyez cela bouge, en fonction des simulations que nous faisons.

Surtout, nous avons essayé de le faire de manière pédagogique pour... Nous sommes au croisement, un peu, de vos sujets de l'après-midi, si j'ai bien compris. C'est, à la fois, les données, comment on peut les articuler, pour faire des estimations qui ont du sens. Mais, cela peut être un outil de concertation. Nous avons essayé de faire des choses qui sont parlantes, parce que 490 000 hectares, pour la plupart d'entre nous, ce n'est pas très parlant. Nous l'avons mis, vous voyez, en « place de parking », « terrain

de foot » et « Paris intra-muros », pour avoir, à peu près, quelques ordres de grandeur de ce que cela peut donner.

L'autre chose que nous avons fait aussi, pour faire un petit focus, cela ne marche pas encore, nous avons les données, mais il faut juste que nous les branchions... Vous allez pouvoir situer cette surface, par rapport aux surfaces de la Région actuelle, telle que la Région a, aujourd'hui, comme données répertoriées, comment sont utilisés les hectares agricoles. Là, c'est Charente-Maritime. Ce n'est pas les bons chiffres. Et vous pourrez tout de suite positionner : est-ce que cela veut dire qu'il faut prendre toute la Région, plus, moins et pareil, par rapport aux terres agricoles disponibles, sur les communes qui ont été sélectionnées. Et puis, vous avez aussi les surfaces non agricoles. Cela permet aussi de vraiment voir les grands équilibres.

Surtout, ce qui est intéressant, après, c'est d'avoir des représentations un peu plus graphiques... Voyez, voilà des représentations graphiques de ce que cela donne, avec une décomposition en produits. Je vais un peu vite, mais, l'idée, c'est que les gens puissent jouer avec l'outil et voir par eux-mêmes. Tous les enjeux de méthodologie, les sources d'informations et tout, sont disponibles. Je ne vais pas dessus, mais, à n'importe quel moment, les gens pourront aller dessus, pourront cliquer... Il y aura le lien direct vers les statistiques que nous avons utilisées. Il y a l'explication de la formule de calcul qui n'est jamais très compliquée, pour que les gens comprennent comment nous passons, tout simplement, de l'un à l'autre et que tout cela soit le plus transparent possible.

Une fois que vous avez compris les surfaces, je vous montre une dernière chose et j'en ai fini là : les emplois. De la même façon, autre très gros enjeu qui est celui de l'emploi agricole. Nous espérons que dans un futur... PARCEL, ce n'est pas une fin en soi là. C'est une première étape. Nous espérons pouvoir intégrer aussi les emplois le long de la chaîne. Nous sommes en train de travailler là-dessus, avec l'IDDRI, en ce moment : industrie de transformation agro-alimentaire et puis même distribution. Et puis, nous avons les impacts. Pour l'instant, emploi, ce n'est qu'agricole.

Et les impacts, je vous ai montré que le climat. Mais, en fait, nous en avons plus et pareil, il bouge en fonction des choix de régime alimentaire et de passage en bio

que nous faisons. Vous voyez, nous avons aussi bien les enjeux de climat et d'air, de biodiversité, de déforestation importée, de protection de la ressource en eau et puis de protection du sol et de la qualité du sol. Voilà, à grosse maille, ce que fait l'outil.

Un mot de conclusion, pour dire une chose : un outil, c'est toujours un peu fascinant, quand on le montre ainsi. Encore une fois, un outil, c'est une brique qui doit être mise entre les mains d'acteurs locaux, entre les mains d'un dispositif, d'une mécanique, d'un processus de changement qui est là et entre les mains des acteurs. Pour nous, c'est un peu l'aventure qui va démarrer à partir de maintenant. C'est de voir comment est-ce que cette brique, que nous mettons à disposition, peut prendre du sens et peut aider ou pas les projets alimentaires territoriaux et pleins d'autres initiatives, qui ont lieu dans les Territoires.

Dernier élément aussi : nous sommes très conscients - parce que nous travaillons là-dessus, côté du BASIC, mais assez proche avec la FNAB et TERRE DE LIENS - que là, nous vous montrons quelque chose qui relie les 2 bouts de l'équation, le bout production agricole et le bout consommation. Mais, nous sommes en train de travailler, en ce moment, sur monter un projet de recherche, avec AGRO PARIS TECH, pour pouvoir donner... Cela ne va pas être tout de suite. Cela va nous prendre un ou deux ans de recherche, je pense... mais pouvoir matérialiser les flux du producteur au consommateur, pour un Territoire. Nous aimerions bien pouvoir donner, entre les mains des élus et des acteurs locaux, la capacité de comprendre,

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Petite question : vous avez identifié différents types de variables. Il y en a une qui me vient en tête : la consommation du sol, l'étalement urbain, qui vient, notamment, fragmenter les espaces agricoles et leurs fonctionnalités. Est-ce que vous y pensez? Sachant que cela peut être un très bon argument pour venir sensibiliser davantage.

dans quelle mesure, la production agricole du Territoire échappe au Territoire, part complètement dans des filières nationalisées ou internationalisées, inversement, qui s'approvisionnent de cette façon-là, que le consommateur final est complètement déconnecté, dans quelle mesure il est connecté et surtout de comprendre où cela se joue, pour pouvoir permettre aux acteurs locaux de développer des stratégies, de se rendre compte où sont les points chauds, quelque part, et où est-ce qu'il y a des bascules qui sont possibles et pas seulement de comprendre les flux, mais de comprendre les modèles économiques, pour savoir un peu quels sont les impondérables, qui pèsent sur les industries, qui pèsent sur les distributeurs et autres, pour savoir quel langage il faut parler, comment nous pouvons appuyer là où il faut, pour pouvoir retisser ce lien qui s'est distendu très fortement entre les Territoires et nos filières alimentaires. Voilà en quelques mots, pour des perspectives futures.

## Christophe ALLIOT

Exactement. Cela fait partie, justement, des étapes d'après, mais que TERRE DE LIENS, en Normandie, a commencé à regarder : c'est comment nous sortons des informations de l'outil, pour aller les brancher sur des outils de visualisation, à la parcelle cartographique, et de pouvoir développer des stratégies qui vont être spatialisées, parce que c'est dans les ordres de grandeur. Mais, ce qui devient intéressant, c'est quand nous venons le brancher, notamment, nous avons un bout de financement de l'agence de l'eau Seine-Normandie, là-dessus, parce qu'un de leurs grands enjeux, c'est comment est-ce que nous venons mettre ces chiffres et leur donner du sens,

## Marc NIELSEN

Merci. Nous prendrons les questions du public après, si vous voulez bien. Je laisse la parole à Bernard DE MONTY, qui va présenter ce que vous faites au niveau de l'Agence d'urbanisme, qui sera un peu le pendant plus concret de ce qui a été présenté jusqu'à maintenant.

## Bernard DEMONTY - Agence d'Urbanisme des agglomérations de Moselle

Bonjour. Bernard DEMONTY de l'Agence d'Urbanisme des Agglomérations de Moselle, c'est-à-dire de Metz, pour ceux qui viennent de loin. Je vais passer à l'étape suivante, une fois que tout le monde est bien convaincu. Il suffit de dire « convertisseur de PARCELLES », parce qu'il faut trouver des terrains, pour convertir l'agriculture. Cela ne va pas sans convertir des parcelles. Le Territoire de Metz Métropole, sur lequel nous travaillons, fait 44 communes, environ 30 000 hectares, dont 12 500 hectares de SAU, 8 000 hectares de forêts. Vous voyez : il y a quand même un bon espace presque rural, autour de la ville de Metz, qui est sous la gouvernance de Metz Métropole. C'est une chance. Dans la SAU, il y a 9 000 hectares de SCOP et 3 300 hectares réservés à l'élevage bovin. Si vous faites le calcul, il reste 200 hectares pour autre chose et, là-dedans, vraiment, il ne reste plus que quelques hectares pour faire des légumes, quelques fruits... Il ne reste plus grand-chose. Tout cela s'explique : nous sommes le premier port céréalier et fluvial de France, nous sommes sur la Moselle, direct Rotterdam, marché mondial. Ce n'est même transformé. Il n'y a pas un moulin, il n'y a pas une huilerie

par rapport à une vision cartographique, et, notamment, une visualisation des aires de captage, pour pouvoir, justement, protéger leurs ressources en eau. C'est un des usages que nous pouvons imaginer, sur la cartographie, mais c'est fondamental, parce que ce n'est pas juste, pour une Communauté de Communes ou une Métropole, prendre toutes les surfaces disponibles autour. Il y a une question de coopération entre Territoires. Cela ne fait qu'ouvrir la boîte des questionnements. Mais, par contre, clairement, oui, l'interface, nous sommes en train d'y travailler.

sur le Territoire de Metz Métropole. Tout va directement aux Pays-Bas. Nous avons un abattoir Charal, spécialisé en steak haché. C'est presque une caricature. Nous n'avons presque pas besoin de cet outil, pour convaincre qu'il faut changer de système. Nous sommes sur de l'exportation massive. Nous n'imaginons même pas que nous pourrions manger quelque chose de local. Nous étions à ce stade, il y a encore une dizaine d'années. Maintenant, nous commençons à l'imaginer.

En 2013, nous, Agence, nous commençons à parler de gouvernance alimentaire. À l'époque, c'était le terme que nous utilisions et nous pointons ce problème structurel, auprès de la Métropole. Nous disons : « Là, il y a quand même quelque chose. Alors, il faudrait trouver de l'espace pour changer un petit peu le type d'agriculture. » Nous constatons quand même qu'il est difficile de reconverter ou diversifier les grosses exploitations céréalières, les gros élevages. Nous recherchons ailleurs, et nous avons, sur le Territoire, un coteau enfriché, le versant rive gauche de la Moselle qui est enfriché sur des centaines d'hectares. Nous allons travailler là-dessus. C'est des friches agricoles.

Avant, c'était de la viticulture jusqu'à la fin de la guerre de 1914. Puis, cela a été reconverti plus ou moins en verger. Mais, cela prenait un peu de plomb dans l'aile et puis un peu d'élevage. Cela a terminé en friche. Voilà pour l'historique.

Nous y allons sur une approche assez «agence d'urba», en multipliant les couches, en faisant des calculs, etc. Et nous trouvons 700 hectares, c'est-à-dire 6 % de notre SAU, de friches intéressantes à étudier. Là-dedans, nous en sortons 300 hectares qui pourraient convenir à une reconversion agricole, au sens où sur le reste des hectares, il y avait des intérêts environnementaux, des intérêts pour du jardin potager, jardins familiaux, etc. Voilà, il reste environ 300 hectares. Mais, là, nous nous heurtons à un problème énorme de foncier. Nous sommes sur un foncier, comme nous disons chez nous, «en lame parquet». Ce sont de toutes petites parcelles, avec des propriétaires... L'impôt n'étant pas recouvré... Sur de si petites surfaces, nous ne savons plus qui c'est.

L'enfrichement est fort. C'est quand même assez coûteux. Il n'y a plus d'exploitation qui a l'habitude de travailler ce genre de Territoire, en côte ou si peu. Il manque de dynamique. Nous avons besoin, en gros, d'une animation foncière : cela demande du financement, cela demande des partenariats, cela demande une gestion de la compétence, parce que nous avons, sur le Territoire, un pan sur 100 hectares de ce coteau. C'est compétence Conseil Général, départemental. Et puis, est-ce que c'est la Métropole? Est-ce que c'est les Communes qui doivent prendre la main? Finalement, rien ne se passe. Mais, nous avons quand même, à cette occasion, vraiment sensibilisé les élus, qui se sont quand même dits, à ce moment-là : «L'agriculture rentre dans notre champ. Si pas d'action, parce que nous n'agissons pas encore vraiment, mais, dans notre champ de réflexion.» C'est vraiment à ce moment-là que l'agriculture a pu rentrer dans le discours politique. C'était déjà un grand pas.

Tout cela mûrit. En 2018, l'année dernière, Metz Métropole se lance dans un PAT, dont une des facettes... je ne vous brosse pas l'ensemble du PAT, mais, une des facettes, c'est d'installer un espace test agricole, sur une ancienne base aérienne, pour tester trois maraîchers qui restent là, 2 à

3 ans, avant de repartir dans la nature. Justement, nous espérons qu'ils ne repartent pas trop loin. Nous avons investi sur eux. Donc, nous souhaitons les garder sur le Territoire de Metz Métropole. Eux-mêmes, s'ils ont pu se faire un début de chalandise, ils souhaiteront rester aussi. Se repose, à nouveau, la question : où allons-nous le faire ? Où allons-nous les installer, dans 3 ans, quand ils sortiront de leur espace test agricole? Là, nous nous disons : «Les friches, il faut au moins 15 ans avant de dégager des espaces suffisants. Nous allons chercher ailleurs et nous allons chercher autrement.»

Là, nous allons prendre la méthode LOW TECH, la connaissance du terrain, nous ne connaissons pas mal notre terrain, parce que nous faisons des PLU et nous allons voir les Maires, nous leur disons : «Nous avons vu ce terrain-là. Mais, vous pensez peut-être à un autre, etc.» Et nous essayons de flécher, comme cela, une série de terrains. La première réaction des maires est très positive. Nous nous rendons compte que, vraiment, aujourd'hui, dans un village, autour d'une agglomération, un village de 1000 habitants, quelque chose comme cela, avoir son maraîcher, ce sera comme d'avoir un boulanger. Ce discours-là, il y a 10 ans, nous ne l'entendions pas. Vraiment, ce sera un plus pour leur village. Très bon accueil.

Et nous trouvons des terrains, des délaissés de projets urbains, des terrains gelés, parce qu'il y a une conduite de gaz, parce qu'il y a une ligne électrique, etc. C'est du second choix, tout cela. Mais, nous sommes contents, parce que nous n'avions rien, jusque-là. Des terrains aussi, où nous les débloquons, parfois, politiquement, parce qu'ils avaient un projet, le projet ne peut pas se faire pour X raisons, et puis, là, nous revenons avec quelque chose que nous pouvons nommer «projet». C'est un nouveau projet, un projet agricole. Donc, cela marche pas mal. Nous retrouvons aussi quelques friches, mais sur des parcelles beaucoup plus grandes, donc beaucoup plus faciles à gérer, déjà, d'un point de vue foncier. Et puis, les Maires, ils connaissent tout, ils peuvent nous dire : untel, il serait peut-être vendeur, il faudrait voir... Nous faisons le point avec eux. Comme cela, nous approchons environ 300 hectares. Il y en a 130, sur lesquels il y a possibilité de faire quelque chose et, là-dedans, il y en a une petite

trentaine, où il faudrait juste débloquer, acheter ou mettre en œuvre. Ils sont quasiment disponibles.

Après, nous sommes Agences d'Urba, nous ne pouvons pas passer à l'étape suivante qui est «on achète». Cela permet de rassembler ces terrains, en 7 secteurs, qui rassemblent, chacun, quelques parcelles, sur lesquelles il y a moyen d'entrevoir un projet agricole, un ou plusieurs projets agricoles parfois. Quel projet agricole? Première chose, nous allons voir le sol, maintenant. Nous faisons un petit test de sol. C'est Léa, qui est ici, dans la salle, qui mène tout ce travail, et qui a, notamment, fait les tests de sol. Elle est agronome, de Nancy. Metz peut quand même travailler avec des gens de Nancy. Là, les sols lorrains sont souvent lourds, parfois très lourds. Les sols sableux, pour le maraîchage, puisque nous avons des maraîchers. En espace test agricole, ils sont surtout dans les manuels scolaires, et ils se sont fait beaucoup manger par l'urbanisation et par les sablières. Donc, il faut peut-être réfléchir à d'autres projets agricoles. Pourquoi pas du petit élevage, de la volaille, des chèvres, de l'arboriculture ou alors, sans doute aussi, du maraîchage, mais dans des conditions, qui ne sont pas celles du manuel, il faudra un petit peu s'adapter.

Là, nous sommes au niveau du projet agricole, qui doit correspondre, en fait, si nous nous résumons, à un besoin alimentaire local. Nous allons quand même simplifier en disant, que ce besoin est exprimé économiquement, mais il faudra quand même qu'il y ait un retour économique, pour que l'exploitation tienne. Nous sommes passés par les Maires. Donc, il faut aussi voir quels sont les souhaits du Maire, quel type d'exploitation... Si nous venons en disant : «Nous avons des maraîchers sur l'espace test et puis qu'au final, il a des chèvres, peut-être que cela ne lui convient pas du tout.» Nous avons le potentiel des parcelles. Le projet doit correspondre au potentiel agronomique des parcelles et puis à l'envie et aux compétences d'un porteur de projet. C'est tout cela qu'il va falloir régler et, comme on le disait, ce matin, un peu tout en même temps. Nous ne pouvons pas le faire, l'un après l'autre. Là, nous sommes devant cette étape, aujourd'hui, pour concrétiser.

J'en reviens sur le souhait des Maires et à une question qui se pose régulièrement en mairie : bio ou pas bio? À partir

du moment où ils sont responsables, même derrière Metz Métropole, même indirectement de l'installation d'une exploitation, en bordure immédiate de leur village ou de leur quartier, la bio, c'est peut-être une garantie que tout ce que nous pouvons encore trouver à redire, sur les pesticides. Tant que c'est l'agriculture qui est là depuis 5 générations, il est là. Quand ce sera : «M. Le Maire, c'est vous qui avez amené les pesticides, derrière chez moi?» Cela risque de coïncider. Cela devient politique.

Nous, en tant qu'Agence, nous nous rendons compte que nous devons apporter une stratégie foncière et une stratégie agricole, mais les deux, liées ensemble, et pour chaque parcelle, quelle disponibilité, comment la mobiliser. Pour que cela aille plus loin, c'est vraiment parcelle par parcelle, que nous devons arriver chez Metz-Métropole, en disant : «C'est cela, maintenant, que vous devez faire. Si vous voulez cette parcelle, c'est cela qu'il faut faire. Et si vous voulez avoir une stratégie foncière au-delà de cela, nous avons un noyau de quelques parcelles, qui est peut-être encore un peu insuffisant, mais c'est là qu'il faut faire de la veille foncière. Donc, il faut se mettre en partenariat avec la SAFER et TERRE DE LIENS. Et si un jour, vous voulez quand même aller sur les coteaux, que nous avons laissés un peu de côté, maintenant, c'est maintenant qu'il faut investir : investir dans l'animation foncière, investir dans le foncier, directement, racheter.» Si nous arrivons à faire cela, je pense que nous pourrions débloquer un peu la situation, qui avait tendance à s'enliser. Mais, nous ne sommes plus vraiment dans des schémas informatiques. Nous sommes vraiment sur du sensible. Dès que nous touchons du foncier, nous sommes vite sur du sensible, d'ailleurs.

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a déjà des questions dans la salle ? Oui.

## Participante

Moi, j'avais une petite question à vous poser, par rapport à la classification des parcelles, dans les PLU, et notamment à la classification A, dans les friches, et N, parce que, souvent, les friches anciennement viticoles sont, après plusieurs années d'abandon, classées N, et c'est apparemment compliqué

de faire le passage inverse : remettre des parcelles classées naturelles en agricole et un projet. Nous, c'est les freins que nous rencontrons : une frange a été classée naturelle, nous aimerions repasser en agricole et ce n'est apparemment pas si simple.

## Bernard DEMONTY

Cela peut peut-être poser des problèmes à l'agriculteur, en viticole, effectivement, parce qu'il y a aussi le problème du classement AOC, s'il est territorialisé ou non, parce que certains ne sont pas territorialisés, certains le sont. Là, cela peut poser problème. D'un point de vue PLU, ce n'est pas un problème de reclasser du N en A. C'est une question de volonté politique. C'est une question de projet. Nous, nous avons une chance, pour le moment : nous sommes à la veille d'une PLUi. Donc, nous allons pouvoir gérer cela globalement et nous allons pouvoir dire : « Quel est votre projet pour cet endroit ? Est-ce que vous retenez le

projet agricole ou non ? » Mais, c'est sûr que sur du viticole, cela peut être un problème. Sur d'autres exploitations, je suis moins sûr que ce soit un problème d'être en N. C'est un problème si le règlement N prévoit que nous ne puissions pas construire de bâtiment, alors qu'il y a besoin d'un bâtiment... Oui, c'est par rapport à cela. Oui, voilà. Méfiez-vous des classements A, avec un petit P, comme paysage, qui interdisent aussi les bâtiments. Après, c'est une question de règlement.

## Marc NIELSEN

Est-ce qu'il y a une autre question ? Oui. Mélanie BRILLAND.

## Mélanie BRILLAND – Le Havre Seine Métropole

Désolée. C'est encore moi : Communauté Urbaine du Havre. Les 2 témoignages sont intéressants, dans ce que ce à quoi cela peut nous servir, dans l'animation territoriale que nous faisons au niveau des intercommunalités, en direction des Maires, à l'échelle des Communes. La Communauté Urbaine du Havre, c'est 54 communes, 275 000 habitants. Nous connaissons le convertisseur alimentaire, que TERRE DE LIENS Normandie avait développé et qui nous a permis, dans le début, où nous avons commencé à parler « agriculture alimentation » sur le Territoire, d'utiliser des chiffres concrets, de réagir sur des chiffres. L'utilité, elle est vraiment là.

Ce que je trouve vraiment intéressant, dans ce que vous avez développé, c'est le fait de pouvoir... dans l'accompagnement que nous faisons, actuellement, des Communes, sur la restauration scolaire, de pouvoir

concrètement montrer ce que cela veut dire, les 20 % de bio, en 2022, parce que nous sommes questionnés là-dessus, ils nous disent : « La loi alimentation dit « il faut 20 % de bio », mais nous ne les avons pas les 20 % de bio. » » Oui, nous le savons que nous ne les avons pas. Mais, concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est vachement intéressant, parce que nous leur disons, à côté : « OK. 20 % de bio. Mais, allez dans la réduction de la proportion de protéine végétale, dans vos menus. » Et là, nous allons pouvoir démontrer. Nous allons l'utiliser très rapidement, de manière très opérationnelle, chez nous.

Et par rapport au témoignage de Metz, pour rebondir, je trouve super intéressante l'idée d'avoir des maraîchers comme des boulangers, sur sa commune. C'est vraiment vrai et de le dire comme cela, je pense que c'est marquant, dans l'esprit des Maires, et nous voyons que c'est cela

qui se passe sur les Territoires. Effectivement, nous avons beau nous dire : « Il faut des Observatoires, des choses comme cela. » Il n'y a rien de plus vrai que d'aller voir le Maire, sur sa Commune et de pouvoir dire : « Qu'est-ce qu'il y a comme terrain ? » C'est comme cela que les projets émergent. Nous aussi, nous avons un espace test agricole chez nous et nous sommes dans cette démarche, où, il y a une dynamique d'accompagnement à l'installation. C'est à ce moment-là que je fais ma petite page de promotion, puisque je vous invite tous à participer le 27 juin, au Havre : nous accueillons les rencontres nationales des espaces tests agricoles, en co-organisation avec le réseau national des espaces tests agricoles, le RENETA. Nous parlerons

« transition agricole des territoires ». Nous parlerons de la place du test d'activité agricole, qui est un système un peu innovant, justement, d'accompagnement à l'installation de nouveaux profils sur les Territoires, dans la dynamique globale que cela peut amener, en termes de transition, sur le Territoire, et le fait d'avoir des projets un peu multi-acteurs qui permettent, comme nous parlions, ce matin, de faire du lien des acteurs et d'avancer sur cette thématique, tout en étant dans la théorie et le concret, en même temps. En tout cas, c'est comme cela que cela a fonctionné, chez nous.

## Marc NIELSEN

Merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? En attendant, j'en pose une à Bernard. Nous sentons que vos actions sont sur le foncier, sur l'agricole, qu'il y a tout un travail de sensibilisation, de dialogue avec les acteurs. Est-ce que vous êtes aussi du projet agricole jusqu'au projet alimentaire ? Vous l'ouvrez jusque-là, sachant cela peut être une façon d'ouvrir le débat, de sensibiliser, peut-être, davantage et d'arriver avec plus d'arguments ? Est-ce que l'AGURAM fait ce pas ou pas ?

## Bernard DEMONTY

Il le fait, puisque nous nous inscrivons dans le projet de PAT. Nous sommes le volet foncier du projet de PAT et nous essayons toujours de nous accrocher à ce projet de PAT. Cependant, nous ne sommes pas Agence de développement. Il y a une séparation des rôles, sur l'Agglomération, qui est bien précise, entre Agence de développement, Metz Métropole et nous-mêmes, Agence

d'urbanisme. Nous essayons de ne pas aller trop sur les plates-bandes des voisins. C'est peut-être pour cela que je parle moins d'alimentation et plus de spatialisation. Mais, entre acteurs, nous travaillons ensemble au même projet. C'est peut-être notre faiblesse. Mais, c'est comme cela que cela se passe.

## Marc NIELSEN

D'accord. Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Un retour depuis votre Territoire ? Quelque chose qui vous inspire ? C'est trois quarts d'heure par table ronde. Il nous reste 3 minutes. De toute façon, c'est assez court. Oui, nous avons une question.

## Hélène BEZOMBES – Chambre d'agriculture du Loiret

Bonjour, Hélène BEZOMBES, de la Chambre d'Agriculture du Loiret. Je suis en charge du développement d'une plateforme d'appro local que certains de vous connaissent peut-être. Il y a certaines chambres qui travaillent sur les plates-formes agrilocales et il y en a d'autres sur les plates-formes appro local. C'est un peu différent, au niveau du fonctionnement. Mais, l'enjeu principal, c'est l'approvisionnement local de la restauration collective. C'est fortement lié à la loi Egalim, de laquelle vous parliez

indirectement. Je voulais savoir, par rapport à l'outil, surtout. Je n'ai peut-être pas tout compris. Vous parlez de relocalisation de l'alimentation. Est-ce qu'il y a une partie où nous pouvons jouer sur le lieu d'où nous commandons les denrées alimentaires, par exemple, pour la restauration collective. Par exemple, si je commande, dans mon Département ou dans les régions voisines, quel impact et quelle différence d'impact cela aura sur tous les éléments que vous avez cités : la biodiversité, l'emploi, etc. ?

## Christophe ALLIOT

Dans l'outil, nous ne pourrions pas spécifier cela, dans l'interface telle qu'elle est faite. Mais, il y a 2 niveaux, dans l'interface telle qu'elle est faite. Par contre, je ne vous ai pas montré, c'est qu'il y a un niveau de détails de chacun des produits. À l'intérieur, nous voyons la partie. Dans les légumes, dans les fruits, vous pouvez vraiment redescendre pour voir un peu ce que cela représente, à chaque fois. C'est important par rapport au débat sur l'autonomie alimentaire. Nous sommes transparents sur «quels sont les produits qui viennent du Département, de la Région et du niveau national». Pourquoi? Parce que nous faisons cela à partir des statistiques actuelles. Du coup, nous faisons une projection de ce qui peut être relocalisable, en fonction de ce qui est déjà, actuellement, localisé, ce qui est déjà en production agricole, aujourd'hui. Dit autrement, il se peut que nous n'ayons pas de production d'olives ou d'huile d'olives dans le Nord-Pas-de-Calais. Auquel cas, cela va quand même apparaître. Mais, cela va apparaître quand vous allez rentrer dans le détail. Vous verrez que cela doit venir d'ailleurs, au niveau national. Mais, nous avons regardé : quasiment tous les produits peuvent venir des nouvelles Régions, telles que les nouvelles Régions ont été définies. Nous ne sommes

## Damien ROUMET

Juste pour préciser certaines des plus-values de cet outil. Nous avons une première qui est essentielle, c'est d'agir sur les 3 leviers de la durabilité, que nous considérons, en tout cas, comme levier de la durabilité. Cela répond aussi, en partie, à une des problématiques émises, ce matin, par rapport à certaines visions qui peuvent être dogmatiques, disons-le, en se disant : «Il nous faut du 100 % local, il nous faut du 100 % bio». Non, cela n'a pas de sens. Et c'est bien en poussant ces curseurs jusqu'au 100 %, que nous nous rendons compte que, nécessairement, si nous voulons 100 % de bio et que nous ne changeons pas notre régime alimentaire, de fait, nous explosons la surface nécessaire pour nous nourrir. C'est quelque chose d'assez basique et simple, quand nous le disons comme cela. De le voir, de l'entendre et de pouvoir le faire bouger, c'est autre chose. C'est un premier élément qui est assez central et qui est

pas très loin de cette possibilité.

Je dis tous les produits : nous avons mis de côté tout ce qui est «produits tropicaux». Ceux-là, nous n'y avons pas touché. Nous considérons qu'ils continuent à venir de l'étranger : le café, le thé, etc. Après, par rapport à votre question, ce que nous prévoyons, c'est... D'ailleurs, cette interface qui est plutôt grand-public et à visée d'être visuelle, pédagogique... Nous avons le module de calcul qui est derrière. Et ce que nous avons commencé, à discuter avec certaines collectivités, c'est la possibilité de mettre le module de calcul que nous avons mis en place, à disposition de collectivités qui auraient envie de rentrer leurs données à elles, en disant : «C'est déjà mis au niveau du territoire. Mais, ce n'est quand même pas encore exactement la réalité telle qu'elle est.» C'est un peu comme cela que nous voyons les choses avec les acteurs de la FNAB : c'est la capacité, à partir d'octobre, de pouvoir peut-être initier des choses vraiment taillées en fonction des besoins, des envies de chaque Territoire, en disant : «Moi, c'est cela que j'ai envie de relocaliser. Cela démarre par là et c'est avec ces données-là.»

aussi en lien, par rapport à ce que disait Christophe, sur le fait que ce n'est pas un scénario prospectif. Ceci étant, le calculateur permettra d'aller vers cet outil de pilotage du territoire, que nous espérons bien pouvoir sortir dans les années qui viennent, à partir de cet élément-là.

Un autre élément qui est très important aussi et qui fait, à mon sens écho, par rapport à l'exemple de la Gironde, et cela fait aussi écho à l'introduction sur la notion de durabilité, de cohérence, de solidarité, c'est le fait de pouvoir jouer sur différentes échelles, notamment, par rapport à ce que tu dis, Christophe, sur des productions très localisées ou des territoires très spécialisés ou des territoires avec très peu, de fait, d'espaces agricoles à dédier à l'alimentation, d'espaces agricoles tout court. Donc, il y a vraiment un jeu à faire, lorsque vous l'aurez dans les mains, à changer vos échelles de territoire et, de

fait, nous nous rendons bien compte que si nous prenons l'Agglo de Bordeaux, en effet, la Gironde ne peut pas nourrir Bordeaux. Par contre, si nous passons à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine - c'est un exercice que j'avais fait avec l'ancien convertisseur, mais les données sont dans les mêmes ordres de grandeur - là, par contre, nous nous rendons bien compte que oui, c'est possible, si nous prenons l'ensemble de la population et des surfaces de la Nouvelle-Aquitaine. C'est jouable et cela passe, en gros.

Après, tout cela, ce n'est pas normatif et c'est bien un outil pour engager des discussions, des solidarités et bien montrer les endroits où il est important d'agir et d'engager des plans d'action avec de multiples acteurs. Pour conclure peut-être : c'est aussi un des enjeux essentiels, en tout cas une des plus-values que nous identifions bien ici, par rapport aux enjeux que nous disions, ce matin, de culture, de projection commune, finalement, et puis de participation aussi, pour faire le lien avec la table ronde

## Marc NIELSEN

En une minute, vous avez une idée de « dans quelle mesure vous avez réussi à faire bouger les lignes au niveau local » ? Est-ce que l'impact direct de ce logiciel, de tout ce que vous avez réussi à amener, est-ce que vous avez une idée des changements, vraiment, que cela a pu opérer ou c'est trop difficile à dire ?

## Damien ROUMET

C'est très difficile. En plus, celui-ci, il n'est pas encore existant. Donc, c'est juste impossible, pour celui-ci. Non, non, c'est trop compliqué. Nous pensons que nous avons bien contribué à... Mais, nous sommes loin d'être les seuls à... C'est sûr... D'avoir permis à faire remonter cette question, cette problématique de l'alimentation locale et de la transition agricole et alimentaire. Je vais vous inviter à regarder des productions de TERRE DE LIENS. Il y a un guide pratique qui existe, qui s'appelle « Agir sur le foncier agricole, un rôle essentiel pour les Collectivités locales. » C'est plus de l'outillage. Et il y en a un autre qui est plus, justement, sur ce que nous réalisons, dans les Territoires, en tant que tel, et comment est-ce que le mouvement TERRE DE LIENS se positionne, par rapport aux problématiques de territoires et quels sont les effets des projets dans lesquels TERRE DE LIENS est appliqué, avec d'autres, bien sûr. C'est une production de notre mission d'évaluation d'utilité sociale et environnementale,

qui suit, cela permet aussi, justement, de confronter des visions de certains acteurs. Chacun, nous parlons de notre problématique. Nous sommes faits comme cela. Sans aller jusqu'à l'humain non vivant ou la biosphère, déjà réussir à comprendre l'autre humain n'est pas forcément évident. Cet outil permet de le faire en partie, par rapport à l'alimentation et par rapport à comment est-ce que nous projetons l'aménagement de notre territoire, et comment est-ce que, collectivement, nous le réalisons, à la fois, acteurs publics, acteurs privés et citoyens au sens large, habitants, également. Chacun est capable de faire ses projections, avec sa culture propre, son background. Par contre, c'est bien en confrontant toutes ces visions-là, par rapport à un Territoire que nous réussissons à identifier des leviers, des pistes intéressantes à activer ensemble.

de TERRE DE LIENS, qui s'appelle la MUSE, une collection qui s'appelle ARPENTER. Si nous allons un peu plus loin, c'est le numéro 4 qui s'appelle « Cultiver le dialogue territorial, » où nous analysons, en effet, plusieurs projets de Territoires, dans lesquels TERRE DE LIENS était mobilisée pour telle, telle, telle question, en mobilisant telle, telle, telle ou telle casquette de TERRE DE LIENS, que j'ai succinctement dressés, tout à l'heure et avec quelques éléments, justement, en termes de « qu'est-ce que cela fait bouger ou non et quelles sont les limites », même si, forcément, les effets sont très compliqués à quantifier.

Marc NIELSEN

Merci. Merci à vous trois. Nous allons passer à la table ronde suivante. Je vais donc appeler nos intervenantes suivantes. Vous verrez qu'à nouveau, l'égalité homme-femme n'est absolument pas respectée.

## Deuxième table ronde : Impliquer les habitants dans les politiques alimentaires territoriales. Comment caractériser les comportements et pratiques alimentaires ? Comment écouter et intégrer la voix des habitants ?

Jennifer BUYCK – Institut d'Urbanisme et Géographie Alpine - IUGA

Université Grenoble Alpes – UMR PACTE, Coline PERRIN – INRA - UMR Innovation - Montpellier, Anne-Laure GARCIN – Chargée de mission participation citoyenne & politiques publiques Responsable du Conseil de développement Métropole de Lyon

Marc NIELSEN

Nous allons enchaîner avec cette deuxième table, ronde qui est sur l'implication des habitants dans la politique alimentaire territoriale, comment caractériser les comportements et pratiques alimentaires et puis comment écouter et intégrer la voix des habitants. Pour cela, j'ai donc 3 intervenantes. Je vais d'abord céder la parole à Jennifer BUYCK, te laisser te présenter, puis parler de tes travaux. Nous écouterons, ensuite, Coline PERRIN, qui a des travaux qui sont similaires, en même temps, assez complémentaires, si je ne dis pas de bêtises. Et puis, nous écouterons Anne-Laure GARCIN, qui donnera plutôt un point de vue très concret, opérationnel, de terrain.

Jennifer BUYCK – Institut d'Urbanisme et Géographie Alpine - IUGA Université Grenoble Alpes – UMR PACTE

Bonjour à toutes et à tous. Je suis Jennifer BUYCK. Je suis maîtresse de conférence à l'Université Grenoble Alpes. Aujourd'hui, je vais vous parler d'une expérience que nous avons mise en place, dans le cadre d'un projet de recherche, qui s'appelle FRUGAL. Sans concertation préalable avec l'intervenante de ce matin, qui nous a parlé de Bruno LATOUR et d'ATTERIR, mon titre d'intervention... Je ne comptais pas mettre les diapos, mais je vous le prouve : «faire atterrir l'urbanisme durable». C'était sans concertation avec l'intervention de ce matin. Et je crois que l'intervenant n'est malheureusement pas dans la salle, mais qu'importe : merci de lui transmettre le fait plus tard, que j'ai choisi aujourd'hui, finalement, de mettre des images sur le discours qu'il a eu, ce matin.

En fait, quel est ce travail ? Ce travail a eu lieu dans le

cadre d'un projet de recherche, qui s'appelle FRUGAL, qui s'intéresse aux liens entre la ville, les Métropoles, et, effectivement, quelqu'un l'a dit, avant, ce que nous appelions la gouvernance alimentaire. Ce programme de recherche s'est intéressé à plein d'aspects de l'alimentation et des Métropoles. Mais, ce que j'ai mis en place, dans ce cadre, est une approche plus située, sous la forme de marches, que nous avons appelées TRANSECT. TRANSECT, ce n'est pas un terme qui vient de moi. Comme je ne veux pas citer toutes les références, j'ai choisi de les laisser là. Ces TRANSECTS, sont d'abord des marches, le fait de marcher ensemble, d'aller à la découverte d'un territoire, donc petit groupe, disons. C'est le fait de marcher dans une dynamique de mise en débat et de prospective, qui commence dès le moment où nous marchons.

Et puis, ensuite, une deuxième étape, c'est le fait de le retranscrire, de le donner à voir, en l'occurrence, là, c'est sous la forme d'une coupe et cette coupe est le support de débat. Cette méthodologie des TRANSECTS, que je ne suis pas là, du tout, pour vendre, mais qui est le support de la présentation, de ce débat, nous l'avons utilisée pour les questions alimentaires, dans le cadre de ce programme FRUGAL. Nous l'avons mis en place pour deux villes. Nous l'avons fait à Grenoble et nous l'avons fait à Caen. Nous allons le faire à Rennes. Mais, nous sommes disposés aussi à le faire dans d'autres villes... Je vous regarde, c'est parce que... Il y a Lyon aussi. Mais, qu'importe, c'est un autre sujet. Marcher, marcher le long de lignes qui sont prédéterminées, par une équipe qui va porter l'organisation de ces marches.

Qui porte ces marches? C'était des acteurs du territoire, des professionnels et des chercheurs. Selon que ce soit à

Caen ou à Grenoble, ce n'est pas les mêmes équipes qui portent. Par exemple, à Grenoble - je le dis, nous sommes entre nous - finalement, les acteurs, les techniciens ne portaient pas. Par contre, les habitants, les collectifs citoyens, les associations étaient hyper dynamiques pour organiser ces marches. À Caen, c'était l'inverse. C'était vraiment les acteurs politiques et les techniciens qui voulaient l'organisation de ces marches et qui étaient parties prenantes sur le choix des tracés. En gros, nous avons marché, dans chacun des cas, sur une journée, une grosse journée de marche. Début : vers 8h du matin. Fin : vers 16h. Mais, nous avons fait en condensé, parce qu'après, nous avons fait tout ce qui était restitution de ces marches, sous la forme de coupe dessinée carrément en live, dans un lieu emblématique de la Métropole. Marc a survécu. C'était très dense.



Dans chaque équipe, à peu près 5 personnes, en tout cas, pour Grenoble. Pour Caen, cela a été, parfois, des équipes plus conséquentes. Cela marche moins bien, plus nous sommes nombreux. Il faut changer la méthode. Si nous voulons vraiment qu'il y ait, au-delà du déplacement physique, un déplacement cognitif, mieux vaut qu'on puisse se parler dans le groupe, donc des conditions de mise en dialogue. Si nous sommes trop nombreux, il y a des sous-groupes, tout le monde ne parle pas. Qu'est-ce qui se passe pendant ces marches? Ce sont des marches qui ne se font pas juste comme des balades. C'est essentiellement à pied, effectivement, ce qui, déjà, change pas mal le regard par rapport à nos trajets habituels, nos

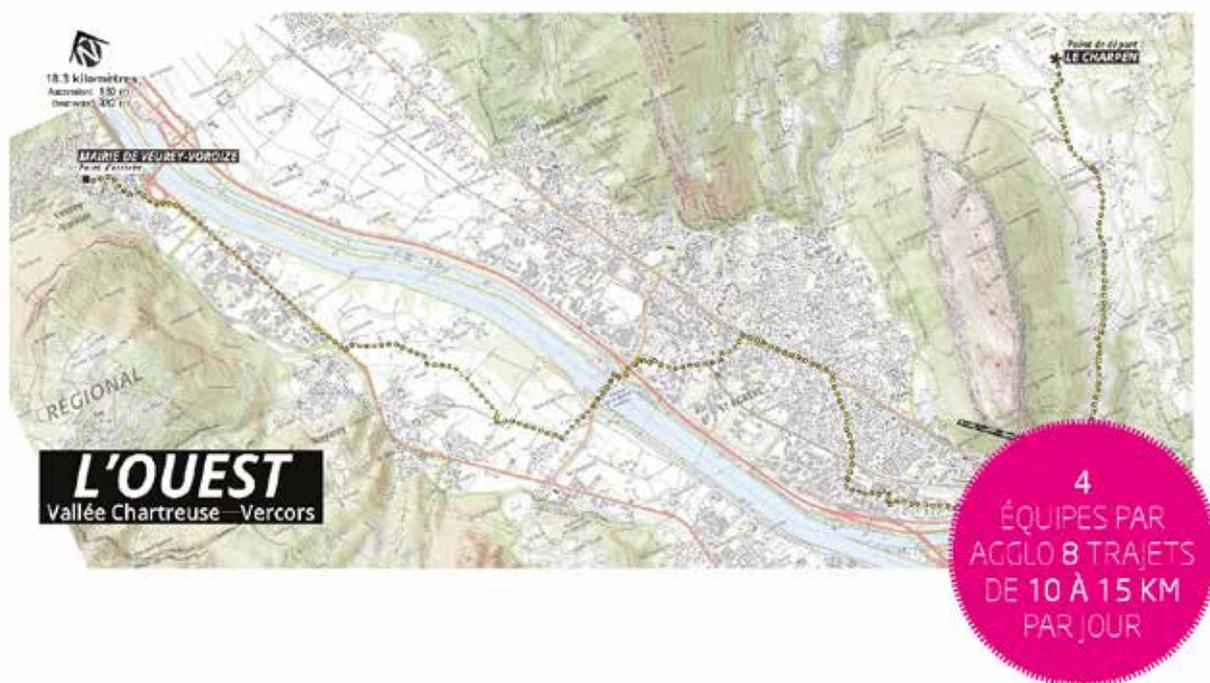
modalités de se déplacer.

Ensuite, ce qui change aussi, c'est que nous marchons en groupe, avec des gens avec lesquels nous n'aurions jamais pensé marcher. Peut-être un acteur politique, peut-être un paysan, ces petits groupes. Au début, nous sommes des inconnus. À la fin, je ne dirais pas des copains, mais en tout cas, nous nous connaissons, nous nous comprenons et nous nous sommes laissés déplacer ensemble, parce que nous nous confrontons à des réalités de territoire. Nous ne voyons pas tous la même chose et nous rencontrons des gens qui, aussi, nous interpellent, nous parlent. Nous, par exemple, nous avons ce petit truc, à Grenoble. C'était qu'à chaque fois que nous croisions

quelqu'un, c'était systématique : « Bonjour, et vous, vos courses, vous les faites où ? » Alors, il nous indiquait. Déjà nous rentrions dans la vie de la personne en un éclair. Et puis, « et en 2050, vous pensez que ce sera où ? » Et tout le monde avait un avis. C'est assez rapide, qui était très éclairant. Et puis, nous avons aussi cette petite question que nous posons de manière systématique : « Oui. Mais, là, l'agriculture autour de Grenoble, pour vous, c'est... »

Les réponses n'étaient pas mal non plus. « Et en 2050, ce sera où ? » Voilà, intéressant. Et le dernier, je ne sais pas si tu t'en souviens, c'était, si la conversation avait bien pris « et vous, à titre personnel, comment vous pourriez vous engager pour une alimentation plus durable ». En fait, tout le monde avait quelque chose à dire.

## 2. À PROPOS DU FOOD-TRANSECT : EXPLICITATION DE LA MÉTHODE L'EXPLORATION COLLECTIVE

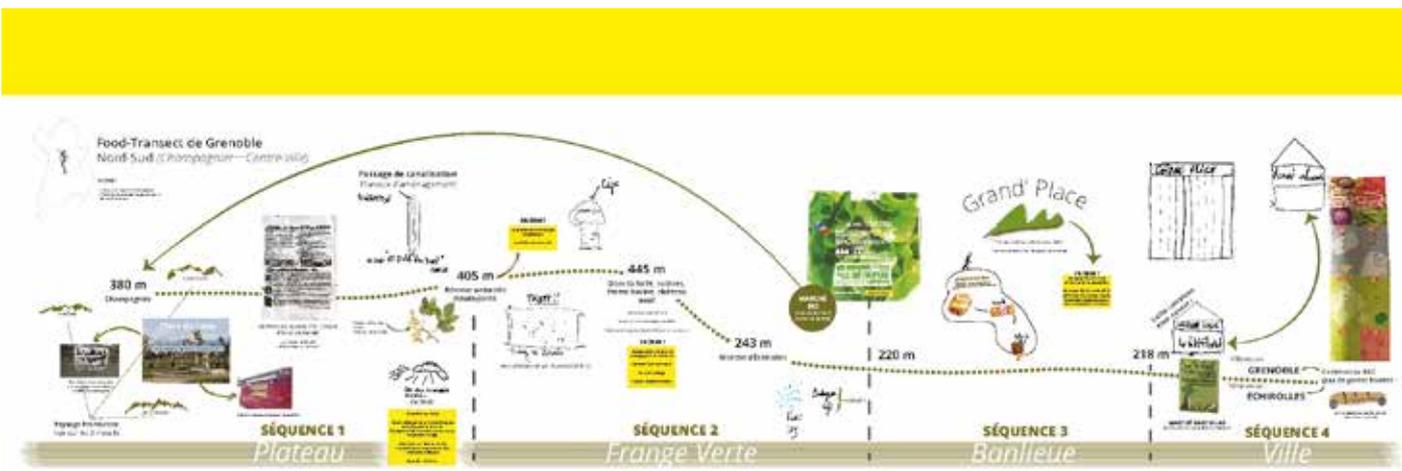


Nous récoltons, dans ces marches, des impressions, des discours, des contenus, qui peuvent être exploités par la suite, par les Collectivités locales, par les chercheurs, etc. Mais, je dirais que l'essentiel des résultats, pour moi, il nous échappe. Il est ailleurs. C'est ce qui se passe dans les équipes, dans les déplacements. En fait, nous ne pouvons pas quantifier les résultats, pour moi, parce que de là s'opèrent d'autres choses. Je ne dis pas du tout ce que j'ai prévu de dire. Je vous montre juste quelques... justement, avec Marc, dans cette équipe, voilà une descente à Grenoble : nous partons du haut de la montagne. Je ne

sais pas si tu te souviens de ce monsieur dont nous ne connaissons pas l'identité - comme cela, je ne dévoilerais pas son visage - et la conversation, avec les quatre questions, nous l'avons eue et nous avons été surpris de ses réponses. Ce monsieur aussi, tu t'en souviens, sans doute, peut-être, qui était un artisan publiciste qui rentrait chez lui et bien, chaque choix était conscient, parce qu'il nous a dit : « Ma façon de lutter contre Wall Street, c'est d'aller au marché. » Je me souviens très fortement de cette phrase. Tout était extrêmement situé dans ses choix.

Voilà les anciens territoires de l'ADAYG, du Y grenoblois, des terres qui étaient censées être protégées. Nous avons discuté avec l'agriculteur qui les tient encore et puis nous avons observé aussi quelques petites ruches, qui sont là, avec des personnes qui considèrent que les pesticides sont des crimes contre l'humanité, mais qui s'installent quand même dans un territoire, à Grenoble, qui est connu pour être le lieu où sont utilisés des pesticides, justement. Mais, comme c'est un ami à eux, cela compte moins. Je vous raconte, non pas pour mettre mal à l'aise ou prendre en porte-à-faux les gens. Mais, nous nous rendons compte

que nous sommes tous dans des situations paradoxales et nous bricolons. C'est aussi fort de voir ces bricolages et cette dynamique : tout le monde avait quelque chose à dire sur l'alimentation et puis les transitions sont en train de se faire quelles que soient les politiques publiques. Ce que nous remarquons, c'est qu'ils ne les connaissent pas vraiment. Quand ils avaient quelque chose à dire sur les politiques publiques, la planification, l'urbanisme de manière générale, ce n'était pas positif, malgré les efforts faits par les municipalités.



Première séance, nous vous le disions, de restitution à chaud, sous la forme de grandes coupes. Ces grandes coupes... Là, je vous en présente en format vignette. Mais, c'est long de 4 mètres de long et puis elles sont disponibles sur internet. Là, vous en avez deux de Grenoble. Celles du haut, c'est celles dont il y avait des images au préalable. L'artisan Wall Street doit se trouver là, le cycliste est par là, avec le vélo... Vous avez la carte de Grenoble si nous sommes sur le slide suivant. Vous avez celle de Caen aussi, dont je n'ai pas encore dit grand-chose, mais qui ont eu lieu. C'est accessible avec les métadonnées qui ont été collectées sur 2 sites internet. Après, cela a été analysé aussi, de manière, je dirais, plus tranquillement.

Je voudrais terminer par cela. Qu'est-ce que nous, nous en tirons, plutôt comme support de discussion ? Parce que, dans un temps très court, évidemment, je ne rentre pas du tout dans les détails. Deux types d'éléments, nous en tirons : bien sûr, des éléments factuels sur les territoires et leurs rapports à l'alimentation, la déconnexion, dont nous avons parlé, depuis ce matin, par rapport à l'alimentation, est clairement à l'œuvre. Donc, la standardisation et la déconnexion par rapport à l'alimentation, avec cette sensation d'un éloignement entre la ville et le grenier, toujours à l'œuvre. Mais, je dirais mille et une initiatives, absolument incroyables, bricolages, que nous avons pu rencontrer. Aussi une fabrique, les mots me manquent, mais j'allais dire discrète, d'un urbain autre, potentiellement fertile, potentiellement comestible, fait de bricolage.

Toujours dans ces premiers volets de résultats, qui sont sur l'enseignement, sur les liens entre alimentations et ces territoires, la forte sensation aussi, qu'il y avait des systèmes de co-bénéfices, entre les nouveaux systèmes alimentaires, que nous pouvions voir émerger et la question du soin, du sens, du bien-être. Nous le voyions, soit parce que c'était vraiment un changement de mode de vie général ou... En tout cas, le changement alimentaire était un changement plus général. C'était peut-être, soit la porte d'entrée, soit exprimait quelque chose, un nouveau positionnement par rapport à la société. Je vais le donner avec juste un exemple, avec cette recherche du sens. Mais, ce qui nous faisait dire aussi qu'au final, la question

de s'alimenter, ce n'était pas seulement un acte, un besoin vital, mais c'était une question sociale, c'était un potentiel pour faire « société » : changement d'alimentation, potentiel vecteur de changement de société. En tout cas, derrière l'acte de s'alimenter, il y avait des enjeux sociaux, humains ou d'urbanité extrêmement fort. Nous pouvions le voir, par exemple, quand certains – ce n'est pas moi – qui sont rentrés dans les fast-foods, et où nous reconnaissons quelqu'un et puis : « Non, non. Moi, d'habitude, je ne mange jamais là. Mais, aujourd'hui, il pleuvait... » OK. Entre les dichotomies entre besoin d'immédiateté, pour s'alimenter un moment ou de reconnaissance, c'est quelque chose d'intime. L'alimentaire, c'est un confort, quelque chose que nous connaissons, et puis, d'un côté, le besoin de sociabilité autour de cela, de partager, d'être ensemble.

Le deuxième volet de résultats porte non pas sur les liens entre Territoires et alimentation, mais qu'est-ce que cette démarche nous amène à penser de l'urbanisme ou de l'urbanisme dit durable. Cela pourrait inclure aussi la planification alimentaire, aujourd'hui. C'est sur quoi je voulais terminer. C'est faire atterrir. La référence a déjà été donnée, de Bruno LATOUR : « faire atterrir l'urbanisme durable », plus que faire de la planification alimentaire ou peut-être tout en faisant de la planification alimentaire. Cet urbanisme durable, en tout cas, à l'issue de ces marches, nous le sentons déconnecté des enjeux thématiques vitaux de l'habité, comme l'alimentaire, par exemple, mais aussi la déconnexion avec les habitants et leurs besoins et la déconnexion qui était racontée aussi, dans la table ronde précédente, avec le sol, la géographie des lieux, la réalité concrète du quotidien. Cette déconnexion, pour moi, appelle effectivement à faire atterrir l'urbanisme, par, je pense, une réactivation des capacités relationnelles.

Je n'ai rien dit du TRANSECT. Mais, c'est clairement ce que nous appelons les méthodes situées, voire multi situées, qui, elles-mêmes, se placent dans une pensée de l'espace, qui est née de ce que nous appelons le tournant spatial, le spatial turn, qui met en avant la dimension relationnelle de l'espace. Pareil, je n'ai rien dit de la notion de paysage. Mais, c'est bien l'idée de dessiner des paysages, paysages d'activités. Et c'est moi, ce matin, qui ai parlé de Tim Ingold.

Il a inventé cette notion de taskscape, paysage d'activités. C'est bien pour aller regarder, en profondeur, l'espace urbain et les relations qui les sous-tendent.

Ceci appelle à une refonte disciplinaire et peut-être, pour donner des pistes, sur comment faire atterrir, il me semble que j'ai essayé d'en distinguer trois. Une première, c'est formuler des nouvelles dialectiques, qui sont à même d'inscrire un renouvellement thématique au cœur de cet urbanisme. Par exemple, nous avons parlé, ce matin, de la question de culture et nature, le fait de les opposer, je pense que c'est un débat non fertile. Par exemple, si nous passions à fertile stérile, c'est tout à fait autre chose, parce que, d'un coup, la ville, le bâti, peut aussi rentrer dans les enjeux de la fertilité. C'en est un comme cela, c'est un glissement. Mais, plutôt que de reprendre les thématiques que nous avons déjà et qui, en fait, ne nous permettent pas forcément d'avancer, et bien, s'engager sur d'autres nouvelles dialectiques, peut-être portées par les enjeux sociaux, pour pouvoir avancer, je pense, aussi la question de l'effondrement, par exemple, un sujet qui fait couler beaucoup d'encre. Si nous nous le prenions à bras le corps, pour voir, pour tester si elle s'est décalée, pourquoi pas. Donc, prendre à bras le corps des nouvelles dialectiques.

Deuxième champ, piste pour faire atterrir, piste de travail, c'est de tisser des liens entre des experts et des habitants,

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Je vous confirme que le transect alimentaire est un exercice très intéressant. J'en retiens, de mon côté, qu'il n'y avait pas de corrélation, finalement, pendant ces promenades, entre la localisation et le discours. Nous pouvions nous retrouver sur des plateaux agricoles et avoir quelqu'un qui n'est pas spécialement «connecté» à l'agriculture et se trouver proche de la ville face à quelqu'un qui est, au contraire beaucoup plus sensibilisé aux questions agricoles et alimentaires.

tisser des liens entre des habitants au sens large, entre eux, soit humain-non humain, humain-humain, différentes origines. Je pense que le TRANSECT que je viens de vous illustrer est une manière, mais cela ne fait pas tout. Il y en a plein d'autres et, dans ce cas-là, il y a un grand panel plus ou moins techniciste. Je donnerais, à l'autre côté de l'échelle. Le TRANSECT, c'est quelque chose de très léger à mettre en place. C'est de marcher ensemble. C'est la base, presque, pour moi. Marcher, même avec quelqu'un, avec un autre, c'est très simple.

Je conclus : de l'autre côté, vous me poserez une question pour avoir d'autres outils. Je vous remercie. Et peut-être terminer sur la troisième piste : c'est l'attention au lieu, la singularité des lieux, pour se tenir au maximum à l'écart d'un éventuel paradigme managérial de planification ou d'urbanisme que nous viendrions calquer sur un territoire. L'essentiel, à chaque fois que je mets des TRANSECTS, ou que mes collègues mettent en place des TRANSECTS, le principal retour que nous avons, c'est : « Mais, je pensais connaître le territoire. Mais, en fait, je ne connaissais pas. » Donc, nous avons encore énormément à découvrir et je trouve cela très enthousiasmant. Ensuite, il n'y a pas un projet qui se dégagerait. Il y a bien mille et un projets de tout cela et qui prennent des formes différentes. Merci.

J'ai l'impression qu'il n'y a pas cette corrélation. Et puis, aussi, et tu l'as dit : un discours chez les personnes que nous avons croisées qui était, étonnement, bien structuré, bien argumenté et souvent très engagé aussi. C'est vrai que nous ne nous y attendions pas. Cela pose la question de cette capacité, à ces gens-là, à se mobiliser pour faire entendre leur voix. Coline PERRIN, je vous laisse la parole.

Merci. On m'avait demandé de parler 5 minutes. Donc, je n'ai pas préparé de POWERPOINT. Je vais juste partager quelques mots, avec vous, d'un projet de recherche, qui est en cours, à Montpellier, qui s'intitule FOODSCAPE. Jennifer a cité un mot en «scape». FOODSCAPE, c'est paysage alimentaire. Ce suffixe «scape» accolé à une série de mots anglais, c'est, au début des années 1990, un philosophe sociologue qui l'a posé, pour insister sur la dimension culturelle de ce qui nous entoure et l'impact que la globalisation peut avoir sur nos modes de vie.

Dans ce projet FOODSCAPE, nous nous intéressons au paysage alimentaire, d'une manière, effectivement, assez complémentaire de ce que Jennifer vient de présenter. C'est un projet qui réunit des géographes, des économistes, des nutritionnistes. Moi-même, je suis géographe. J'ai principalement travaillé sur le foncier agricole, la prise en compte du foncier agricole, dans l'aménagement et l'urbanisme, en Provence, en Toscane, autour de Montpellier, donc France, Italie, Europe méditerranéenne. Je suis venue à ce projet avec une question, qui était : qu'est-ce que nous pouvons faire pour faire évoluer les habitudes alimentaires? Ce que nous entendons, c'est souvent, d'abord : «Il faut éduquer les gens, il faut leur faire comprendre que...». Vous voyez bien les bandeaux publicitaires, à la télévision : manger plus de fruits et légumes, faire de l'éducation dans les écoles et tout.

Ce dont nous nous rendons compte, après 20 ans de préconisation, c'est que cela a une efficacité assez limitée et si vous avez l'habitude de manger des chips, vous n'allez pas arrêter de manger des chips. Vous savez que ce n'est pas bon de manger des chips, ce n'est pas bon pour votre santé, vous le savez, mais c'est quand même bon les chips. Moi aussi, je mange des chips en pique-nique, avec mes enfants et c'est bien. Nous n'allons pas changer comme cela. Il y avait aussi l'idée qu'il y a beaucoup de caractéristiques sociales, démographiques et tout cela, qui vont influencer nos habitudes alimentaires, qui sont des caractéristiques macro sur lesquels nous avons, finalement, assez peu de prises : il y a plus d'obésité chez les gens défavorisés, etc.

Il y a une idée qui émerge, actuellement, dans une série de milieux scientifiques, opérationnels, qui est, que, finalement, nous pourrions peut-être faire bouger un peu les habitudes alimentaires, en jouant sur le paysage, sur l'offre alimentaire, qui est disponible autour des gens. Ce n'est pas en essayant de leur dire ce qu'ils doivent faire, mais en leur rendant disponible, accessible, autour d'eux, sur leurs trajets quotidiens, sur leur lieu de travail, des choses saines. C'est finalement plus facile, moins intrusif, sur la personne et que, là, peut-être – c'est cela qui m'intéresse et qui fait le lien avec la journée d'aujourd'hui - il y a des leviers d'action, en termes d'aménagement et d'urbanisme, puisque changer le paysage urbain, cela fait partie aussi des capacités de ce champ d'action «aménagement et urbanisme».

Quand je vous dis que cela vient du monde scientifique, mais il y a eu aussi une prise de conscience, à l'échelle internationale, avec un rapport de la FAO, du Haut Comité d'Experts sur la Nutrition, HLPE en octobre dernier, qui dit : «Oui, l'environnement alimentaire...» Nous entendons, de manière synonyme, un peu, le terme d'environnement alimentaire ou de paysage alimentaire. J'aime bien le terme de «paysage», parce que, dans le terme de «paysage», il n'y a pas que l'environnement. Pour moi, l'environnement, c'est, justement, les commerces et les restaurants qu'il y a autour de chez vous. Mais quand je parle de paysage alimentaire, j'inclus aussi la manière dont je les vois. Le paysage, il est forcément perçu, par un observateur et c'est cette perspective, la perception, l'œil, qui m'intéresse aussi. Parce que le même paysage, comme l'a dit Jennifer, dans ses TRANSECTS, ne va pas être interprété de la même manière, par les différentes personnes qui font la marche. C'est pour cela que j'aime bien utiliser ce terme-là.

J'inclus aussi, dans ce terme de paysage alimentaire, une dimension culturelle et, notamment, tout ce qui est publicité ou informations que nous avons sur l'alimentation. Ne serait-ce que les panneaux publicitaires, dans la rue, pour moi, cela fait partie de ce paysage alimentaire, mais aussi tous les codes culturels que nous avons, qui vont nous permettre de les interpréter. Donc, un paysage aussi au sens «paysage médiatique», pourquoi pas.

Dans ce projet sur Montpellier, nous nous intéressons aux effets de ce paysage alimentaire, sur les habitudes alimentaires. Qu'est-ce que nous entendons par habitudes alimentaires ? C'est bien sûr le régime : qu'est-ce que les gens vont manger comme aliments, mais aussi la manière dont ils vont faire leurs courses, où est-ce qu'ils vont aller acheter quoi et puis, leur représentation. Il faut savoir qu'à l'échelle internationale, il y a déjà pas mal d'études sur l'impact de l'offre sur la consommation, l'impact de l'environnement alimentaire sur la santé. C'est plutôt dans ces termes-là que c'est abordé dans le monde anglo-saxon.

Les résultats de ces études, ils sont assez mitigés. Ce n'est pas forcément qu'autour de chez vous, il n'y a que des fast-foods, que vous allez forcément manger dans un fast food. Vous êtes libres d'aller plus loin, etc. N'empêche qu'il y a une série d'études, notamment aux États-Unis, qui montrent que des quartiers où il y a le moins de produits frais, et notamment de fruits et légumes, sont ceux où il y a le plus d'obésité. Et à partir du moment où la ville de New York facilite l'implantation de charrettes de fruits et légumes, dans la rue, en évitant les taxes, sur ces produits, donc en rendant les fruits et légumes accessibles, et le droit de les vendre avec de la vente ambulante, sur l'espace public, cela va faciliter à ces produits, pour cette population qui sinon, aurait dû aller dans un supermarché, plus loin.

Il y a des études. Certaines ont montré une évolution du comportement. Mais, nous ne savons jamais bien qu'est-ce qu'il faut prendre : est-ce que c'est autour du domicile ? Sinon, il faudrait prendre en compte l'ensemble de l'espace où les gens transitent, chaque jour, pour voir quel est leur environnement alimentaire, au quotidien, ce qu'on appelle leur « espace d'activités ». Et puis, l'idéal, ce serait de faire des études longitudinales, où en changeant un environnement, nous voyons comment la population réagit et comment ils évoluent dans leurs pratiques d'approvisionnement et, in fine, dans qu'est-ce qu'ils consomment. Ce n'est pas forcément que vous implantez un nouveau supermarché que les gens vont acheter plus de fruits et légumes, parce qu'il y en a au supermarché.

Et puis, la problématique, elle est un peu différente, en France, puisqu'en France, nous avons l'habitude de dire qu'il n'y a pas vraiment des déserts alimentaires, comme nous utilisons le terme, en Amérique du Nord, des espaces où il n'y a pas d'alimentation, pas d'alimentation saine. Les fruits et légumes, chez nous, nous en trouvons à peu près partout : dans l'épicerie de quartier, à la petite superette... Finalement, les espaces où il en a le moins, cela va être des espaces périurbains, où, éventuellement, il faut forcément une voiture, pour les atteindre. Sinon, dans l'urbain, il y en a principalement. Mais, après, savoir si une boulangerie, nous la classons parmi les commerces sains ou parmi les fast-foods, ce n'est pas toujours évident. La boulangerie, elle peut être un peu traiteur ou... Bref, les scientifiques continuent à travailler là-dessus.

Ce que nous avons fait, à Montpellier, ce que nous sommes en train de faire, nous sommes en plein dedans, nous avons fait une enquête auprès de 500 ménages, qui s'appelle MONTPANIER, comme Montpellier-panier, où il y a un questionnaire en ligne, pour demander aux gens, où est-ce qu'ils vont faire leurs courses et quels sont leurs lieux habituels de domicile, de travail, de circulation, etc. Et après, s'ils sont d'accord, ils récoltent leur ticket de caisse, pendant un mois. Après, il y a une analyse des tickets de caisse, par l'équipe, avec des lieux précis, des montants d'achat et le contenu du ticket qui est analysé par les nutritionnistes, pour savoir la quantité de tomates, etc., et pouvoir comprendre leur régime alimentaire. Nous retraçons, comme cela, tous les approvisionnements alimentaires d'un foyer, sur un mois.

Nous le faisons sur 500 foyers, sur l'ensemble de la Métropole de Montpellier. L'idée est de voir, après, est-ce que nous pouvons y repérer une causalité entre un paysage alimentaire, de cette personne, que nous allons avoir reconstruit avec des données statistiques, de la base SIREN, pour voir quels sont les commerces près desquels cette personne circule et le régime alimentaire qu'elle a et évaluer aussi la durabilité de ses habitudes alimentaires : durabilité en termes de produits consommés, mais aussi, de travailler sur les transports, quels sont les modes de transport, les détours faits pour aller s'approvisionner, est-ce que les courses sont regroupées un jour dans la

semaine, ou est-ce qu'elles sont faites sur le chemin, etc. À l'intérieur du projet, il y a des nutritionnistes qui sont plutôt sur l'aspect « régime alimentaire » et l'équipe des géographes, nous sommes plutôt sur la question des pratiques spatiales d'approvisionnement : où les gens vont, pourquoi ils y vont, comment ils expliquent où ils vont. Nous complétons la grosse enquête auprès des 500 ménages, qui est donc une enquête quantitative, par des entretiens qualitatifs, dans 4 quartiers : quartiers politiques de la ville, une nouvelle ZAC, une rue centrale qui a beaucoup évolué, et puis, en périurbain, sur 2 petites communes périurbaines, qui ont très peu de commerces. Du coup, j'ai plutôt des résultats à partir des enquêtes qualitatives, puisque l'enquête quanti, sur 500 ménages, les résultats sont en cours de traitement : il y a tout un travail de nettoyage de la base, etc. Nous n'avons pas encore des résultats fermes. À partir des enquêtes qualitatives, ce que nous voyons, très clairement, c'est comme cela a déjà été dit juste avant : il y a toute une rationalisation sur ce qu'ils mangent, pourquoi ils mangent cela et où est-ce vont faire leurs courses. Quand nous mettons en relation cela, avec les tickets de caisse et que nous venons les voir, pour un entretien, en leur disant : « Sur le mois dernier, vous êtes allés dans tous ces espaces-là. Est-ce que nous pouvons en reparler avec vous ? Expliquez pourquoi vous êtes allés là. » Nous nous rendons compte que c'est un peu plus compliqué.

Effectivement, une dame qui est dans un quartier défavorisé nous explique, très clairement, qu'elle a une stratégie pour s'alimenter en bio, qu'elle va à la BIOCOOP, qu'elle se déplace loin aussi, pour des raisons culturelles, parce qu'elle est d'une communauté ethnique où elle doit aller des produits à tel endroit, etc. Mais, il y a un LIDL qui a ouvert dans son quartier, il y a 2 ans et elle y va aussi. Nous nous en sommes bien rendu compte. Donc, nous lui disons : « Oui, il y a aussi le LIDL qui a ouvert, dans le quartier. Donc, qu'est-ce que vous en pensez ? » Elle dit : « Oui, j'y vais. Il y a aussi un rayon bio, au LIDL. Et puis, c'est à côté. C'est pratique. » Nous voyons qu'il y a des raisons pour lesquelles les gens vont, qui vont, de temps en temps, être de l'ordre du pragmatique, de l'utile, du « c'est pratique, c'est sur mon chemin », d'efficacité de faire les courses...

Parfois, cela va être un raisonnement sur l'éthique ou les valeurs. Cela peut être la qualité, le bio, l'environnement, etc. Parfois, cela va être un raisonnement plus social ou « je vais à cet endroit-là, parce que cela me permet de rencontrer des gens de ma communauté ou cela permet de faire du lien », « je vais au marché parce que j'aime bien discuter », parce que, etc.

À travers ces enquêtes qualitatives, nous creusons un peu plus avec les gens, ce pourquoi ils vont faire leurs courses à cet endroit. Nous creusons avec eux aussi la manière dont ils perçoivent l'environnement, qu'est-ce qu'il y a autour de chez eux, comment ils le voient, et pourquoi, éventuellement, ils ne fréquentent pas ces commerces, pourquoi ils vont ailleurs et qu'est-ce qui manque, si la ville devait faire quelque chose, qu'est-ce qu'elle pouvait faire dans leur quartier, pour agir là-dessus. Par exemple, il y a une dame qui nous a dit : « En fait, ce qui me gêne, dans la rue, c'est les ordures. Il y a des ordures partout. Il y a des gens qui sont partout, sur le trottoir. Moi, je ne me sens pas à l'aise. Je ne me sens pas en sécurité. Donc, je vais ailleurs, pour faire mes courses. Je vais... » Tout un trajet, alors qu'elle n'a pas de voiture, qu'elle marche difficilement... Là, nous nous disons qu'il y a peut-être moyen, en termes de Collectivité, la ville, pour agir sur cet endroit, et ce n'est peut-être pas en implantant un nouveau commerce, mais en travaillant sur les espaces publics. Nous travaillons sur leur perception. Nous travaillons sur leurs attentes.

In fine, comme je viens de le dire, nous aimerions déboucher sur des leviers d'actions pour la ville, notamment, en matière d'urbanisme commercial, mais aussi de politique foncière, pourquoi pas. Nous n'avons pas d'idée arrêtée. Je pense que c'est micro-territoire par micro-territoire, avec les gens... Là, je reboucle avec la littérature scientifique, ce que nous voyons, ce que nous trouvons, dans les écrits anglo-saxons, par exemple, il y a un ouvrage qui est sorti, récemment, en 2018, sur la manière d'intégrer l'alimentation dans l'urbanisme : c'est que nous pouvons travailler, à la fois, sur la question de l'accès au foncier, pour l'agriculture, mais aussi pour toutes les étapes de la chaîne alimentaire, la transformation, le stockage, la mutualisation des bâtiments et tout cela et aussi l'utilisation des espaces publics (autoriser

la vente ambulante, structurer un marché...), création d'infrastructures publiques aussi, en lien avec les transports. Il y a beaucoup de réflexions sur comment faire en sorte que des produits sains soient accessibles, à l'endroit où les gens transitent - transit around the planning - mais dédié à des produits frais, pour faciliter les distributions de produits frais. Pour vous dire aussi qu'il y a de plus en plus de villes qui réfléchissent à comment prendre en compte l'alimentation dans la planification.

Par contre, il y a peu de cas concrets où cela se fait, où c'est traduit par des actions. Un cas où j'ai vraiment vu le lien en paysage urbain et pratique alimentaire et santé, c'est le cas de Toronto, où le Département de la Santé Publique, qui a vraiment tout un argumentaire sur la manière dont le transport est pensé, l'inclusion de petits espaces

## Marc NIELSEN

Oui. Merci beaucoup. Je vais passer la parole directement à Anne-Laure GARCIN pour que nous ne perdions pas de temps. Nous avons jusqu'à 16h. Par contre, à 16h, nous sommes vraiment mis dehors. Et puis, je voudrais que la dernière table ronde ne soit pas non plus rabotée.

## Anne-Laure GARCIN – Chargée de mission participation citoyenne & politiques publiques Responsable du Conseil de développement Métropole de Lyon

Je vais essayer de réduire. Mais, je reviens sur un point plus terrain. Puisque, je ne suis ni urbaniste, ni géographe... Mon rôle au sein de la Métropole de Lyon, c'est d'accompagner les Directions opérationnelles, sur la mise en dialogue des politiques publiques. Je pilote et j'anime aussi le Conseil de développement, qui a une grosse place dans notre Territoire, qui compte 200 membres, qui sont toutes les parties prenantes du territoire et que nous animons et qui sont saisies sur des questions, pour traiter plutôt les enjeux humains, en lien avec les initiatives des territoires, plutôt que les enjeux techniques de développement. Nous allons laisser cela aux techniciens. Avec cette double casquette, je voulais juste revenir un peu quand même, pour redonner la méthodologie sur laquelle nous sommes en train d'avancer - nous sommes en plein dedans - sur la co-construction d'une stratégie alimentaire. Je n'ai pas forcément les renseignements sur tout, mais qui fait écho à beaucoup de choses que nous nous sommes dites, aujourd'hui. Et puis, un petit enseignement : je ferai un tout petit zoom sur ce que nous avons vu dans la saisie du

marais, d'agriculture intra-urbaine, le positionnement des marchés va changer la manière dont les habitants peuvent s'approvisionner ou même vivre ensemble. Là, il y a vraiment un argumentaire, à l'échelle de la ville, sur cette question du lien entre paysage alimentaire et santé publique, puisque c'est souvent par cette entrée que, dans le monde anglo-saxon, nous rentrons sur l'alimentation. C'est par la santé publique, alors que, comme nous l'avons dit, en introduction, ce matin, chez nous, c'est plutôt par l'agriculture, les circuits courts que l'intérêt est arrivé. Je ne sais pas. Je vais peut-être m'arrêter là.

Conseil de Développement, et en lien avec ce que vous venez dire.

En effet, la Métropole de Lyon, je pense que vous avez entendu que, depuis 2015, c'est une Collectivité unique, qui a rassemblé toutes les compétences sociales, urbaines, de l'ancien Conseil Général et de l'ancien Grand Lyon, ce qui fait que nous avons un panel de compétences lié à l'alimentation qui est très large : économie, aménagement, environnement, culture, etc. Il y a le souhait de se dire : « C'est le moment où jamais de co-construire une stratégie alimentaire ambitieuse. Nous avons les compétences. Nous pouvons être acteurs. Mais, nous sommes acteurs tout seuls, est-ce que nous allons évidemment arriver à faire une transition ? Sûrement que non. » C'est toutes les questions que nous avons vues aujourd'hui.

Il y a eu une posture, au départ, plutôt de la part des techniciens, des services, de se dire : « Il faut que nous adoptions une posture modeste, dès le départ, de la Métropole, OK, chef d'orchestre d'une co-construction

d'une stratégie alimentaire, mais aussi acteur, à son niveau, parce que nous avons des responsabilités, mais surtout, comment nous pouvons animer des communautés d'actions sur le territoire. Il se passe beaucoup de choses. Il y a énormément d'initiatives et comment nous allons faire en sorte que toutes ces initiatives, nous les rendons plus visibles, nous facilitons des coopérations...» C'est vraiment l'objectif. Cet objectif est beau. Donc, nous souhaitons nous inscrire dans la durée, sauf d'évidemment, nous avons aussi des contraintes.

C'est là que je ramène toujours le volet « terrain » aussi, des contraintes liées à des calendriers politiques, donc besoin de co-construire vite, pour faire des plans opérationnels vite, nous ne voulons pas faire de planification, pour autant il faut que nous ayons des cadres stratégiques. C'est toujours ces 2 jambes, sur lesquelles il faut, dans les Collectivités que vous connaissez tous... Je vois la difficulté, là, en accompagnement d'un collègue, entre mes souhaits et mon expertise/expérience en participation, tout ce que nous pourrions faire pour animer et créer des communautés, mais aussi le besoin d'agir vite, pour pouvoir co-construire des actions, qui iront dans des fichiers actions d'un cadre stratégique opérationnel. Je pense que c'est cette tension que je vis au quotidien, mais que vous devez vivre aussi. Qu'est-ce que je voulais dire ? Pareil, j'essaie de faire autrement.

Juste pour dire que, dans cette phase de co-construction, nous faisons en 2 phases. Il y a une première phase de diagnostics : d'où nous partons et définition des objectifs et des orientations stratégiques, qui seront votées fin juin. Pour cette phase de diagnostic, il y a eu le choix. Il y a tout un volet « études », qui a été mené par le bureau UTOPIES. Il y a eu une concertation faite avec, en tout, 150 acteurs. L'objectif, c'était vraiment l'aspect de confronter l'analyse des pratiques individuelles, les études d'expertises, à un dialogue avec les parties prenantes, qui vivent, au quotidien, ceux qui s'engagent, ceux qui les subissent, ceux qui veulent plus. Et surtout, l'objectif, c'était, dans chaque phase de concertation, de mettre autour de la table, des gens qui peuvent avoir un lien sur une thématique, mais qui, au final, ne se connaissent pas et ne se parle pas. C'est là où cela a été fructueux, comme à chaque fois que nous

faisons ce type de concertation.

Il y a eu une saisine du Conseil de développement, dans cette phase amont, particulièrement sur la question de la précarité alimentaire. Je fais un tout petit zoom sur ce qui est ressorti. Déjà, dans la posture du Conseil de développement, à chaque fois qu'ils ont une saisine, leur manière de faire, ce n'est pas de réfléchir, dans une chambre, un peu comment nous retraduisons cette question et comment nous allons écouter. Là, nous utilisons le réseau des 200 acteurs qui nous amène à un repérage assez incroyable de toutes les initiatives, sur tout le Territoire, et comment nous allons à la rencontre de toutes ces initiatives, pour écouter ce qu'ils font, comment ils vivent, et nous les rassemblons par thématique, pour essayer de voir, si entre eux, ils se connaissent et si nous pouvons faire émerger des coopérations.

C'est là où je vois, à chaque fois, au-delà de la stratégie alimentaire, ce que vous racontez dans la marche à plusieurs, c'est qu'au-delà de toute la démarche, de toutes contributions, même malgré tout le travail de bénévoles, des belles contributions que nous pouvons faire, ce qui m'interpelle, à chaque fois, la richesse, pour moi, elle est plus dans la méthode, que dans le résultat et les recommandations. À chaque fois, ce qui fonctionne, c'est le fait que c'est des gens, qui, autour de la table, ne se connaissent pas, qui vont prendre contact, qui vont avoir envie de se recontacter, au-delà du Conseil de développement et c'est ces énergies qui manquent. C'est bien là, pour moi, la posture des Métropoles : pas toujours de faire, ni de faire avec, mais des fois, simplement d'être animateur, pour que les gens se rencontrent et fassent aussi sans les Collectivités.

Je fais le zoom sur le Conseil de développement, qui a été saisi, en particulier, sur la question de l'enjeu de la précarité alimentaire, parce que les études montrent que sur le territoire lyonnais, mais peut-être d'autres territoires... Il y a un chiffre, que je trouve assez effarant, 30 % de la population ont déclaré ne pas avoir les moyens financiers de s'alimenter correctement. Cela va devenir le défi numéro 1 majeur. Évidemment, la lutte contre cette précarité doit se résonner de manière globale, dans une démarche de temps long. Nous revenons

sur cette problématique de long terme. Le Conseil de développement a souhaité avoir une approche par public. Ce n'était pas ce que nous lui avons demandé. L'objectif, c'est de se dire qu'il y a la précarité financière, certes, qui est à traiter, mais il y a aussi les précarités d'usage, liées à des causes comportementales, liées à une méconnaissance des règles, par exemple, de l'équilibre alimentaire, à l'isolement, à des nouveaux modes de vie. Nous avons abordé cette question-là, à travers 3 publics, et nous recommandons de travailler - parce que, là, nous sommes à la phase de diagnostic ; mais, après, il va falloir élaborer le plan d'action - par public.

Il y a la question de la précarité sur les personnes âgées, avec un travail approfondi sur la question de la nutrition – j'y reviendrai – un public autour des jeunes, avec l'absolue nécessité de travailler sur, évidemment, l'éducation alimentaire, mais voir de quelle façon et à quel moment, parce que nous avons vu que la base collègue et le passage à l'indépendance alimentaire sont 2 moments clés. Là aussi, il faut repérer quels sont les moments clés. Et le troisième public, c'est les habitants des QPV, et c'est là où je viens sur le zoom sur la petite recommandation. Évidemment, nous avons vu l'importance de la diversification de l'offre alimentaire, certes. Mais, nous avons vu, en mettant tous ces groupes autour de la table, que l'accompagnement social des populations était tout aussi important que leur proposer une offre alimentaire diversifiée. C'était nécessaire pour faire évoluer les comportements.

Par exemple, à la Duchère, un quartier QPV de Lyon, il y a une association qui s'appelle DEMAIN ENSEMBLE qui nous expliquait qu'elle avait, évidemment, repéré, que pour les personnes âgées, la question de l'alimentation était un sujet. Donc, elle a essayé d'organiser des conférences, des colloques, même dans un centre social, même dans un EPAD, et cela ne fonctionnait pas. Finalement, c'est quand elle a décidé d'être sur la convivialité du repas et de trouver des moyens de former les accompagnants, d'organiser des temps d'échanges des gens, autour de l'alimentation, de prendre un repas avec ces personnes, c'est là où nous avons pu les sensibiliser.

Nous revenons sur la question : ce n'est pas en donnant de l'info, mais en créant les conditions d'accompagner. Il y

a une personne âgée qui disait : « J'ai beau voir toutes les bonnes campagnes. Le jour où je me retrouve seul devant mon assiette, je n'ai plus envie de manger et peu importe ce que je mange, finalement je m'en fous. Ce qui est important, c'est le lien social et c'est l'accompagnement. » C'est là où nous voyons que l'accompagnement, nous ne le pensons pas souvent, dans nos politiques publiques. Tout ce qui ressort, c'est que c'est vraiment la base essentielle et la sensibilisation, c'est par le faire. Nous avons, évidemment, tous vu les expériences de tout ce qui est jardin, mais c'est bien en accompagnant les personnes, finalement, à produire leur propre alimentation ou, au moins, tester au départ et elles y viennent, au départ, pour créer du lien social, rencontrer des gens dans le quartier, que, finalement, en mettant la main à la pâte, elles vont toucher la question de l'alimentation et peut-être faire évoluer leur comportement.

Nous avons vu énormément d'initiatives, avec la soupe avec les invendus, des ateliers de cuisine... Je vais vite. L'autre point qui était important, mais qui va un peu dans le même sens, c'est impliquer les habitants, dans les politiques alimentaires territoriales. C'est un indissociable d'un travail de fond, avec les structures d'aide à l'accompagnement présentes sur le territoire. La question de l'interconnaissance de ces structures d'accompagnement devient le point clé, parce que c'est elles qui connaissent, avec finesse, les problématiques territoriales, qui servent d'intermédiaires entre les habitants et les pouvoirs publics, qui articulent les ambitions des politiques globales... La deuxième recommandation qu'il y a eu, il y avait l'accompagnement, l'interconnaissance de ces acteurs agissants et à l'échelle micro-locale. Nous, nous pensons que sur ces questions, notamment les quartiers prioritaires, nous ne pourrions pas globaliser des réponses. C'est comment la Métropole peut animer et faciliter la création de coopération collective à une échelle ultra-locale.

Toujours à la Duchère, il y a une expérience qui a vraiment fonctionné, contrairement aux mêmes associations, dans d'autres quartiers, mais qui ne travaillent pas ensemble. Là, dans un quartier, il y a les RESTO DU CŒUR, les jardins partagés, un espace senior. Ils se sont

tous, finalement, un jour, mis ensemble, grâce à une association, pour dire comment nous partageons nos diagnostics, comment nous travaillons ensemble et comment nous lions nos réseaux de bénévoles, etc. C'est par ces actions collectives, à des échelles micro-quartiers et avec un accompagnement et une formation de tous les personnels, que nous voyons qu'il y a des choses qui ont immergé de manière intéressante, pour faire évoluer les habitudes. Dans les recommandations qui ont porté sur plein de sujets - mais si vous voulez voir la contribution du Conseil de développement, elle est en ligne sur son site internet – il y avait l'idée que c'était par public, le besoin de mettre, autour de la table, différents types de public, de les faire travailler ensemble, pour co-construire des actions collectives.

Finalement, leurs seules recommandations que nous avons présentées au Vice-Président et la Direction, c'est de dire : il faut que vous poursuiviez la co-construction de la stratégie alimentaire, en mettant en place des groupes de travail thématiques, poussés. Là, nous rentrons dans

cette deuxième phase, et cela a été accepté et cela va être voté... Une grande journée de lancement de cette dynamique collective de travail, la semaine prochaine, le 14 juin, où nous rentrons sur une deuxième phase de co-construction et il y aura 11 groupes de travail thématiques, avec l'idée d'allier cela, à chaque fois sur une thématique, avec des acteurs, mais de les mélanger, que ce soit des habitants d'un centre, d'une mission, des médecins, des EHPAD... parfois des ateliers sensibles, en parallèle. Nous avons imaginé des marches aussi, dans certains quartiers. Et comment cela peut arriver à la co-construction d'actions, par ces groupes, mais voir qu'ils se passent peut-être des actions en dehors de nous et tant mieux. L'idée, c'est peut-être que nous allons essayer de faire un outil numérique qui pourra recueillir et faire un appel de toutes les initiatives possibles.

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? J'en ai une en attendant. Il y a assez peu de Conseils de développement qui travaillent sur l'alimentation, même très peu. Il doit y en avoir une quinzaine, pas plus. Ce qui est assez étonnant, parce que nous pourrions nous attendre à ce que, justement, l'alimentation soit un bon vecteur de mobilisation des citoyens. Est-ce que vous, dans votre Conseil de développement, le fait de s'emparer de l'alimentation a été plus fédérateur que d'autres thèmes ou pas ? Cela a l'air d'avoir été quand même très fédérateur. Et est-ce que l'alimentation a changé votre façon de travailler avec la Métropole ?

## Anne-Laure GARCIN

Je ne sais pas si nous nous étions parlé de cela avant, mais, en effet, il y a eu un avant et un après, grâce à cette thématique. Pourquoi les autres Conseils de développement ne travaillent pas sur ces sujets ? Je ne peux pas forcément répondre. Mais, je sais que nous avons, dans 10 jours, les 20 ans des Conseils de développement. Donc, j'apporterais cette question avec mes collègues techniciens. Nous, c'est vraiment lié, au départ, à une saisine. Il y a une saisine quand même. C'est lié à un agenda politique et les PAT. C'est quand même quelque chose qui n'est pas assez récent. Peut-être que c'est lié à cela. Pour la deuxième question, par contre, où nous voyons qu'il

a eu une vraie intégration et collaboration aussi. Cela va vraiment dans cet esprit de collaboratif. C'est qu'avant, le Conseil de développement, pour tout sujet, nous vous posons une question travaillée, nous animons le débat avec le territoire, nous faisons une nouvelle contribution que nous présentons, au revoir.

Là, sur cette contribution, nous nous sommes aperçus que nous avons la Métropole, avec mon autre casquette «Métropole». Nous avons fait une concertation. Nous avons eu un certain nombre d'acteurs. Mais, grâce au Conseil de développement, qui, comme une structure indépendante, nous sommes allés toucher des acteurs qui

étaient très différents, plus proches des territoires et qui n'avaient peut-être pas forcément osé venir, convoquer par la Métropole. Donc, nous avons pu avoir d'autres discussions plus décalées, plus ouvertes, et comme la recommandation, ils ont dit : «C'est tellement riche et nous sommes au début de ce diagnostic.» Nous aussi, nous nous sommes dits, le Conseil de développement, nous allons continuer, nous allons organiser nos propres groupes de travail, pour élaborer nos propres fiches d'actions.

Sauf que comme nous voulions faire la même chose, côté Métropole, pour une fois, nous avons dit : «Et si nous ne travaillions pas ensemble?» Donc, nous avons co-construit ensemble les thèmes, par rapport à nos différentes analyses et les membres du Conseil de

## Marc NIELSEN

Merci. Est-ce qu'il y a des questions, des réactions?

## Chloé ABEEL – Conseil National de l'alimentation

Merci. Bonjour. Je suis Chloé ABEEL. Je travaille au Conseil National de l'Alimentation. Je suis chargée de mission pour la participation citoyenne. J'ai une question pour Anne-Laure GARCIN. Je voulais savoir si vous pouviez revenir sur les différentes étapes - très rapidement, juste pour être sûr

## Anne-Laure GARCIN

Je pense que cela prendra un peu trop de temps de tout expliquer. Mais, en gros, il y a 2 phases : phase de diagnostic, phase élaboration du plan opérationnel. Dans cette phase de diagnostic, il y a eu la concertation menée par la Métropole, avec des ateliers, qui mènent 14 catégories d'acteurs. Je ne vais pas toutes les citer, mais nous avons essayé de prendre le maximum. Ce n'est pas l'exhaustivité que nous recherchions, mais, en tout cas, d'avoir le maximum de champs, que ce soit des producteurs, des associations, des industries agroalimentaires. Je pourrais vous donner les 14. Nous pourrions en discuter sans problème. Il y a la Métropole qui a émis ses propres groupes de travail, pilotés par le bureau d'études, qui faisait, en parallèle les études d'expertise. C'était pour

développement vont intégrer chaque groupe, en faisant suivi et évaluation de ce qu'ils ont vu - toujours le lien avec les acteurs - pour vérifier que nous avons bien intégré la pluralité, pour hybrider au maximum. Ils sont vraiment porteurs de transversalités, d'hybridation, ce dont nous avons essayé de parler, ce qui n'est pas forcément toujours facile, côté Direction. J'ai 11 Directions opérationnelles, sur la stratégie alimentaire. Nous allons essayer de mélanger, un peu, ce type de public. Là, il y a vraiment l'idée de «marcher ensemble» - désolée d'utiliser ce mot - pour avancer.

d'avoir bien compris - de votre dispositif de concertation, parce que je n'ai pas compris si cela avait uniquement concerné le Conseil de développement ou s'il y avait eu d'autres outils et sur les publics que cela impliquait, entre peut-être corps intermédiaires et citoyens. Merci.

lier leur expertise liée à des rencontres avec des experts, l'analyse, etc., leurs études et un volet «dialogue avec les parties prenantes». Dans le cadre de ce diagnostic, il y a eu, en plus, la saisine du Conseil de développement.

Mais, maintenant, justement, dans cette deuxième phase, l'idée, c'est qu'il n'y a plus cette idée de qui fait quoi et nous voudrions avoir un portail, une grosse plate-forme numérique qui permettra d'être transparent sur la démarche, de créer des communautés d'actions, de rendre en visibilité toutes les initiatives que nous repérerions et suivre l'évolution des groupes de travail. L'idée, c'est que, là, les groupes de travail soient le plus hybride possible. Et se dire, peut-être, sur la question de la précarité financière, par exemple, si nous avons mis

autour de la table, aujourd'hui, des jardins partagés, des épiceries sociales et solidaires, mais que nous mettions aussi, peut-être, quelques distributeurs, qui peuvent être aussi la question des producteurs en amont, sur les invendus. L'idée, c'est de pouvoir créer des groupes de

travail, des fois, très précis, et, des fois, les ouvrir à des temps donnés. Nous pourrions en rediscuter, sinon, à part sur les différentes étapes.

## Marc NIELSEN

Je vois 3 questions : 30 secondes chacune.

### Participante

C'est une question à Madame PERRIN. J'ai peut-être loupé le tout début de votre intervention. C'est pour savoir comment vous aviez trouvé les 500 foyers qui ont rempli le questionnaire, foyer de plus de 5 personnes.

## Marc NIELSEN

Je prends les 2 autres questions.

### Participante

Également une question très rapide. Je voulais savoir, pareil, un peu en rejoignant la question précédente, c'était de savoir comment vous avez touché, si vous l'avez fait, des citoyens lambda qui ne faisaient pas partie d'associations, qui n'étaient pas dans des groupements alimentaires ou d'agriculteurs, etc., un citoyen vraiment lambda, qui aurait sa voix aussi à donner sur la question alimentaire,

qui n'est pas forcément le plus facile à toucher. Et est-ce que, dans ce cas-là, vous passez par les Communes, les politiques ? Ou est-ce que, des fois, il y a des citoyens qui ont été démarchés, pour venir, individuellement, donner leur avis ?

### Participante

Bonjour. Je vais être très rapide également. C'est une question pour Madame GARCIN, pour savoir, par rapport à un diagnostic qui aurait montré que 30 % de la population n'a pas les moyens de s'alimenter correctement. Est-ce que vous pourrez nous donner des indications : est-ce que la question était « avez-vous les moyens de vous alimenter

correctement » ? Et dans ce cas, est-ce que nous avons des éléments sur ce qui est mis derrière cela ? Ou sinon, si cela a été reconstitué, quels ont été les critères pour parvenir à ce chiffre et à cette qualification ? Merci.

## Coline PERRIN

Pour répondre sur la question des recrutements des 500 ménages, il y a eu une grosse campagne médiatique, d'abord, à travers les médias locaux, la presse, la radio, etc. qui a eu des résultats un petit peu décevants. En tout cas, nous avons eu l'impression qu'il fallait du temps, que ce n'était pas immédiat. Ensuite, nous avons fait du Flying, des flyers qui ont été déposés dans beaucoup de petits commerces de quartier, dans les écoles, quand ils nous

ont autorisés à mettre des affiches. Ensuite, pour que cela puisse être traité, il fallait que cela reste des quotas, que ce soit représentatif de la population, en termes de revenus, en termes de composition du ménage, notamment. C'était les 2 critères pour redresser. Donc, nous nous sommes très vite rendu compte qu'il y avait certaines parties de la population qui étaient moins touchées. Donc, nous avons essayé de les attraper, d'aller les chercher, par différent

biais, notamment, à travers des associations, justement, en allant donner les flyers et sensibiliser certaines associations qui pouvaient ensuite faire le relais vers des habitants, des CCAS, des associations de quartier, etc.

Et puis, il y a quand même un truc que je voulais mentionner : il y avait d'abord un questionnaire en ligne et les gens qui n'avaient pas internet ou qui ne pouvaient pas remplir en ligne, pouvaient le faire sur papier et le renvoyer, éventuellement. Ensuite, il fallait donc remplir : ils recevaient, à ce moment-là, un carnet d'approvisionnement, où ils allaient noter tous leurs approvisionnements, sur un mois, et mettre leurs tickets de caisse dans une enveloppe T, à renvoyer. Et s'ils allaient jusqu'au bout du processus et qu'ils renvoyaient leurs tickets de caisse, ils recevaient un bon d'achat de 15 euros

à large spectre, dans différentes enseignes. Ensuite, dans nos enquêtes qualitatives, que nous avons commencé à conduire, nous nous sommes rendu compte que sur la population défavorisée, ces 15 euros à la fin, ce n'était pas négligeable. Cela nous a été mentionné, en tout cas.

Pour vous donner une idée, je crois, que là, au niveau du remplissage des questionnaires, nous sommes à plus de 700. Donc, c'est assez facile à obtenir et qu'en revanche, des carnets complets, avec tous les tickets de caisse, sur un mois, c'est beaucoup plus lourd et nous ne sommes pas encore tout à fait au 500. Elle a été lancée, je pense, en septembre, la campagne, quelque chose comme cela. Nous la laissons ouverte et sur les quartiers où, maintenant, nous faisons des zooms, nous allons nous-mêmes démarcher, éventuellement, la population.

## Marc NIELSEN

Nous allons devoir conclure en une minute. Il y avait comme une question pour Laure GARCIN, sinon, après vous en parlez peut-être dehors.

## Anne-Laure GARCIN

Il y a une enquête «habitants» qui a été faite. Nous pouvons vous transférer l'enquête, avec les résultats, sans problème.

## Troisième table ronde : Articuler alimentation et outils de gestion du territoire. Quels outils à quelles échelles ? Quelle place donner à l'alimentation ?

Julien BLOUIN – Consultant agriculture urbaine, Agence Blouin, Romain SIEGFRIED - Directeur de projet, Responsable du pôle Energie - Environnement - Espaces Agence d'urbanisme de la région nantaise, Corinne PORTAL – Directrice adjointe à l'urbanisme du PETR Grand Clermont

### Marc NIELSEN

Je suis désolé de couper court. Mais, comme il y a encore des intervenants pour la troisième table ronde. En tout cas, je vous remercie vraiment, pour vos exposés. Évidemment, n'hésitez pas à échanger, après, à l'issue de cet évènement. J'invite les prochains intervenants :

Julien BLOUIN, Corinne PORTAL et Romain SIEGFRIED. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de nous présenter. Nous allons commencer par Julien BLOUIN, parce qu'il a un train à prendre. Donc, il risque de nous quitter en cours de route.

### Julien BLOUIN - Consultant agriculture urbaine, Agence Blouin

D'accord. Je disais juste : merci à vous, d'être là, cet après-midi et puis, merci à Marc pour l'invitation, à la fois, de participer à la publication « Dossier FNAU », mais

également aussi à venir présenter quelques éléments, aujourd'hui. Est-ce que tu veux repréciser la table ronde, les outils en lien directement ?

### Marc NIELSEN

Oui, en une phrase. C'est vrai. Dans cette troisième table ronde, excusez-moi, nous sommes dans le « comment ». L'idée, c'est de regarder comment est-ce que nous articulons alimentation et documents de planification. Nous sommes donc davantage dans l'opérationnel et de regarder aussi, comment cela se fait, à différentes échelles et les 3

intervenants que nous avons ici, vont pouvoir, je pense, décliner les différentes échelles et de regarder comment se combinent des documents stratégies réglementaires et des questions d'alimentation.

### Julien BLOUIN

Je suis Julien BLOUIN, urbaniste, consultant en agriculture urbaine et en ce que nous pourrions appeler l'agri-urbanisme, ce qui a été très largement illustré par Thierry LAVERNE, ce matin. Je fais vraiment l'interface. Mes interlocuteurs sont des aménageurs, des collectivités, soit très en amont, sur des stratégies territoriales, quand ils commencent à se poser la question de mettre en place un

projet agricole et d'instaurer un dialogue avec, toujours, un lien avec un projet urbain, bien souvent un projet de ZAC ou alors un projet immobilier. Donc, là, mes clients changent et deviennent des promoteurs ou des agences d'archi ou de paysage qui font appel à moi, pour faire partie d'une équipe et essayer de remporter un concours.

Je vais faire l'exercice de présenter, très rapidement, la ZAC de Doulon Gohards, qui est une ZAC à Nantes, qui se situe à l'Est de Nantes. Nous sommes encore dans l'intra-urbain, nous ne sommes pas dans le périurbain. Mais, si vous voulez plus de détails et d'informations, nous avons décrit cela très précisément, quelles méthodologies nous avons adoptées, dans la publication qui vous a été présentée ce matin. Nous sommes sur un projet de ZAC, en gros. Lancement des études pré-opérationnelles, en 2013. Déclaration de ZAC en 2016. Depuis, nous sommes sur un projet de 2700 logements. La ZAC fait à peu près 180 hectares.

Nous sommes, pour l'histoire et la géographie des lieux, sur un ancien territoire maraîcher, historique, c'est-à-dire que nous sommes dans le fief des ancêtres des maraîchers nantais. C'est une histoire assez forte sur l'Est de Nantes. Il y a aussi sur le Sud Loire. Vous voyez la Loire, en bordure. Donc, il y avait un lien, une géographie naturelle, un dialogue entre la Loire, le fleuve et cette zone maraîchère qui a été coupée par l'arrivée de la voie ferrée et qui a été coupée, par la suite, avec l'arrivée du périphérique. Bref, il se trouve qu'un certain nombre d'études se mettent

place, des urbanistes sont nommés pour faire une étude de diagnostic et ils arrivent à la conclusion qu'il faut faire un urbanisme de révélation et travailler avec les traces du passé. Les traces du passé, ce sont d'anciennes tenues maraîchères, d'anciennes fermes. Il y en a 5 ou 6 sur le territoire, le long d'une voie principale. Nous sommes dans une logique d'archipel.

Et se pose la question, effectivement, de réactiver ces fermes et que ces fermes réactivées viennent accueillir ce mouvement de ce que nous appelons l'agriculture urbaine, en tout cas, une agriculture qui joue le jeu de la densification urbaine, c'est-à-dire de la production essentiellement maraîchère, sur des petites surfaces. C'est un urbanisme du déjà là, du faire avec, avec tout un travail de diagnostic assez important sur tous les outils de production : nous avons des réservoirs encore présents, des réservoirs à eau, des systèmes d'irrigation en poterie. Bizarrement, l'outil juridique a permis de conserver, dans son écrin, dans son jus, ces fermes qui ne sont pas exploitées et qui, pour certaines étaient en friche depuis une trentaine d'années.

## « Agro-quartier », ZAC-Doulon-Gohards



Voilà la ferme de la Saint Medard, une vue aérienne, par exemple. Là, vous avez le corps de ferme et puis la surface que nous allons pouvoir dédier à l'installation d'un futur porteur de projet. L'histoire de ce territoire, c'est la création d'une ZAD, une zone d'aménagement différée. À Nantes, nous sommes réputés pour les ZAD, mais ce n'était pas exactement la même. Zone d'aménagement différée qui, à un moment donné, face à l'étalement urbain, une Collectivité a dit : « Stop. Nous mettons en place cet outil. Nous gelons les terres et nous remettons, à plus tard, le sort de ces terres, qui ne peuvent pas être vendues ou profiter d'une spéculation à des lotisseurs ou à des promoteurs immobiliers. » Donc, nous laissons les terres, même si elles restent en friche, parce qu'il y a aussi une modification, un tournant dans le maraîchage à Nantes, qui passent, en gros, d'un maraîchage du XIXème siècle, avec des très petites surfaces manuelles, très peu mécanisées, maraîchage sur lequel nous revenons, aujourd'hui, à plutôt un maraîchage extensif. Finalement, les parcelles qui étaient existantes ne correspondaient plus au standard. Bref.

Moi, j'accompagne l'aménageur dans l'atterrissage, pour reprendre les termes de cette journée, dans l'atterrissage agricole, à travers ce projet urbain. Ce projet agricole a été retenu, dans le cadre d'un PIA, projet investissement, éco cité ville de demain, a une subvention, à la fois d'ingénierie

et d'investissement pour remettre d'aplomb les fermes qui étaient le plus abîmées. Mais, il se trouve qu'en termes de calendrier, ce qui est intéressant, c'est que nous avons l'obligation de réaliser la rénovation de ces fermes avant fin 2020, ce qui veut dire que, très clairement, le projet agricole va dessiner le projet urbain et pas l'inverse. La consultation des promoteurs va venir après, ce qui est une chose assez rare, pour le souligner, et dont nous sommes assez fiers, à Nantes.

Sur la question des outils, je passe très vite. En gros, nous allons déposer 3 permis de construire pour 3 fermes différentes, avec des surfaces allant de 1 hectare à 4 hectares. Nous avons déjà retenu un certain nombre de porteurs de projets. Je vous passe l'écosystème d'acteurs agricoles. Nous travaillons, évidemment, avec les acteurs de la Métropole, Dominique BARREAU, que vous connaissez sans doute, à Métropole de Nantes. Il y a eu un AMI, à la recherche de porteurs de projets. Nous travaillons aussi avec CAP 44 et la CIAP, la Coopérative en Installation en Agriculture Paysanne, la SIC qui est impliquée sur les dispositifs de défrichage. Je vais très vite. Voilà les 3 projets. Je m'excuse, ce sont des vues... Voilà à quoi cela va ressembler, voilà les 3 permis qui vont être déposés et, en gros, nous avons une remise en production, pour le printemps prochain, sur l'ensemble des 3 fermes.

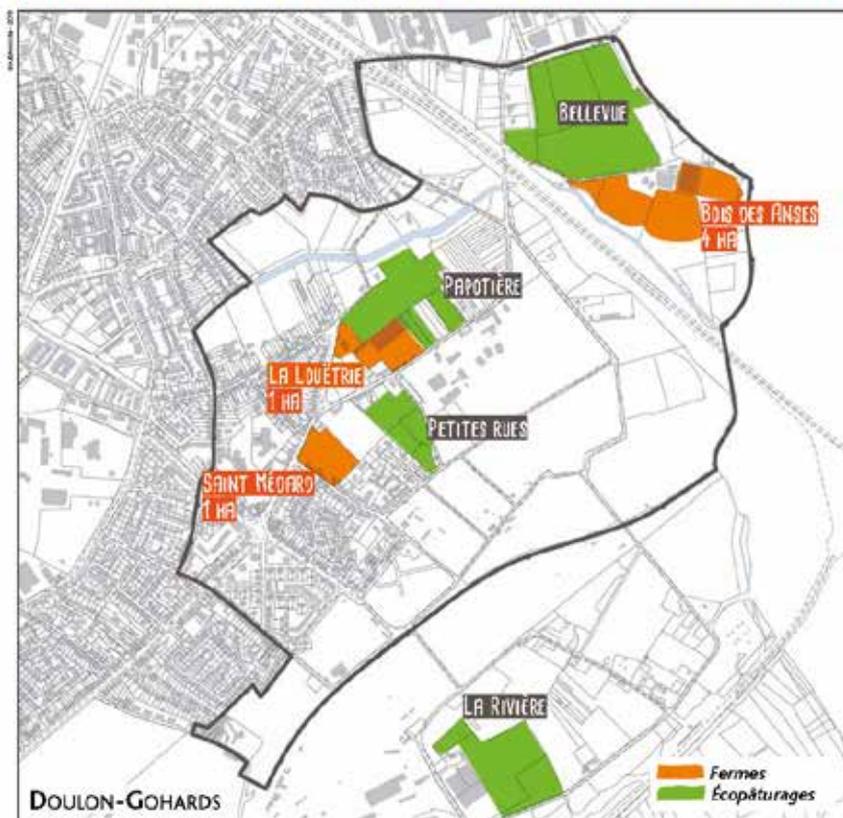
## « Agro-quartier », ZAC-Doulon-Gohards



© Agence Blouin

## LES FERMES DE DOULON

# 2018/2020, 3 FERMES À INSTALLER



© Agence Blouin

### ● Maîtrise d'ouvrage :

Nantes Métropole Aménagement

### ● Travaux agricoles réalisés en 2018 :

- Défrichage, broyage et incorporation au sol
- Décompactage des sols
- Épandage de compost (640 tonnes) et de chaux (40 tonnes)
- Semis de cultures d'amendement (sarrasin, moha) et de prairies (fétuque, ray-grass)
- Clôtures

Travaux réalisés par l'entreprise Mabileau-Olivier (Saint-Père-En-Retz). Coût : 115 000 € HT

### ● Suivi des cultures et certification bio : SCIC Nantes Nord

### ● Bâtiments d'exploitation :

- Études de programmation et de maîtrise d'œuvre : 2018/2019
- Réalisation des travaux : 2019/2020

Contact pour l'installation : CAP 44 – CIAP  
simon.plessis@cap44.fr

*Le projet des Fermes de Doulon est soutenu par le Programme d'Investissement d'Avenir Ville de demain*



Je voulais juste revenir sur l'outil et c'était la question. C'est typiquement le cas où nous faisons le projet et où nous adaptons les outils par la suite. C'est vachement plus simple. En gros, ce qui a été adopté, c'était en avril... Romain, peut-être, tu as la date. Le PLUM, c'est le printemps dernier, non ? Voilà, c'est cela. De cette année ? De l'année dernière. C'est cela. Nous avons été dans le récit de ce projet agricole. Cela se passait exactement au moment où il y avait tout un dialogue qui était en cours, une concertation publique, sur le PLUM, qui est un PLUI. Il y a eu la création d'un zonage un peu particulier. La zone A, sur les parcelles agricoles, n'est pas particulière. En revanche, c'est la création d'une zone AD, le secteur AD, ici. Puisque nous sommes dans une agriculture qui est en ville, puisque nous sommes dans ce mouvement et que nous voyons bien, avec les porteurs de projets qui ne sont pas seulement que des producteurs, mais ce sont souvent des gens que nous appelons NIMA, Non Issus du Milieu Agricole. Ils ont eu une vie, avant de devenir producteurs

et ils ont aussi des modèles économiques hybridés, c'est-à-dire avec plusieurs sources de revenus possibles. Nous ne voulions pas les piéger avec un zonage A, qui est exclusivement dédié à l'agricole pur.

Donc, il y a eu cette ouverture sur ce secteur AD qui permet de déployer d'autres activités, aussi bien liées au tourisme, à l'accueil de séminaires, à l'hébergement hôtelier, à l'accueil paysan. Ce sont des textes qui ont été remis dans le PLU, par la suite. Nous avons pratiqué ce zonage sur des parcelles agricoles du projet dont je vous avais parlé. Et puis, il y a eu le rajout, en se disant : «Peut-être que sur les bâtiments, il faut adopter aussi un zonage un peu spécifique». Et, là, nous sommes plutôt partis sur le zonage UM, donc le zonage UMB, pour ne pas se piéger, par la suite, dans les capacités ou les possibilités d'ouvrir ces fermes à d'autres activités et d'ouvrir ces fermes sur le quartier. C'était vraiment l'idée de travail sur une logique déjà collective et coopérative, avec l'ensemble des producteurs qui allaient être installés

et de permettre que nous puissions agglomérer, sur ces différentes fermes, que je vous ai montrées vraiment très brièvement, d'autres fonctions, des fonctions de la ville, puisque l'idée, ce n'est effectivement pas de faire un musée des vieux outils, mais bien de faire la ville contemporaine et d'avoir une réflexion sur la ville productive et de faire

un mix fonctionnel, pertinent et intéressant. Voilà l'outil, comment il a été manipulé. Je m'arrête là, sans présenter le deuxième projet, comme cela, nous sommes sûrs. Et puis, un autre jour, je raconterai un autre projet du côté d'Angers.

## REGLEMENT PLUM Nantes Métropole AGRICULTURE URBAINE

### Des modifications du PLUM Création de la zone Ad

Zonage des parcelles agricoles

La zone A correspond aux espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles au sein desquelles les activités agricoles peuvent se développer.

Zone spécialisée, elle limite strictement tout autre usage afin de préserver ces espaces et de limiter leur mitage. Elle est composée de quatre secteurs :

Le secteur Ad (espaces agricoles durables) identifie les espaces dont la vocation agricole est pérenne. Seules les constructions\* nouvelles liées à une exploitation agricole sont permises. Par ailleurs, les exploitants agricoles ont la possibilité de diversifier leur activité économique par des activités de restauration, de commerce de détail, ou d'hébergement hôtelier et touristique si elles sont accessoires à leur exploitation et localisées dans des constructions existantes ou dans une extension limitée\* de constructions existantes.



## REGLEMENT PLUM Nantes Métropole AGRICULTURE URBAINE

### Des modifications du PLUM Zonage des bâtiments agricoles (Umb)

**Objectif de la zone UM :** Favoriser la mixité des fonctions urbaines (logements, bureaux, équipements et services), la mixité sociale, la diversité des formes bâties et la qualité des paysages urbains le long des rues.

■ **Le secteur Umb** correspond aux quartiers de grands ensembles ou de projets urbains à la morphologie spécifique



Je l'avais notée, mais elle d'enchaîner avec l'autre. C'est une proposition de se dire : «Puisque nous avons ce travail, souvent, sur les ZAC, dans le cadre de projets urbains, nous avons de ce travail préalable qui sont les études opérationnelles.» Et il y a une forme d'obligation, bien souvent : il y a l'étude environnementale, mais nous avons aussi, par exemple, l'étude en potentiel ENR, c'est-à-dire, sur votre ZAC, sur votre projet urbain, quels vont être les potentiels en énergie renouvelable, est-ce que vous allez pouvoir vous raccorder à un réseau de chaleur, par exemple, est-ce que vous pourrez développer des chaudières à bois... C'est un caractère obligatoire.

Et puis, une fois que la ZAC est lancée, nous avons aussi, par rapport aux politiques publiques, par rapport au PLH, des obligations en termes de logement social, d'un pourcentage macro-position, mais je ne dois pas être le seul à penser à cela, ce serait de se dire : «Au moment,

juste avant, la déclaration d'une zone d'aménagement concertée, de révéler, vraiment avec une étude de diagnostic des sols, le pourcentage de terres alimentaires qui pourrait être préservé, dans le cadre d'un projet urbain.» Parce que, bien souvent, nous y arrivons après ou de manière détournée, et nous pouvons très bien, aujourd'hui, je pense, construire, décentement, un parking sur une zone, peut-être la zone la plus fertile sur d'anciennes terres maraîchères et nous ne nous rendons pas compte de la richesse de ces terres-là. Moi, la proposition, c'était de se dire : il y a peut-être un outil à inventer, à imaginer, qui passerait par un système législatif qui serait une forme d'obligation, un pourcentage. À Nantes, nous avons le coefficient de biodiversité, sur les projets immobiliers. Nous pourrions aussi imaginer, à une échelle nationale, un pourcentage de terres alimentaires préservées, dès que nous mettons en place un projet urbain.

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Romain SIEGFRIED, je vous laisse la parole. Nous vous écoutons.

## Romain SIEGFRIED - Directeur de projet Responsable du pôle Energie - Environnement - Espaces Agence d'urbanisme de la région nantaise

Je travaille à l'Agence d'Urbanisme de Nantes, les Nantais de l'État. Effectivement, nous accompagnons quatre PAT, deux qui ont le label national PAT et puis, deux qui sont dans une démarche de PAT, mais peut-être un peu différente que le label national. Cela fait 4 ans maintenant, que la Métropole a lancé son PAT. Nous sommes dans une phase active d'actions, avec des groupes de travail thématiques, multi-acteurs, qui continuent à vivre dans le temps, qui se réunissent tous les 3 mois, qui s'élargissent, en termes de types d'acteurs de fil en aiguille, et puis un PAT qui s'est lancé à une échelle SCoT, sur le Pays de Retz, avec 38 communes, 150000 habitants, qui, dans une échelle, en tout cas, est intéressante et je pense que vous en parlerez tout à l'heure. L'échelle SCoT est intéressante pour travailler ces synergies, entre territoires urbains, territoires périurbains, territoires ruraux. Nous avons aussi un PAT, qui est travaillé avec un Conseil de développement très actif. Nous trouvons que c'est un super outil pour

travailler sur ces nouvelles questions en élargissant ainsi le champ des personnes concernées et puis d'aller chercher celles qui sont peut-être plus éloignées du sujet.

L'année dernière, nous avons réalisé une enquête auprès des habitants. Je voudrais en parler 2 minutes, parce que cela nous semblait important également de mieux connaître les pratiques et habitudes alimentaires des ménages. Nous avons tous, personnellement, un avis sur la question, même si nous essayons d'avoir un avis collectif, en tout cas, ce que pense la majorité des gens, à part certains acteurs qui font les enquêtes, nous n'avons pas forcément la possibilité d'avoir cette information. Donc, nous avons fait le choix de réaliser l'enquête du PAT de la Métropole, une enquête auprès de 1500 ménages du Territoire. Deux choses nous ont frappés dans ces résultats. C'est d'abord l'universalité, aujourd'hui, du thème de l'alimentation, c'est-à-dire que l'alimentation,

c'est vraiment ce qui ressort de cette enquête, un sujet majeur de préoccupation, d'interpellation des ménages, de tout type de ménages, quelle que soit la catégorie sociale, les catégories socio-professionnelles, les ménages avec enfants, sans enfant, les ménages jeunes, les ménages plus âgés. Cela nous a vraiment frappés. Nous voyons que c'est vraiment une toile de fond, qui est en train de monter du point de vue des consommateurs, qui veulent se réapproprier leur alimentation.

Deuxième aspect important, c'est vraiment la question de la santé. C'est ressorti le plus fortement, en toile de fond : 60 % des ménages déclarent avoir modifié leurs habitudes de consommation alimentaires, ces trois dernières années, ce qui est beaucoup. La motivation principale qui ressort, c'est vraiment la santé : je veux faire plus attention à mon alimentation, je fais attention à la composition des produits, à l'origine des produits, je regarde de manière plus systématique les étiquettes. Nous voyons bien que c'est quelque chose qui fait appel à des notions transversales, qui vont toucher aux pollutions, aux polluants, que nous allons pouvoir retrouver dans les productions agricoles du Territoire ou pas, en tout cas, les biens qui sont consommés sur le Territoire. La question du transport aussi : d'où vient le produit que j'achète, quelle est son origine, par où il est passé pour arriver là.

C'est ce qui nous a conduit à dire que l'alimentation, il ne fallait que ce soit un sujet en tant que tel, mais que cela puisse vraiment venir interpellier toutes les politiques sectorielles de la Collectivité, puisque l'alimentation, ce n'est pas une compétence en tant que telle des Collectivités. Par contre, quand nous regardons toutes les politiques publiques, qui peuvent être, de loin ou de près, concernées par l'alimentation, nous nous apercevons que, quasiment, toutes les politiques d'une Collectivité, d'un EPCI, que ce soit les déchets, les transports, l'urbanisme, sont touchées, ont des liens avec l'alimentation. Quand nous travaillons sur le foncier agricole, bien sûr, nous pensons «zone humide», nous pensons «qualité de l'eau», nous pensons «fonctionnalité écologique», et c'est un super sujet, l'alimentation, pour venir toucher tout un public, autour de ces enjeux de résilience, de développement plus durable du Territoire.

Sur la partie qui nous concerne, urbanisme et aménagement, cela fait pas mal d'années que nous travaillons sur les questions de foncier agricole. Nous avons travaillé avec TERRES EN VILLES, d'ailleurs, sur AGRISCoT, AGRIPLUi, pour voir comment travailler ces enjeux agricoles. Nous savions, de toute façon, que les documents d'urbanisme permettent de faire des choses. Mais, nous restons quand même un peu frustrés sur la capacité du code de l'urbanisme à traduire un certain nombre d'orientations que nous aurions envie de voir sur les territoires. Donc, nous avons travaillé sur des chartes agricoles, des projets agricoles, des outils complémentaires, qui venaient interpellier ces notions de pratiques agricoles. Et puis, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est vraiment le basculement de projets agricoles à projets alimentaires, sachant que nous sommes sur un projet alimentaire et non pas un plan alimentaire.

Comment faire projet autour de cette question ? Comment faire projet de territoire ? Comment passer, pour nous, du terroir au territoire et élargir le paradigme que nous pouvons avoir autour de ces sujets, sachant que, pour nous, l'alimentation, ce n'est pas l'agriculture, ce n'est pas l'agroalimentaire, en tout cas, ce n'est pas que cela. C'est, aujourd'hui, beaucoup plus large, dans les thématiques à traiter autour du sujet. C'est la notion de site de projet, qui nous occupe beaucoup, dans les travaux que nous menons à l'Agence. À Nantes, nous avons la chance d'avoir pas mal de sites de projet. Nous pourrions en parler longtemps et montrer pas mal d'exemples. Effectivement, c'est la question de «quels sont les besoins des acteurs», «quels sont les acteurs» déjà, à mobiliser autour du sujet ou localiser des équipements qui peuvent manquer, de ce que peuvent dire les uns et les autres, «est-ce que la fonctionnalité est suffisante, pas suffisante».

Peut-être pour prendre un exemple complémentaire de ce qui nous a été présenté, nous avons travaillé sur le transfert du marché d'intérêt national de Nantes qui est le deuxième MIN, en France, après Rungis, avec des bâtiments qui étaient très vieillissants, construits dans les années 1970, avec la nécessité de rénover complètement l'équipement, avec le choix qui a été fait par les Collectivités d'en faire un équipement public, au sens «avec un investissement

public», propriété des murs des bâtiments et puis, après, mise en location pour des grossistes, notamment alimentaires, une centaine de grossistes. Il y a aussi, à peu près, 50 producteurs, vendeurs du Territoire, qui viennent le MIN, 80 commerçants ambulants. Nous sommes sur un approvisionnement des marchés, des restaurants, de l'ensemble du bassin de ville et même plus largement, à l'échelle régionale.

La mission qui a été confiée à l'Agence, c'est comment profiter de cette plate-forme, pour en faire un support pour le PAT et travailler, justement, avec les acteurs du MIN, sur ces logiques de circuit court de qualité, d'alimentation saine. Donc, nous avons mené des ateliers, des séminaires de travail, avec, d'abord, les acteurs qui étaient sur le MIN : les grossistes, les entreprises. Nous avons aussi mené une enquête auprès des fournisseurs, des clients de ces entreprises, des salariés. Au début, évidemment, ils nous ont regardés : Agence d'Urbanisme, qu'est-ce que vous venez travailler chez nous, pour nous parler d'un sujet comme cela, qui nous concerne au quotidien ? Nous, ce qui nous intéressait, c'était de comprendre comment ils fonctionnaient, quels étaient leurs enjeux, comment ils pouvaient vraiment rentrer dans ces objectifs fixés par le PAT de la Métropole.

Et de fil en aiguille, en construisant cette relation, nous avons pu monter des choses intéressantes, agréger aussi le Département, la Région, puis la Chambre des métiers, la CCI, la Chambre de commerce, des organisations professionnelles, des associations de consommateurs. Finalement, tout cela a fait en sorte que nous avons pu construire une feuille de route pour ce MIN, à 2030, en se disant : «Aujourd'hui, le MIN est nouveau, il est sur un nouveau site, il est dans de nouveaux bâtiments, quels objectifs se donnons-nous, quelle est la feuille de route des 10 ans et dans 10 ans, à quoi voulons-nous que ce MIN serve, pour le Territoire. C'est la copie que nous avons remise collectivement à la Métropole, charge après de pouvoir continuer à faire vivre ce travail, cette animation autour du MIN. En tout cas, pour nous, cela a été un super exemple de pouvoir faire projet et de pouvoir vraiment travailler en transversalité. Ce n'est pas être que sur la restauration collective, mais d'être sur une dimension

bien plus globale et générale. Voilà pour illustrer la place de l'alimentation, aujourd'hui, dans ce que peut être une politique d'une collectivité.

Après, il y a la question des outils qui est le deuxième enjeu de cette table ronde. Il y a la question des échelles. C'est clair que la question des échelles, travaillée sans la Région, sur une politique alimentaire, aujourd'hui, cela paraît compliquée, voire impossible. Il faut pouvoir travailler, je dirais, dans des relations assez étroites, entre les différents niveaux de collectivités et voire même pouvoir interpellier le niveau européen, puisque, aujourd'hui, nous avons un enjeu, nous pensons sur la question de la contractualisation. Le Pays de Retz et la Métropole nantaise ont contractualisé, ensemble, par un contrat de réciprocité, où l'alimentation fait partie intégrante du dispositif, en disant : «Nous avons des choses à faire ensemble et nous voulons mettre, ensemble, des actions autour de l'alimentation.» Ce projet de territoire, nous espérons qu'au niveau européen, il pourra être reconnu aussi par la PAC, que la notion de «Territoire» soit reconnue, que la notion de contractualisation entre acteurs pourra être reconnue et que, pourquoi pas, demain, nous puissions faire des contractualisations entre des Collectivités, des acteurs engagés, du Territoire, autour de l'alimentation et mettre un certain nombre d'actions, y compris, en allant chercher des financements, des fonds FEDER, notamment, ou des fonds européens.

Deuxième outil, pour nous, essentiel, c'est celui de l'observation. Je vais prêcher un peu pour ma paroisse, parce que les Agences aiment bien les Observatoires. C'est vrai que nous nous rendons compte, dans ces réunions avec un certain nombre d'acteurs, que, finalement, nous nous connaissons très mal les uns des autres. Chacun connaît très bien son cœur de métier, sur son segment. Mais, l'interconnaissance, c'est quelque chose qu'il va falloir aller chercher, pour susciter le débat, pour aller plus loin que, quelque part, la connaissance que nous pouvons avoir, chacun, dans son secteur, du sujet. Donc, nous avons eu pour mission, là, en fin d'année dernière, de constituer un Observatoire de l'alimentation durable, en essayant d'aller chercher le plus d'acteurs possibles, pour pouvoir partager ce niveau d'informations, cet état

des lieux un peu en continu et puis aussi ces initiatives, voir quelles sont les opportunités, qu'est-ce qui se fait, qu'est-ce qui se fait de bien, est-ce que c'est reproductible, pas reproductible, avoir cette notion un peu dynamique au service du projet.

Et puis, il y a la question de la gouvernance et comment faire vivre cette gouvernance, comment l'organiser, comment l'outiller. À Nantes, nous avons l'habitude du partenariat, y compris public-privé, et nous le savons, c'est un sujet sur lequel il va falloir aussi aller chercher, peut-être, ce type de partenariat, y compris peut-être aller travailler avec des acteurs plus éloignés, a priori, du sujet, comme les distributeurs. Ce que nous voyons, dans notre enquête, c'est que 80 % des ménages, aujourd'hui, continuent à s'approvisionner dans les supermarchés, les hypermarchés. Si nous voulons toucher, à un moment, tous les ménages, il faut se poser la question de comment et

sur quels critères, avec quelles intentions de la Collectivité emmener les distributeurs autour de ces sujets. Nous avons des rencontres en cours, avec un certain nombre de groupes, pour voir comment travailler les choses, est-ce qu'ils seraient intéressés, déjà, de pouvoir nous apporter des informations, sur leurs clients, qu'est-ce qu'ils viennent consommer, qu'est-ce qu'ils viennent rechercher, qu'est-ce que nous trouvons, dans un supermarché, comme produit local, par rapport à ce que nous pouvons trouver sur un marché. Je m'arrêterai là. Et puis, la question de la santé, aujourd'hui, nous amène à travailler sur la question de la santé environnementale et nous sommes en train de réfléchir, avec la mission santé publique de la ville de Nantes, comment aussi travailler cette question de l'alimentation, notamment auprès des publics les plus éloignés, dans les quartiers politiques de la ville de Nantes et puis les autres communes de l'Agglomération.

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Corinne PORTAL, je vous laisse enchaîner.

## Corinne PORTAL – Directrice adjointe à l'urbanisme du PETR Grand Clermont

Je vais essayer d'être rapide.

Je ne suis pas du tout une spécialiste de l'agriculture, contrairement à vous. Je suis urbaniste et ma mission principale consiste à mettre en œuvre le SCoT du Territoire du Grand Clermont. Notre territoire est un territoire de 106 communes, avec 4 EPCI, dont une Métropole. C'est ce qui fait notre spécificité, parce que nous sommes un pôle d'équilibre territorial et rural et nous avons une Métropole. C'est un petit peu singulier, comme structuration. En tout cas, je vous présenterai, après, quelles sont les spécificités de cette organisation en PETR, est-ce que cela nous apporte en matière d'agriculture, parce que nous ne gérons pas uniquement un SCOT... Mais, je vous parlerai plus avant de cela, dans un deuxième temps.

Juste pour vous présenter notre territoire, qui est un petit peu particulier : nous avons la chance d'avoir 2 parcs naturels. Sur la partie Ouest, le Parc des Volcans d'Auvergne. Sur la partie Est, le Parc du Livradois-Forez et entre les deux, une Allier, un Val d'Allier et un cœur métropolitain

dense, avec la Métropole Clermont Auvergne. Nous avons une structuration en archipel, que nous retrouvons dans beaucoup d'autres SCoT, notamment, c'est le cas de Rennes. Mais, l'idée de notre SCoT, qui a été approuvée en 2011, était de structurer le territoire en archipel, de façon à limiter les déplacements, pour se rendre vers les lieux d'emploi, les lieux de consommations. Donc, nous avons un cœur métropolitain qui est sur la partie centrale, qui englobe la Métropole clermontoise, mais une partie de l'Agglomération riomoise, et puis des pôles de vie, qui sont des pôles relais, et qui ont un potentiel de développement plus important que les communes rurales, parce qu'elles ont déjà des services, des commerces. L'idée, c'est de pouvoir renforcer ces pôles, de façon à limiter les déplacements des populations qui sont dans les communes périurbaines, de façon à ce qu'elles puissent trouver leurs services, leurs activités, leurs commerces sur ces pôles de vie, sans avoir à se rendre sur le territoire clermontois, notamment.

En matière d'agriculture, le SCoT avait déjà émis énormément de préconisations et nous avons un travail assez conséquent qui avait été effectué, dès le démarrage des études du SCoT, déjà au début des années 2000. Il était parti du constat que nous avons consommé 1800 hectares de terres agricoles, entre 1995 et 2005, et que nous ne pouvions, effectivement, pas continuer à ce rythme, d'autant que nous avons la chance d'avoir des terres de très grandes cultures, que nous appelons les terres de Limagne, et qui, aujourd'hui, sont protégées, dans le SCoT. C'est les parties que vous pouvez voir en orange. Ces terres sont protégées, dans le cadre de notre SCoT, avec une notion de comptabilité, c'est-à-dire que nous sommes sur des secteurs de grande ampleur, si le développement urbain se fait sur ces secteurs, il doit se faire de manière très mesurée, il doit être justifié, parce qu'il est dans la continuité d'un bâti existant. Voilà. Nous avons une protection qui se fait sur l'ensemble de ce secteur, avec les notions de compatibilité.

Par contre, nous avons travaillé de façon plus précise sur d'autres thématiques agricoles et en allant un peu au-delà de ce que permet la loi, c'est-à-dire qu'un SCoT, nous ne sommes pas censés faire un recensement à la parcelle, et nous, en matière d'agriculture, nous sommes allés plus loin que les textes permettent. Nous pouvons peut-être zoomer, avec les slides suivants. Nous avons un autre niveau de protection, qui est une protection à la parcelle, avec la protection, notamment, de parcelles maraîchères, que nous voyons, ici, en hachures bleues, ou de parcelles viticoles... Si nous pouvons présenter les suivants. Là, nous voyons en violet... Je ne sais pas si vous voyez suffisamment. Nous avons un repérage, en annexe du SCOT, qui recense, strictement, les parcelles viticoles protégées.

Ces parcelles viticoles sont issues de l'INAO, auquel avaient été retirées, à l'époque des études, toutes les parcelles qui se trouvaient déjà en zone urbaine ou en zone à urbaniser des documents d'urbanisme. Celles-ci avaient été retirées, les autres, maintenues, repérées et protégées, avec une notion stricte de conformité, ce qui n'est pas trop l'objet d'un SCoT. Mais, nous sommes allés plus loin. Donc, la Chambre d'agriculture avait réagi, à l'époque, en disant

que c'est une zone préférentielle, à vocation viticole, parce qu'effectivement, le SCoT ne peut pas gérer l'usage des sols. Néanmoins, lorsque nous analysons un PLU, nous regardons si les parcelles, qui sont ciblées dans le SCoT, sont bien reprises, dans le PLU de la Commune ou dans un PLUi, pas forcément avec un zonage spécifique. Au départ, nous avons souvent des communes qui créent un zonage AV. Maintenant, je pense, sous la pression un peu de la Chambre d'agriculture, et puis de certains bureaux d'études, nous nous éloignons d'un zonage spécifique. Toutefois, nous avons un zonage qui permet la protection de ces parcelles viticoles, en sachant que, très souvent, nous avons des réactions, cela ne se passe pas toujours très bien, parce que certaines de ces parcelles, aujourd'hui, ne sont pas exploitées : elles sont friches, la viticulture n'est plus là.

Toutefois, l'idée du SCoT, c'est de dire si quelqu'un veut s'installer, ce sont des parcelles qui sont protégées et quelqu'un pourrait s'installer. Cela n'empêche pas, que si quelqu'un fait de l'arboriculture sur ces parcelles, le SCoT ne peut pas intervenir là-dessus. En tout cas, il y a cette préservation, qui est suivie par les services d'État, dans le cadre de l'avis d'État. Donc, nous arrivons à gérer fortement ces parcelles et l'INAO, dans le cadre de son avis sur les documents d'urbanisme, en rajoute une couche. Donc, nous arrivons, tous ensemble, à protéger ces espaces, même si avec certains élus, cela se complique parfois, lorsqu'ils disent : « Nous n'en ferons rien, nous n'aurons jamais de viticulteurs sur ces parcelles, elles sont trop complexes, difficiles d'accès. » Nous maintenons, nous sommes sur de la conformité. Si les parcelles ne sont pas protégées dans le cadre du PLU, nous mettons un avis défavorable sur ces questions. Ce qui est exceptionnel, finalement, les communes ont compris et protègent. Nous avons dû avoir, depuis 2011, comme SCoT a été approuvé, 2 cas, où les parcelles n'ont pas été repérées strictement, dans le cadre d'un PLU.

Sur la question de l'agriculture, déjà, dès 2011, et même avant, puisque les études sont d'avant 2010, nous avons déjà des notions d'autosuffisance, qui étaient indiquées dans le doc du SCoT, nous avons déjà la notion de circuit court, nous avons déjà un objectif de 20 % de

bio à échéance 2030. Le travail était allé très loin sur ces questions. Toutefois et c'est ce qui fait la singularité de notre PETR, c'est qu'une fois que nous avons écrit tout cela, il peut très bien ne rien se passer. C'est bien la mise en œuvre, qui nous intéresse tous, et nous voyons bien nous nous confrontons tous à cette difficulté. Et dans le cadre de notre PETR, nous avons une cellule, je ne sais pas si nous allons l'appeler comme cela, «développement». Donc, dans le cadre de cette cellule «développement», un travail sur le PAT a été réalisé. Nous avons été lauréats d'un PAT, en 2016-2017.

Du coup, nous voyons bien le lien qui se fait entre la partie planification et le PAT, qui embraille et qui travaille plus finement, qui a créé des scénarios, avec un scénario tendanciel et un scénario idéal. Aujourd'hui, le PAT va beaucoup plus loin : nous avons un travail qui s'appelle GEOPAT, avec des chercheurs, qui vont permettre de recenser le potentiel agricole. À partir des deux scénarios du PAT, ils vont réussir à localiser - ce ne sera peut-être pas très précis, mais cela quand même restera précis - les secteurs à enjeux, les secteurs pertinents, en matière agricole, en croisant un certain nombre de données - nous pourrons vous faire communiquer le cahier de charge si vous le souhaitez - pour en faire émerger, d'une manière spatiale, les secteurs pertinents pour tel ou tel type d'agriculture, les secteurs à enjeux, les secteurs fragiles, en les mettant en phase avec les deux scénarios

## Marc NIELSEN

Merci beaucoup, est-ce qu'il y a des questions? Des réactions? En tout cas, merci beaucoup. Quand même une petite question de ma part, 30 secondes. Si vous devez y aller, allez-y. Nous la poserons à Madame PORTAL. Nous avons le sentiment, que nous bricolons avec les documents d'urbanisme : nous avons un bon projet, mais

du PAT, le scénario tendanciel et le scénario idéal. Tout ce travail, nous, au niveau de la planification, nous pourrons le récupérer, dans un second temps, et travailler plus finement notre carte de protection des espaces agricoles, pour aller dans ce sens et dans le cadre du scénario qui aura été choisi.

Donc, nous voyons bien ce travail d'aller-retour entre la planification, le PAT... C'est une chance extrêmement importante. En tout cas, c'est lié aussi à la volonté politique forte de notre territoire, de travailler sur ces questions. Et puis, je pense au fait que notre élu référent, sur le SCoT et sur le PAT, c'est le même élu, qui, en plus, est un élu agriculteur. Cela nous aide énormément et nous avons une légitimité et nous avons un discours qui se construit de plus en plus au fil du temps et qui fait que c'est rentré dans la tête de tout le monde, nous avons commencé, au départ, avec le SCoT et nous avançons, de plus en plus, et nous ferons des aller-retour incessants, de façon à engager le territoire, d'un point de vue réglementaire, d'un point de vue philosophique sur ces questions. Je pense que c'est vraiment lié à cette organisation, le fait que nous soyons quinze, que nous travaillons tous ensemble. Lorsque je vais faire un suivi d'une commune qui élabore son PLU, j'aborde évidemment la question de l'alimentation, de l'agriculture et je mets en lien avec mes collègues qui sont en charge du PAT. Ce lien me paraît évident et essentiel. Voilà, pour faire très vite.

il faut aller un peu aller bricoler et trouver des solutions. Est-ce qu'il faut changer la loi? Ou est-ce que nous continuons à faire avec les documents tels qu'ils existent et finalement cela marche très bien comme cela?

## Corinne PORTAL

Je ne suis pas sûre que nous bricolions tant que cela. Les choses me paraissent assez évidentes et assez organisées, en tout cas sur notre territoire. Mais, c'est sûr qu'il faudra quand même aller plus loin, parce que nous ne sommes pas tous à fonctionner de cette manière. Nous voyons bien qu'une fois que nous avons réalisé un SCOT, nous passons à autre chose et nous ne sommes pas forcément sur la question de la mise en œuvre. S'il n'y a pas d'animation sur la mise en œuvre, s'il n'y a pas un suivi des intentions

fortes et des objectifs forts choisis politiquement, si nous n'avons personne derrière, pour découler cette mise en œuvre et pour faire des allers-retours, parce que nous avons le droit de nous tromper aussi, nous avons le droit d'affiner les choses, au fil du temps. Je pense que c'est surtout une question d'ingénierie et de moyens donnés, pour pouvoir assurer toute cette chaîne et ce système de poupées russes qui nous paraît indispensable.

## Marc NIELSEN

Merci. Merci à vous tous.





# Rn PAT

Réseau national  
des Projets Alimentaires Territoriaux

## UN PROJET MULTIPARTENARIAL



## AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE

